



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PÊCHE ET AFFAIRES MARITIMES

Le Directeur général

Bruxelles, le 13.11.2006 D 12783
DG/FISH/B3/BF/sfb D (2006)

Objet : Rapport évaluation ex-post de l'accord de pêche CE/ Côte d'Ivoire

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'étude d'évaluation ex-post de l'accord de pêche CE/Côte d'Ivoire réalisée par des experts externes pour le compte de la Commission en vue de la préparation des négociations pour un nouvel accord et son protocole.

Je vous remercie de bien vouloir en faire la diffusion adéquate auprès des membres de la Commission de la Pêche et d'autres Commissions compétentes au sein du Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

J. c. Philé Nastrache
Jörgen HOLMQUIST

Annexe : Evaluation ex-post du protocole d'Accord de pêche CE/Côte d'Ivoire

*Copie (sans annexe) : Management DG FISH
MM. Alexandrou, Beslier, Spencer, Wieland, Donatella, El Ameli
Mlle Focquet
M. Koehler et Mme Darmanin (Cabinet Borg).*

M. Philippe Morillon
Chairman of the Fisheries Committee
Parlement Européen
Rue Wiertz
B-1047 Bruxelles



MEGAPESCA

PROJET FISH / 2003 / 02

**CONTRAT-CADRE POUR LA REALISATION D'EVALUATIONS,
D'ETUDES D'IMPACT ET DE SUIVI CONCERNANT LES ACCORDS DE
PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PECHE CONCLUS ENTRE LA
COMMUNAUTE ET LES PAYS TIERS**

CONVENTION SPECIFIQUE (33): COTE D'IVOIRE

**Evaluation *ex-post* du protocole d'accord de pêche entre la Côte d'Ivoire et
la Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur
la durabilité, incluant une évaluation *ex-ante***

FINAL

OCTOBRE 2006

Ce rapport a été préparé avec le soutien financier de la Commission européenne.

Les vues exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Commission européenne, ni n'anticipent sa politique dans ce domaine.

Ni le contenu intégral, ni des parties de ce rapport ne peuvent être reproduits sans autorisation écrite de la Commission européenne. Le cas échéant, tout extrait devra être accompagné de la référence explicite de ce rapport.

Oceanic Développement, Poseidon Aquatic Resource Management Ltd et MegaPesca Lda (2006). 'Contrat cadre pour la réalisation d'évaluations, d'études d'impact et de suivi concernant les accords de partenariat dans le domaine de la pêche conclus entre la Communauté européenne et les pays tiers : évaluation *ex-post* du protocole d'accord de pêche conclu entre la Côte d'Ivoire et la Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur la durabilité, incluant une analyse *ex-ante*'.

DOCUMENT INTERNE : DROITS DE DIFFUSION RESERVES A LA C.E.

Contact des auteurs :

OCEANIC DEVELOPPEMENT

Z.I. du Moros, 29900 Concarneau, France

Tel : +33 2 98 50 89 99

Fax : +33 2 98 50 78 98

Email : info@oceanic-dev.com

URL : <http://www.oceanic-dev.com>

Version : Final

Réf. rapport: FPA 33 / COI/ 06_EM

Date de publication : 12/10/2006

RESUME EXECUTIF [FR]

1. La Côte d'Ivoire est située en Afrique de l'Ouest à l'entrée du Golfe de Guinée dans la zone équatoriale. D'une superficie de 322 000 km², la Côte d'Ivoire compte une population de 15,4 millions d'habitants dont 46% a moins de 15 ans. Le PIB national est de l'ordre de 13 milliards d'euros mais avec un PIB par habitant de 890 USD/ habitant qui contribue à placer le pays au 161^{ème} rang sur 174 dans l'indice de développement humain du PNUD.
2. La Côte d'Ivoire connaît une grave crise militaro-politique depuis la tentative de coup d'Etat de septembre 2002. Malgré les efforts de la Communauté internationale, cette crise n'est toujours pas résolue malgré une stratégie de sortie de crise établie par la résolution 1633 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Les avancées notées en 2006 permettent d'envisager prudemment une certaine dynamique vers cet objectif, en dépit d'incertitudes sur les progrès réels du processus de paix et la possibilité de tenir les élections dans les délais fixés.
3. La politique générale de développement du pays est axée sur les termes d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté finalisé en septembre 2002. Cependant, la situation de crise de 2002 n'a pas permis l'allègement intermédiaire de la dette extérieure sur laquelle comptaient les autorités pour la mise en œuvre de ce programme. Les stratégies générales du DSRP identifient plusieurs leviers avec le secteur de la pêche qui n'apparaît qu'au détour de quelques objectifs généraux transversaux au secteur primaire. Le Ministère du Plan prévoit une réécriture du plan d'action DSRP sur 2006 / 2007 pour y intégrer le risque pays, l'amortissement des chocs économiques successifs et les objectifs du millénaire.
4. Le PIB de la Côte d'Ivoire est dominé par le secteur tertiaire (39%) avec les secteurs secondaires (22%) et primaires (29%) également fortement contributeurs à la richesse nationale. Après deux années de récession, le PIB en 2004 a enregistré une reprise de la croissance malgré un environnement intérieur et extérieur défavorable. Les années 2005 et 2006 devraient confirmer cette reprise de la croissance économique. Dans cet ensemble, la pêche (partie extractive uniquement) ne représente que 0,3% du PIB mais les industries de transformation des poissons contribuent à hisser le niveau des industries agro-alimentaires à 3% du PIB environ.
5. L'économie de la Côte d'Ivoire continue d'être handicapée par une dette extérieure très importante dont l'encours atteignait fin 2005 8,3 milliards d'euros, soit 63% du PIB. En ce qui concerne l'aide extérieure, la très grande majorité des bailleurs de fonds a suspendu le flux des aides. La Communauté européenne a décidé de ne plus signer le PIN 9^{ème} FED du fait de l'imprévisibilité de la situation tout en ménageant des flux d'aide à vocation humanitaire principalement sur les reliquats du 8^{ème} FED, les fonds Stabex et l'enveloppe B du 9^{ème} FED.
6. Conséquence de la crise politique, le climat des affaires n'est pas propice à l'investissement en Côte d'Ivoire malgré des signes de reprise en 2005. La France est le principal investisseur, devant la Grande Bretagne et Singapour.
7. La ZEE de la Côte d'Ivoire couvre une surface d'environ 200 000 km² et est bordée dans l'ouest par la ZEE du Liberia et dans l'est par celle du Ghana. La ZEE de la Côte d'Ivoire se caractérise par un plateau continental relativement étroit qui n'occupe que moins de 5% de la ZEE. Les eaux baignant la Côte d'Ivoire sont relativement pauvres, mais enrichies saisonnièrement par des upwellings qui rendent les conditions favorables à la concentration de petits pélagiques et de thonidés.
8. Il n'existe pas de véritable politique nationale de la pêche en Côte d'Ivoire. Les divers documents qui ont été élaborés ne permettent pas d'obtenir un ensemble qui s'intégrerait dans un document

de politique générale et qui mettrait en cohérence les objectifs et les moyens à dégager pour la gestion du secteur.

9. Le ministère responsable du secteur est le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPARH). La part des ressources nationales allouées à ce Ministère et ciblées vers le secteur de la pêche s'élevait en 2005 à près de 2 M€ dont 44% consacrés à la masse salariale. En l'absence de financements extérieurs de la part des bailleurs de fond intervenant traditionnellement dans le secteur en Afrique, la contrepartie de l'accord (1 065 000 € par an) représente l'unique complément budgétaire disponible pour le MIPARH.
10. L'analyse de quelques fonctions institutionnelles clés (contrôle sanitaire, contrôle des pêche et recherche halieutique) indique que si le contrôle sanitaire des produits de la pêche est dans une situation relativement satisfaisante, il n'en est pas de même pour les deux autres secteurs. La surveillance des pêches n'a accompli que des progrès très modestes depuis 2004 avec le début de la mise en œuvre du VMS, mais aucune patrouille ni plan opérationnel de surveillance n'a pu être développé. Le poids de la conjoncture et notamment l'embargo sur le matériel militaire est un facteur d'explication. Concernant la recherche scientifique, le CRO dispose d'un effectif de chercheurs qualifiés mais les perspectives d'avenir sont sombres du fait d'un manque de formation et de politique de renouvellement du personnel.
11. Le secteur de la pêche de la Côte d'Ivoire est relativement modeste avec une flotte d'environ une vingtaine de chalutiers travaillant sur la zone du plateau, également une vingtaine de sardiniers spécialisés sur l'exploitation des petits pélagiques et une flotte de pirogues artisanales intégrant des petites et grandes unités, ces dernières étant au nombre de 300 environ. Il existe également des pêcheries lagunaires et continentales importantes et sur lesquelles seules des pirogues opèrent. Les débarquements de cette flotte ont atteint 55 000 tonnes en 2004, en régression sensible par rapport aux années précédentes (77 000 tonnes en 2001).
12. L'état de la ressource côtière est mal connu en Côte d'Ivoire. Des campagnes d'évaluation directe, dont certaines menées grâce à la contrepartie de l'accord, ont permis d'apprécier des biomasses mais la détermination du potentiel exploitable reste à faire. Les estimations du COPACE, ORP compétente pour la région, sont pessimistes et citent cinq des principales espèces commerciales comme surexploitées. La ressource thonière est suivie par l'ICCAT qui est en mesure de faire des diagnostics et de mettre en place des mesures de gestion. En résumé les stocks de listao n'inspirent pas d'inquiétudes, tandis que l'analyse des stocks d'albacore et de patudo évoque une situation plus délicate et qui a suscité la mise en œuvre de mesures de conservation.
13. La Communauté européenne est la seule entité internationale à avoir un accord de pêche actif avec la Côte d'Ivoire. Il existe un accord avec la Fédération de Pêche du Japon et un accord avec la Guinée et la Guinée Bissau mais les dispositions n'ont pas été activées depuis plusieurs années. L'accord avec la CE a démarré en juillet 2004 et prévoit jusqu'en juin 2007 l'accès possible de 34 senneurs, 11 palangriers et 3 canneurs pour le segment thonier, et de 1 300 GT par mois en moyenne annuelle de chalutiers congélateurs. En contrepartie, la Communauté verse un montant annuel minimal de 1 065 000 € qui peut être augmenté au prorata des captures thonières dès que celles-ci dépassent 9 000 tonnes par an. L'intégralité de la compensation est allouée au financement d'actions ciblées comprenant un appui scientifique et à la collecte de statistiques, au contrôle des pêches, et au soutien institutionnel notamment en matière de mise en œuvre d'une politique des pêches.
14. L'utilisation des possibilités de pêche par les navires européens a été décevante pour les deux premières années du protocole (la 3^{ème} année est en cours). Le segment senneur a compté en 23 (2004) et 18 (2005) navires sur les 34 possibles, soit un taux d'utilisation de 68% et 53% respectivement. S'agissant du segment palangrier, seul 1 navire sur les 11 possibles a pris une licence (taux de 9%), tandis qu'aucun canneur n'a utilisé les trois possibilités. Concernant le segment chalutier, aucun navire n'a pris de licence sur la période du protocole.

15. La sous-utilisation par les navires senneurs peut être mise sur le compte d'un passage d'un nombre important de navires vers les eaux de l'océan indien réputées plus productives. Ce mouvement commencé en 2004 s'est amplifié en 2005 et il ne resterait plus qu'une quinzaine de senneurs en activité dans l'atlantique. Tous les senneurs qui ont pêché dans cet océan ont pris des licences pour la Côte d'Ivoire, témoignant de l'intérêt de la zone. Pour les segments palangriers et canneurs, les navires sont restés sur leurs zones de pêche traditionnelles, soit dans des latitudes plus septentrionales et australes pour les palangriers, et au large du Sénégal et de la Mauritanie pour les canneurs. Il n'a pas été possible d'obtenir d'explications de la part des armements chalutiers, mais on peut avancer une pauvreté relative des eaux et une absence de continuum possible avec des ZEE adjacentes comme autant d'éléments contribuant à une faible attractivité de la zone ivoirienne.
16. Conséquence de cette sous-utilisation, et en particulier de celle des senneurs qui ont la plus grande productivité individuelle, le tonnage de référence de l'accord (9 000 t) n'a pas été approché, avec une capture d'environ 5 000 tonnes en 2004 et de près de 3 000 tonnes en 2005, soit respectivement 55 et 30% du tonnage de référence. La majorité des senneurs ont cependant réalisé des bonnes pêches dans la ZEE, déclarant plus que les 110 tonnes qui constituent le seuil à partir duquel des paiements additionnels (à 25 € par tonne) sont à régler à la partie ivoirienne.
17. Malgré la crise politique, le port d'Abidjan continue à être un lieu privilégié d'escale pour les navires européens. Les armements y trouvent un réseau d'entreprises spécialisées sur la pêche thonière, comprenant un chantier naval, des entreprises de consignation et de déchargement, et trois conserveries capables de traiter des volumes proches de 100 000 tonnes par an. Le port dispose en outre de suffisamment d'espace et de linéaire de quai pour pouvoir accueillir les navires dans des conditions acceptables. Sur les quelques 100 000 tonnes de thons qui ont été apportées à Abidjan, la contribution des navires européens est de l'ordre de 64%, soit bien plus que les volumes pêchés dans la ZEE. Abidjan est le premier bénéficiaire des retombées de l'activité des flottes européennes de senneurs dans l'atlantique, devant Dakar et Tema.
18. L'évaluation ex-post de l'efficacité de l'accord indique qu'il contribue positivement à l'objectif de soutien à la flotte lointaine communautaire en donnant aux senneurs communautaires les possibilités de pêche dont ils ont besoin pour suivre une ressource migratoire. L'accord contribue également à soutenir le marché européen de la conserve de thon. L'efficacité de l'accord vis-à-vis de l'objectif de promotion de la pêche responsable en Côte d'Ivoire est plus décevante dans la mesure où les ressources financières du protocole ont été utilisées de manière désordonnée sans la cohérence d'ensemble qu'aurait pu fournir une politique sectorielle.
19. L'analyse ex-post de la pertinence de l'accord indique qu'il correspondait bien à un besoin des senneurs et de la partie ivoirienne du fait de l'importance stratégique de la zone et du besoin du port d'Abidjan de sécuriser des apports en l'absence de moyens nationaux pour les pêcher. Pour les palangriers et les canneurs, la ZEE est une zone pertinente que les navires auraient pu utiliser en cas de problèmes opérationnels sur leurs zones de pêche traditionnelles. Pour les chalutiers, l'accord apparaît peu pertinent si l'on en juge par l'utilisation nulle de l'accord et les caractéristiques peu attractives de la zone de pêche.
20. Enfin, l'évaluation ex-post de la viabilité de l'accord indique que celui-ci contribue à la viabilité des filières européennes et ivoiriennes en donnant aux opérateurs une visibilité à moyen terme et une sécurité juridique que des accords privés n'apporteraient pas. L'accord n'a pas compromis la viabilité biologique de l'exploitation dans les eaux ivoiriennes, d'une part parce que la ressource thonière est correctement gérée et que les armements communautaires respectent la réglementation, et d'autre part parce que l'accord s'est déroulé sans introduction de chalutiers dont les impacts environnementaux sont potentiellement plus marqués.
21. Le futur accord de partenariat le cas échéant devra privilégier la définition et mise en œuvre d'une politique sectorielle de la pêche, véritable épine dorsale de la stratégie de développement du secteur. Dépendants de la politique définie, plusieurs chantiers doivent aussi être démarrés dans

un futur proche, incluant notamment la préparation d'un nouveau corpus législatif encadrant la pratique de la pêche en Côte d'Ivoire, et la définition et mise en œuvre d'un plan opérationnel de contrôle des pêcheries ivoiriennes.

*

EXECUTIVE SUMMARY [EN]

1. Côte d'Ivoire is located in Western Africa at the northern entrance of the Gulf of Guinea in the Equatorial zone. The country covers an area of 322 000 km² and has a population of 15,4 million inhabitants including 46% of less than 15 years old. The National GDP is approximately of 13 billions euros but with the relatively low GDP/capita of 890 USD and other social factors contribute to rank the country 161st out of 174 for the Human Development Index of UNDP.
2. Côte d'Ivoire is going through a serious political and military crisis since September 2002. Despite the efforts of the International community, this crisis remains unsettled in spite of the strategy defined in resolution 1633 of the Security Council of the UN. Progress made in 2006 lead to cautiously expect the creation of a dynamic, although uncertainties remain on the actual progress of the peace process and the possibility to hold the elections within the timetable set.
3. The General Development policy of the country is based on a Poverty Reduction Strategy Paper (PSRP) finalised in September 2002. However, the 2002 crisis hampered the implementation of the interim external debt relief, on which the Authorities had based their strategy. The general strategies of the PSRP identify several economic sectors with the fisheries sector appearing only under general objectives common to the primary sector. The Ministry of Planning anticipates a revision of the PSRP over 2006/2007 to include the country risk, the amortisation of the successive economic shocks and the Millennium goals.
4. The GDP of Côte d'Ivoire is dominated by the tertiary sector with secondary (22%) and primary (29%) sectors also major contributors to National wealth. After two years of recession, the 2004 GDP resumed growth in spite of adverse internal and external conditions. Years 2005 and 2006 should confirm the resumption of the economic growth.
5. The economy of Côte d'Ivoire is plagued by a considerable external debt with a principal of 8.3 billion euros at the end of 2005, 63% of GDP. As far as external aid is concerned, a vast majority of donors stopped the flows. The European Community decided not to sign the 9th EDF NIP given the unpredictability of the situation, while preserving aid flows for humanitarian support on the remainder of the 8th EDF, Stabex funds and envelope B of the 9th EDF principally.
6. As a consequence of the political crisis, the business climate in Côte d'Ivoire is not favourable to investment in the country, although 2005 recorded signs of recovery. France remains the main investor, before the United Kingdom and Singapore.
7. The EEZ of Côte d'Ivoire spreads over an area of roughly 200 000 km². It is bordered to the West by the EEZ of Liberia and to the East by that of Ghana. The EEZ of Côte d'Ivoire can be characterised by a narrow continental shelf which occupies less than 5% of the EEZ. The waters of the EEZ are relatively poor, but seasonally enriched by upwellings that create favourable conditions for concentration of small pelagics and thunids.
8. There is no formal National Fisheries Policy in Côte d'Ivoire. The various documents prepared do not constitute a sufficient basis that could be integrated in a general policy document, and that would place in coherence the objectives and the means to identify for the management of the sector.
9. The Ministry responsible for the sector is the Ministry for Animal Production and Fisheries Resources (MIPARH). The share of the national resources provided to this Ministry and focused on the fisheries sector was nearing 2 M€ in 2005 of which 44% is identified for payment of salaries. In the absence of external funding from donors intervening traditionally in the fisheries

sector in Africa, the compensation for the agreement (1 065 000 € per year, 100% targeted on the fisheries sector) represents the only additional source of funding available to MIPARH.

10. The analysis of three key institutional functions (sanitary control, fisheries control and fisheries research) indicates that if sanitary control of fisheries products works in a satisfactory manner, this does not apply to the two other sectors. Fisheries surveillance achieved only limited progress since 2004 with the implementation of VMS on a pilot basis, but no patrol at sea nor operational control plans have been carried out. The political situation and in particular the embargo decided on military equipment are an explanation. Concerning research, the CRO is staffed by a team of qualified researchers but the perspective for the future are bleak because of a lack of training and policy for renewing the personnel.
11. The maritime fisheries sector in Côte d'Ivoire is relatively small with a fleet of about 20 trawlers working on the bottom of the continental shelf, 20 pelagic seiners targeting small pelagics and a fleet of artisanal pirogues including small and larger units, these last one being approximately 300. There are also continental and lagoon fisheries all prosecuted by artisanal means. The landings of these fleets reached 55 000 tonnes in 2004, a significant decrease from the preceding years (77 000 tons in 2001).
12. The status of the coastal resources of Côte d'Ivoire is poorly known. Research cruises for direct assessment have been organised, including some funded through the compensation for the agreement, and provided biomass estimates. However, the identification of the sustainable yield remains to be done. The assessments of CECFAF, the competent RFO for the region are pessimistic and identify five of the main commercial species as overexploited. Tuna resource is monitored by ICCAT, an RFO having sufficient means to assess the status of the resource and implement management measures. In summary, skipjack stocks do not show reasons for concern, while the analysis of the status of both Yellowfin and Bigeye stocks indicates a more sensible situation which triggered the implementation of dedicated management measures.
13. The European Community is the only international partner of Côte d'Ivoire having an active fishing agreement in its waters. An agreement exists with the Japanese Fishing Cooperative Association for access of longliners, and with both Guinea and Guinea Bissau for access of various types of coastal vessels but the dispositions thereof have not been implemented for years. The protocol of agreement with the EC started in July 2004. It provides fishing opportunities for 34 tuna purse seiners, 11 surface longliners and 3 pole and liners for the tuna component of the protocol, and an annual average of 1 300 GT per month for freezer trawlers designed to fish demersal species, taking deepwater crustaceans, cephalopods and demersal fish. In exchange for these fishing possibilities, the Community pays a compensation of 1 065 000 € which can be increased pro rata the tuna catches as soon as they exceed the reference tonnage of 9 000 tonnes. The whole compensation is dedicated to the funding of targeted actions comprising scientific support, data collection, fisheries control and surveillance, institutional support including notably the implementation of a fisheries policy.
14. The uptake of fishing possibilities by the European vessels has been disappointing for the two first years of the protocol (the 3rd year is ongoing). The purse seiners segment deployed 23 (2004) and 18 (2005) vessels out of the 34 possible, giving an utilisation rate of 68% and 53% respectively. Concerning the longliner segment, only 1 vessel took up a licence out of the 11 possible (rate of 9%), while no pole and liner did draw a licence. Concerning the trawler segment, no vessel took a licence over the protocol period.
15. The under-utilisation of the fishing possibilities by the purse seiners can be explained by the transfer of an important number of vessels to waters of the Indian Ocean, reported more productive. The move started in 2004 and amplified over 2005. There would be only 15 seiners left in the Atlantic Ocean in 2006. However, all the purse seiners that fished in the Atlantic Ocean drew a licence for fishing in the Côte d'Ivoire EEZ, this demonstrating the interest of the zone. For the longliners and pole and liners, the vessels stayed on their traditional fishing grounds,

located more in the North or in the South for the longliners, and off Senegal and Mauritania for the pole and liners. No explanations could have been obtained from the trawling segment about the lack of interest for the possibilities negotiated, but the relative low richness of the waters and the absence of possible continuum with neighbouring EEZ are estimated to be factors that contributes to the low attractiveness of the Côte d'Ivoire EEZ.

16. As a consequence of the under-utilisation of the fishing possibilities, and in particular by seiners, the reference tonnage of the agreement (9 000 t) has not been approached with total catches of roughly 5 000 t in 2004 and nearing 3 000 t in 2005, respectively 55 and 30% of the reference tonnage. However, the majority of seiners realised good catches in the EEZ, reporting more than the 110 t which constitutes the threshold above which additional payments (at 25 € per tonne) are to be paid to the Côte d'Ivoire Authorities by the shipowners.
17. Despite the political crisis, the fishing harbour of Abidjan remains a favourite port of call for the European purse seiner fleet. The fishing companies find there a network of enterprises specialised on the tuna industry, including a shipyard, unloading and stevedoring companies, and three canning factories geared to process volumes nearing 100 000 tonnes of tuna per year. In addition, the port offers sufficient space and quay length to harbour the vessels under acceptable conditions. Out of the 100 000 t of tuna that have been brought to Abidjan, the contribution of the European vessels is of 64%, which is a lot more than the quantities actually caught in the EEZ. Abidjan is the first beneficiary of the social and economic spinouts of the activities of the European seiner fleet in the Atlantic Ocean, preceding Dakar and Tema.
18. The ex-post evaluation of the effectiveness of the agreement indicates that it contributes positively to the objective of support to the distant-water fishing fleet of the Community by giving to the purse seiners the fishing possibilities they need to follow a migratory resource. The agreement contributes also to support the European market for tuna cans. The effectiveness of the agreement towards the objective of promotion of responsible fishing in Côte d'Ivoire is more disappointing as the financial resources of the protocol have not been used rationally in the absence of a coherent framework that a national fishery policy would have provided.
19. The ex-post analysis of the relevance of the agreement shows that it matches the needs of both the European purse seiners and of the Côte d'Ivoire tuna industry, given the strategic importance of the EEZ and the need for the Côte d'Ivoire operators to secure supply in the absence of national means to exploit this resource. For the European longliners and the pole and liners, the EEZ is a relevant fishing area for the vessels and it could have been used in case of operational problems on their traditional fishing areas. For trawlers, the agreement does not appear to be relevant as shown by the utilisation of the fishing possibilities and by the little attractiveness of the fishing area in terms of size and specific richness.
20. Finally, the ex-post evaluation of the agreement reveals that it contributes to the viability of the European and Côte d'Ivoire fishing industries by providing to operators a medium term visibility and a legal protection that private agreements would not provide. The agreement did not jeopardise the viability of the resources in the Côte d'Ivoire EEZ since the tuna resources is properly managed and the European fleet respects the regulations, and also because the Community trawlers did not seek to use the fishing possibilities. These vessels could have potentially generated adverse impacts on the environment.
21. The next Partnership agreement will have to focus on the definition and the implementation of a sectoral fisheries policy, real backbone for the development strategy of the sector. Linked to the policy defined, several major tasks have also to be tackled including notably the preparation of a new legal framework for fisheries of Côte d'Ivoire, and the definition and implementation of an operational control plan of the national fisheries.

*

RESUMEN EJECUTIVO [ES]

1. La Costa de Marfil está situada en África del oeste en la entrada del golfo de Guinea, en la zona ecuatorial. Con una superficie de 322 000 km², la Costa de Marfil incluye una población de 15,4 millones de habitantes de los cuales 46 % tienen menos de 15 años. El PIB nacional es alrededor de 13 mil millones de euros, pero con un PIB por habitante de 890 USD / habitante que situa el país en la 161ª posición en el índice de desarrollo humano del PNUD.
2. La Costa de Marfil conoce una grave crisis militar-política desde el intento de golpe de estado de septiembre de 2002. A pesar de los esfuerzos de la Comunidad internacional con una estrategia de salida de crisis establecida por la resolución 1633 del Consejo de Seguridad de la ONU, esa crisis no está todavía resuelta. Los avances notados en 2006 permiten prever con prudencia una cierta dinámica hacia este objetivo, a pesar de incertidumbres acerca de los verdaderos progresos del proceso de paz y la posibilidad de mantener las elecciones dentro de los plazos fijados.
3. La política general de desarrollo del país está centrada en los términos de un Documento de Estrategia de Reducción de la Pobreza (DERP) redactado en septiembre de 2002. Sin embargo, la situación de crisis de 2002 no ha permitido la reducción intermedia de la deuda exterior con la cual contaban las autoridades. Las estrategias generales del DERP identifica varios incentivos con el sector pesquero que aparecen solamente en algunos objetivos generales transversales al sector primario. El Ministerio del Plan preve una nueva redacción del plan de acción DERP en 2006 / 2007, para incorporar en él el riesgo país, la amortización de los choques económicos sucesivos y los objetivos del milenio.
4. El PIB de la Costa de Marfil está dominado por el sector tercero (39 %) con los sectores secundario (22 %) y primario (29 %) contribuyendo también fuertemente a la riqueza nacional. Después de dos años de recesión, el PIB en 2004 ha registrado una reanudación del desarrollo pese a un medioambiente interior y exterior desfavorable. Los años 2005 y 2006 deberían confirmar esta reanudación del desarrollo económico. En este conjunto, la pesca (parte de extracción únicamente) no representa más que 0,3 % del PIB, pero las industrias de transformación del pescado contribuyen a alzar el nivel de las industrias agroalimenticias a 3 % del PIB aproximadamente.
5. La economía de la Costa de Marfil está todavía desfavorecida por una deuda exterior muy importante que alcanzaba 8,3 mil millones de euros a finales de 2005, es decir 63 % del PIB. En lo referente a la ayuda exterior, la mayoría de los socio capitalistas ha dejado en suspenso el flujo de las ayudas. La Comunidad Europea ha decidido de no firmar más el PIN 9º FED a causa de la situación imprevisible, mientras organizaba flujos de ayuda a vocación humanitaria, principalmente con los restos del 8º FED, los fondos Stabex y el límite presupuestario B del 9º FED.
6. En consecuencia de la crisis política en Costa de Marfil, el clima de los negocios no está propicio a la inversión a pesar de las señales de reanudación en 2005. Francia es el principal inversor, delante Gran Bretaña y Singapur.
7. La ZEE de la Costa de Marfil tiene una superficie de alrededor de 200 000 km², entre la ZEE del Liberia al oeste y la del Ghana al este. La ZEE de la Costa de Marfil se caracteriza por una plataforma continental relativamente estrecha que cubre menos que 5 % de la ZEE. Las aguas de la Costa de Marfil son relativamente pobres, pero enriquecidas estacionalmente por upwellings que hacen las condiciones favorables para la concentración de pequeños pelágicos y atunes.
8. No existe una verdadera política nacional de pesca en Costa de Marfil. Los varios documentos que fueron elaborados no permiten obtener un conjunto que se podría incluir en un documento

de política general y que pondría en coherencia los objetivos y los medios a **desbloquear** para la gestión del sector.

9. El ministerio responsable del sector es el Ministerio de la Producción Animal y de los Recursos Pesqueros (*Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques*, MIPARH). La parte de los recursos nacionales asignada a este Ministerio y destinada al sector pesquero se elevaba en 2005 a cerca de 2 millones de euros de los cuales 44 % eran consagrados a los salarios. En ausencia de financiaciones exteriores de parte de los socio capitalistas que intervienen tradicionalmente en el sector en África, la contrapartida del acuerdo (1 065 000 € al año) representa el único complemento presupuestario disponible para el MIPARH.
10. El análisis de algunas funciones institucionales (control sanitario, control de la actividad pesquera, investigación pesquera) indica que si el control sanitario está relativamente satisfactorio, no es lo mismo para los otros dos sectores. La vigilancia pesquera no ha cumplido más que progresos muy modestos desde 2004 con el principio del poner en práctica el VMS, pero ninguna patrulla ni plan operacional de vigilancia no pudo ser desarrollado. El peso de la coyuntura y especialmente el embargo sobre el material militar es un factor de explicación. En cuanto a la investigación científica, el CRO dispone de investigadores capacitados pero las perspectivas futuras están oscuras a causa de una falta de formación y de política de renovación del personal.
11. El sector pesquero de la Costa de Marfil es relativamente modesto con una flota alrededor de unos veinte arrastreros trabajando en la zona de la plataforma, también unos veinte barcos sardineros especializados en la explotación de pequeños pelágicos y una flota de piraguas artesanales incluyendo embarcaciones pequeñas y grandes, estas últimas siendo alrededor de 300. También existen importantes pesquerías continentales y de laguna, en las cuales actúan solamente piraguas. Los desembarques de esta flota han alcanzado 55 000 toneladas en 2004, en disminución apreciable en comparación con los años anteriores (77 000 toneladas en 2001).
12. El estado del recurso costero está mal conocido en Costa de Marfil. Unas campañas de evaluación directa, algunas de las cuales realizadas gracias a la contrapartida del acuerdo, permitieron apreciar biomasa, pero la determinación del potencial explotable falta por hacer. Las estimaciones de la COPACE, ORP competente para la región, están pesimistas y mencionan cinco entre las principales especies comerciales como sobreexplotadas. El recurso atunero está seguido por la ICCAT que tiene la posibilidad de hacer diagnósticos y de poner en práctica medidas de ordenación. En resumen, el estoque de listado no inspira preocupaciones, mientras que el análisis de los estocques de rabil y de patudo sugiere un estado más delicado que ha ocasionado el poner en práctica de medidas de conservación.
13. La Comunidad Europea es la única entidad internacional teniendo un acuerdo de pesca activo con la Costa de Marfil. Hay un acuerdo con la Federación de Pesca del Japón así como un acuerdo con Guinea y Guinea Bissau, pero las disposiciones no están activas desde hace varios años. El acuerdo con la CE empezó en julio de 2004 ; y preve, hasta junio de 2007, el acceso posible para 34 cerqueros, 11 palangreros así como 3 barcos cañeros en el segmento atunero, y de 1 300 GT al mes en promedio anual de arrastreros congeladores. Como contrapartida, la Comunidad paga una suma anual mínima de 1 065 000 € que puede ser aumentada a prorrata de la capturas atuneras tan pronto como estas traspasan las 9 000 toneladas al año. La totalidad de la compensación está asignada a la financiación de acciones dirigidas incluyendo un apoyo científico y para la recolección de estadísticas, el control pesquero y el apoyo institucional, especialmente en cuanto al poner en práctica una política pesquera.
14. La utilización de las posibilidades de pesca para los barcos europeos fué decepcionante en los dos primeros años del protocolo (el tercer año está en curso). El segmento cerquero representó 23 (2004) y 18 (2005) barcos de entre los 34 posibles, es decir un porcentaje de utilización de 68 % y 53 % respectivamente. En cuanto al segmento palangrero, solo un barco de entre los 11 posibles tomó una licencia (porcentaje de 9 %), mientras que ningún cañero sacó provecho de las tres

posibilidades. En cuanto al segmento arrastrero, ningún barco tomó una licencia durante el periodo del protocolo.

15. Se puede echar la culpa de la sub-utilización por los barcos cerqueros a un traslado de un nombre importante de esos barcos hacia las aguas del Océano Índico supuestas más productivas. Este movimiento, empezado en 2004, se ha intensificado en 2005 y, ahora, no quedaría más que unos quince cerqueros en actividad en el Atlántico. Todos los cerqueros que han pescado en este océano tomaron licencias para la Costa de Marfil, lo que da prueba del interés de la zona. En cuanto a los segmentos palangrero y cañero, los barcos quedaron en sus zonas de pesca tradicionales, es decir en latitudes más septentrionales y australes. Los cañeros, en cuanto a ellos, quedaron a la altura del Senegal y de la Mauritania. No fué posible conseguir explicaciones de parte de las compañías armadoras de arrastreros, pero se puede sugerir una pobreza relativa de las aguas y la falta de continuidad con las ZEE adyacentes como otros tantos elementos contribuyendo a la baja atracción de la zona de Costa de Marfil.
16. En consecuencia de esta sub-utilización, y especialmente de la de los cerqueros que tienen la mayor productividad individual, el tonelaje de referencia del acuerdo (9 000 t) no fué alcanzado, con una captura de 5 000 toneladas aproximadamente en 2004 y de cerca de 3 000 toneladas en 2005, es decir respectivamente 55 % y 30 % del tonelaje de referencia. La mayoría de los cerqueros realizaron sin embargo buenas pescas en la ZEE, declarando más que las 110 toneladas que constituyen el punto a partir del cual pagos adicionales tienen que ser pagados a la parte marfileña.
17. A pesar de la crisis política, el puerto de Abidjan sigue siendo un lugar privilegiado de escala para los barcos europeos. Las compañías armadoras encuentran ahí una red de empresas especializadas en pesca atunera, incluyendo un astillero, empresas de consignación y de descargo, así como tres conserverías susceptibles de procesar volúmenes cerca de 100 000 toneladas al año. Además, el puerto dispone suficiente espacio de muelle para poder alojar los barcos con condiciones aceptables. De entre las 100 000 toneladas de atún que fueron traídas, la contribución de los barcos europeos se sitúa alrededor de 64 %, es decir mucho más que las cantidades pescadas dentro de la ZEE. Abidjan es el primer beneficiario de las repercusiones de la actividad de las flotas europeas de cerqueros en el Atlántico, a la altura de Dakar y Tema.
18. La evaluación ex-post de la eficacia del acuerdo indica que contribuye positivamente al objetivo de apoyo a la flota lejana comunitaria, ofreciendo a los cerqueros comunitarios las posibilidades de pesca que necesitan para perseguir un recurso migratorio. El acuerdo contribuye también a sostener el mercado europeo de conserva de atún. La eficacia del acuerdo en cuanto al objetivo de promoción de la pesca responsable en Costa de Marfil es más decepcionante en la medida en que los recursos financieros del protocolo fueron utilizados de manera desordenada sin la coherencia de conjunto que hubiera podido proporcionar una política sectorial.
19. El análisis ex-post de la pertinencia del acuerdo indica que correspondía bien a una necesidad de los cerqueros y de la parte marfileña a causa de la importancia estratégica de la zona y de la necesidad del puerto de Abidjan de garantizar aportaciones de atunes en ausencia de medios nacionales para pescarlos. Para los palangreros y cañeros, la ZEE es una zona pertinente que los barcos hubieran podido utilizar en caso de problemas operacionales en sus zonas de pesca tradicionales. Para los arrastreros, el acuerdo parece poco pertinente si se considera la utilización nula del acuerdo y las características poco atractivas de la zona de pesca.
20. Finalmente, la evaluación ex-post de la viabilidad del acuerdo indica que este contribuye a la viabilidad de las actividades europeas y marfileñas, proporcionando a los operadores una visibilidad a medio plazo y una seguridad jurídica que acuerdos privados no procurarían. El acuerdo no ha comprometido la viabilidad biológica de la explotación en las aguas marfileñas, por una parte porque el recurso atunero está correctamente administrado y que las compañías armadoras comunitarias respetan la reglamentación, por otra porque los arrastreros europeos no

vinieron mientras que sus actividades eran susceptibles de producir impactos ambientales desfavorables.

21. El futuro acuerdo tendrá, llegado el caso, que privilegiar el definir y poner en práctica de una política sectorial de pesca, verdadera espina dorsal de la estrategia de desarrollo del sector. Dependientes de la política definida, varias obras tienen también que ser empezadas en un futuro próximo, incluyendo especialmente la preparación de un nuevo corpus legislativo enmarcando la actividad pesquera en la Costa de Marfil, y el definir y poner en práctica de un plan operacional de control de las pesquerías marfileñas.

*

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1ere Partie : LE CADRE GENERAL DE LA COTE D'IVOIRE	2
1. Données générales	2
2. La politique générale de développement	3
3. Evolution politique récente	6
4. La situation macro-économique	7
4.1. Présentation générale	7
4.2. Le maintien du niveau de formation de la richesse économique nationale	8
4.3. L'évolution des finances publiques	11
4.4. L'évolution du service de la dette extérieure	14
5. Les relations avec les partenaires extérieurs	15
5.1. Situation de l'aide internationale	15
5.2. L'évolution des échanges commerciaux	16
5.3. Intégration régionale	17
6. Le climat des affaires	17
6.1. Cadre général	17
6.2. L'investissement privé	18
6.3. Les signaux récents	18
2^{ème} PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE	20
1. Présentation générale	20
1.1. La ZEE et ses limites	20
1.1. Caractéristiques physiques et océanographiques	21
1.2. Conditions hydrologiques	21
2. La politique nationale de la pêche	21
3. Le cadre institutionnel	23
3.1. Organisation du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPARH) et des établissements rattachés	23
3.2. Autre département participant à la gestion du secteur de la pêche	25
3.3. Ressources budgétaires du MIPARH	28
3.4. Les ressources financières liées au protocole d'accord	30
3.5. Zoom sur quelques fonctions institutionnelles clés	36
3.6. Intégration internationale	42
4. Les principales pêcheries dans la ZEE de la Côte d'Ivoire	43
4.1. Les pêcheries côtières ivoiriennes	43
4.2. La pêche thonière dans l'Atlantique	49
5. L'état de la ressource exploitée dans la ZEE de Côte d'Ivoire	61

5.1.	L'état des stocks côtiers	61
5.2.	L'état des stocks de grands migrateurs	62
6.	<i>Mode de gestion des pêcheries dans la ZEE de Côte d'Ivoire</i>	66
6.1.	Le cadre législatif national	66
6.2.	Les accords de pêche	66
6.3.	Les mesures de gestion des stocks de thonidés	67
7.	<i>L'impact de la pêche sur l'environnement</i>	71
7.1.	La pêche chalutière	71
7.2.	La pêche thonière à la senne	71
7.3.	Les principaux groupes d'espèces touchées	74
8.	<i>Les secteurs connexes à la pêche en Côte d'Ivoire</i>	78
8.1.	Bilan de la situation 2006	78
8.2.	Indicateurs d'activité portuaire liée au thon	80
3 ^{ème}	<i>partie : Evaluation de l'accord de pêche</i>	82
1.	<i>Le protocole d'accord</i>	82
1.1.	L'accord cadre	82
1.2.	Les capacités négociées	82
1.3.	Le coût ex ante de l'accord	83
1.4.	Le coût ex post de l'accord	85
1.5.	L'utilisation de l'accord	86
2.	<i>Analyse socio-économique des retombées de l'accord</i>	88
2.1.	L'emploi	88
2.2.	Retombées économiques directes	89
2.3.	Retombées économiques indirectes	92
3.	<i>Evaluation ex-post du protocole en cours</i>	93
3.1.	Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche	94
3.2.	Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche	96
3.3.	Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche	96
3.4.	Conclusions d'étape et recommandations pour le futur	97
3.5.	Recommandations pour le renouvellement de l'accord	99
4.	<i>Etude d'impact / ex ante d'options de renouvellement du protocole</i>	101
4.1.	Scénario de non-accord	102
4.2.	Scénario de statu quo	103
4.3.	Planification du suivi et de l'évaluation à venir	104
	CONCLUSION GENERALE	105

INTRODUCTION

Le protocole d'accord de pêche entre la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004 arrive à expiration au 30 juin 2007. Il s'agit du 5^{ème} protocole entrant sous l'accord cadre conclu entre les deux parties en 1990¹. En préalable à une renégociation de l'accord, et suivant les orientations du Conseil et les dispositions du Règlement (CE, EURATOM) 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget des Communautés européennes², et notamment de son article 27, le protocole d'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire doit faire l'objet d'évaluations *ex-post* et *ex-ante*. Ces évaluations sont destinées à vérifier que les résultats du programme sont conformes aux objectifs fixés (*ex-post*), et à donner au législateur les moyens de juger si le nouveau programme (le futur protocole) est nécessaire et cohérent avec les politiques communautaires dans ce domaine (*ex-ante*) en lui donnant notamment les moyens d'apprécier les impacts de la politique. A cet effet, les services de la DG FISH ont confié au consortium d'entreprises titulaire du contrat cadre FISH/2003/02 la charge de l'évaluation de ce protocole.

Le protocole d'accord de pêche en cours avec la Côte d'Ivoire est un accord mixte au sens de la nomenclature européenne car il intègre des possibilités de pêche thonières et chalutières. Actuellement, le protocole d'accord prévoit les conditions d'accès pour un maximum de 34 thoniers congélateurs, 11 palangriers de surface et 3 canneurs battant pavillon de l'un des Etats membres de la Communauté pour la partie thonière de l'accord, et d'un maximum de 1 300 GT par mois en moyenne annuelle pour des chalutiers congélateurs. La contrepartie financière de l'accord est de 1 065 000 € par an, avec 100% de cette enveloppe préalablement affectée au financement d'actions ciblées au bénéfice du secteur de la pêche.

Ce projet de rapport final dresse un portrait de l'état général de l'économie ivoirienne et des politiques de développement en cours, toutes axées sur la lutte contre la pauvreté qui est la première priorité du Gouvernement. Ce portrait général intègre bien entendu les éléments de la crise politique que traverse le pays depuis 2002 et qui a eu un impact certain sur la marche des institutions nationales. Dans une seconde partie, le secteur de la pêche de la Côte d'Ivoire est décrit en détail, ainsi que les activités des différentes flottes dans la ZEE, dont la flotte européenne sous accord. Les analyses du cadre général ivoirien et du secteur des pêches permettent de dégager en troisième partie de ce rapport les principaux enseignements utiles à l'évaluation *ex-post* du protocole et à l'étude d'impact de différents scénarii de renouvellement. Cette analyse permet de formuler des recommandations pour que le prochain protocole soit conforme aux engagements internationaux des deux parties, et qu'il minimise les impacts défavorables sur les parties prenantes de l'accord.

Les informations utilisées dans cette étude d'évaluation ont été recueillies lors d'une mission effectuée en juillet 2006 à Abidjan. Bien que le climat de sécurité soit considéré comme raisonnable à cette époque, il a été difficile pour la mission de pouvoir se déplacer librement et aller en particulier à la rencontre des acteurs de la société privée ivoirienne. Par ailleurs, l'arrivée de la mission a coïncidé avec des changements de personnes aux postes clés du Ministère en charge de la pêche, avec comme conséquence une absence possible de mémoire sur les événements survenus au cours des premières années d'application du protocole en cours. Quoi qu'il en soit, les autorités ivoiriennes ont fait tout leur possible pour fournir à la mission les éléments nécessaires à cette évaluation, ce qui a permis d'accomplir ce travail. Qu'elles en soient sincèrement remerciées.

¹ JOCE L 379, 31.12.1990

² JOCE L 248, 16.09.2002

1ère Partie : LE CADRE GENERAL DE LA COTE D'IVOIRE

1. Données générales

D'une superficie de 322 463 km², la Côte d'Ivoire est bordée au sud par l'océan atlantique et a comme pays voisins le Ghana à l'est, le Burkina-Faso et le Mali au nord, la Guinée au nord-ouest et le Liberia à l'ouest. La Côte d'Ivoire a une population de 15,4 millions d'habitants dont environ 4 millions d'immigrés notamment originaires du Burkina-Faso et du Mali. Plus de cinquante peuples sont recensés sur le territoire national dont les moeurs et les coutumes varient sensiblement. Les villes principales sont Abidjan, la capitale économique (environ 3 millions d'habitants en 1998), Bouaké (600 000 habitants), Yamoussoukro, capitale politique officielle depuis 1983, compte 110 000 habitants.

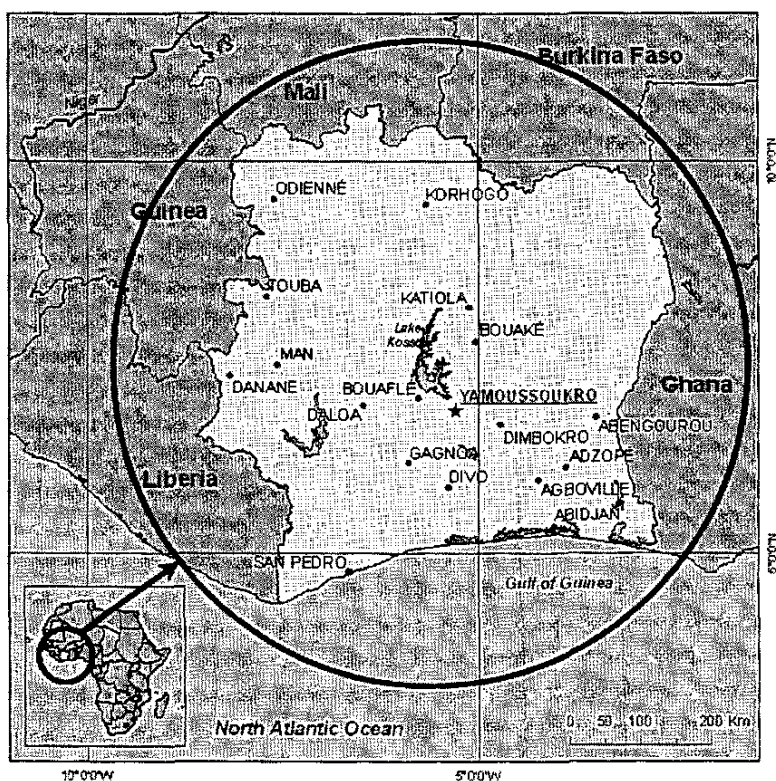


Figure 1 : Carte générale de la Côte d'Ivoire

Le pays, bien que généralement plat, peut être divisé en trois grands ensembles :

- la zone côtière au sud est constituée de plaines vallonnées qui s'élèvent vers l'intérieur. La côte est rocheuse à l'ouest et bordée de lagunes à partir de Fresco.
- les plateaux du nord sont entrecoupés de vallées. On y trouve quelques collines isolées.
- les montagnes se situent à l'ouest. Elles appartiennent à la dorsale guinéenne. Le mont Nimba culmine à 1752 m à la frontière guinéenne.

Avec une population estimée à 15,4 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire fait figure de grand pays d'Afrique au niveau régional. Avec un taux d'accroissement naturel de 3,8% par an, la population devrait

doubler d'ici l'an 2015. C'est une population jeune (46% de la population a moins de 15 ans) et aujourd'hui majoritairement urbaine (50,5% de la population vit dans les villes).

Le PIB national est de l'ordre de 13 milliards d'euros. La part de la Côte d'Ivoire dans l'ensemble UEMOA s'élève à environ 35% en 2004. Mais avec un PNB/hab. de 890 USD (est. 2004), le pays a régressé au 161^{ème} rang (sur 174) selon l'indice de développement humain du PNUD. Le taux d'analphabétisme des adultes approche 50 % et le taux de prévalence du virus du SIDA 10%.

2. La politique générale de développement

Le document de politique générale et économique le plus récent du gouvernement est le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, (DSRP), finalisé en Septembre 2002. Les étapes constitutives de cette politique ont été d'abord l'engagement du gouvernement de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre la pauvreté le 28 mai 2001, la validation du gouvernement et des institutions de Bretton Wood et de l'Union Européenne sur le document intérimaire, l'identification globale des axes stratégiques au cours de plusieurs ateliers de travail, la finalisation du DSRP et corrélativement celle du plan d'actions 2003-2007.

La situation de crise depuis 2002 n'a pas permis d'une part l'allégement intérimaire sur la dette nationale sur la base de ce document, ni d'autre part la mise en œuvre des stratégies proposées compte tenu du fait que i) l'une des principales hypothèses politiques du DSRP était l'établissement d'un consensus politique et de reconstruction économique nationale ii) la part majeure des ressources financières escomptées pour sa mise en œuvre relevait des mécaniques de rétrocession de dette des PPTE.

Malgré cela, le Ministère du Plan et du Développement a tenu à souligner que la majorité des stratégies proposées reste valable, la nature des axes stratégiques proposés ayant de fortes chances de rester la même, la variabilité concernant essentiellement les variations de l'indice de gravité des constats effectués en 2002. En particulier le différentiel de l'indice de pauvreté entre les régions Centre et Ouest s'est accru, la pauvreté étant déjà en 2002 plus forte à l'Ouest qu'au Centre.

Le bilan diagnostic de 2002 est sans ambages : malgré les acquits, le nombre de pauvres demeure encore important et les inégalités entre non pauvres et pauvres se creusent davantage. Les 10% les plus riches consomment 13 fois plus que les 10 % les plus pauvres. Plus de la moitié de la population est analphabète et 35% des enfants en âge d'être scolarisé ne fréquentent pas l'école. Le VIH/SIDA sape sérieusement et pernicieusement la base de l'économie, ébranle le système éducatif, de défense et de sécurité. En milieu rural, le pourcentage de ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification demeure encore faible.

Les axes stratégiques identifiés dans le cadre du DSRP concernent :

- une croissance économique forte, durable et un développement du secteur financier impliquant les pauvres ;
- le développement rural, la promotion du secteur privé, le développement des infrastructures économiques, en vue de la création de richesse et des emplois ;
- l'amélioration de l'accessibilité équitable aux services sociaux de base et de leur qualité, la préservation de l'environnement, la promotion du genre et des groupes vulnérables ;
- la décentralisation comme moyen de participation des populations au processus de développement et de réduction des disparités régionales ;
- la promotion de la bonne gouvernance et du renforcement des capacités dans le sens d'assurer une meilleure allocation et utilisation des ressources ; et
- le renforcement de la justice et la sécurité des personnes et des biens.

Le DSRP établit des objectifs chiffrés sur le taux de réduction de la pauvreté, d'accroissement du taux de richesse nationale et du taux d'industrialisation, etc... Il reste pourtant relativement discret sur le détail des actions permettant de soutenir et d'atteindre ces objectifs, et le secteur de la pêche en particulier n'apparaît

qu'au détour de quelques objectifs très généraux et transversaux au secteur primaire. Il est probable que celles-ci soient développées dans le plan d'action 2003-2007 faisant partie des annexes du DSRP que la mission n'a pas pu se procurer.

Le ministère du Plan et du Développement a établi un calendrier précis résumant l'ensemble du processus d'établissement de politique générale et de sa réécriture sur 2006/2007, figure présentée page suivante, dans lequel sera intégrée la prise en compte en particulier du risque pays (réunification ou non du pays), de l'amortissement des chocs économiques successifs et des objectifs du Millénaire. La relance du dialogue social est programmée pour juillet 2007.

N°	TACHES	De juillet 2000 à septembre 2002	De sept 2002 à ce jour	juin-05	juil-05	août-05	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06
0	Création du cadre institutionnel de pilotage du processus DSRP										
1	Elaboration du DSRP Interiminaire (DSRP-I)										
2	Travaux de préparation méthodologique et sensibilisation des acteurs										
3	Mise en œuvre de la méthodologie participative sur le terrain										
4	Elaboration du Document Stratégie de Réduction de la Pauvreté Final										
	1. Réalisation d'enquêtes sur la pauvreté en 2002										
	2. Réalisation d'études approfondies en 2002										
	3. Discussions thématiques avec l'ensemble des acteurs										
	4. Production de la première version du DSRP final en septembre 2002										
5	Activités pendant la période où l'intégrité du territoire n'est pas retrouvée										
	5.1 Validation des résultats des enquêtes sur la pauvreté en 2002										
	5.2 Intégration des observations formulées dans la partie diagnostique du DSRP final										
	5.3 Réalisation d'outils d'analyse de la pauvreté, notamment Carte de pauvreté, Base de données DEVINFO										
	5.4 Production du premier Rapport National sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OND)										
	5.5 Promotion et vulgarisation des OND - Contextualisation des OND au niveau local à Tierssé										
	5.6 Réalisation de l'enquête - pilote de ENV 2006										
	5.7 Elaboration de la note méthodologique de relance du processus DSRP en Côte d'Ivoire										
6	Principales activités prévues dans la phase de relance du processus DSRP en Côte d'Ivoire										
	6.1 Réalisation des opérations d'enquêtes sur la pauvreté et la vulnérabilité en période post crise										
	6.2 Consultations nationales et régionales pour la réalisation du consensus autour du DSRP										
	6.3 Réalisation des études complémentaires et d'impacts de la crise										
	6.4 Evaluation du risque pays										
	6.5 Etablissement d'un bilan diagnostique et l'élaboration de stratégie nationale de réduction de la pauvreté (sur la base des résultats des consultations, des enquêtes, des rapports d'exécution des différents programmes post conflit, des aides mémoires des récentes missions des partenaires et de la première version du DSRP final de sept 2002)										
	6.6 Préparation des Mécanismes de gestion des ressources mobilisées et de Suivi-évaluation du DSRP										
	6.7 Adoption du DSRP Final										

Légende  CE QUI RESTE A FAIRE
 CE QUI EST DÉJÀ FAIT

Figure 2 : Agenda du processus d'élaboration du document de stratégies de réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire

3. Evolution politique récente

La Côte d'Ivoire connaît une grave crise politico-militaire depuis la tentative de coup d'Etat opérée en septembre 2002 par une rébellion armée qui contrôle toujours la moitié nord du pays. La France, puis la CEDEAO, ont envoyé d'importants contingents militaires pour séparer les belligérants. Cette interposition a permis d'éviter que le conflit ne dégénère.

Un accord entre toutes les forces politiques a été signé à Marcoussis le 24 janvier 2003. Il prévoyait simultanément le maintien du chef de l'Etat, la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale intégrant des représentants de la rébellion et la mise en œuvre d'un programme abordant les principaux sujets de fond à l'origine de la crise ivoirienne (nationalité, propriété foncière rurale, éligibilité, identification, restructuration de l'armée, désarmement de la rébellion). L'objectif en était la tenue d'élections fin octobre 2005. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a fait sien cet accord et a mis en place le 4 avril 2004 une force de maintien de la paix, l'ONUCI (6 240 hommes), qui a pris le relais des contingents de la CEDEAO, aux côtés de la force Licorne qui reste sous commandement français (4 000 hommes), le tout formant les « forces impartiales ».

Ce processus de paix, confirmé par l'accord d'Accra III en juillet 2004, a connu de nombreux blocages imputables aux parties puis un brutal coup d'arrêt en novembre 2004, lorsque les forces loyalistes ont rompu le cessez-le-feu en lançant une offensive au cours de laquelle neuf soldats français ont été tués. L'essentiel de la communauté française (8 000 personnes) a alors été victime de nombreuses exactions et a dû être rapatriée.

Suite à ces événements, le Conseil de Sécurité a édicté un embargo sur les armes, prévu un mécanisme de sanctions individuelles et renforcé le mandat de l'ONUCI. L'Union africaine, quant à elle, a confié mandat au Président Mbeki d'entreprendre une mission de médiation entre les acteurs ivoiriens. Après deux rencontres à Pretoria (accord du 6 avril 2005 et réunion du 29 juin 2005), des progrès ont été enregistrés : le président Gbagbo a finalement accepté l'éligibilité de son opposant, Alassane Ouattara, et a légiféré par ordonnance pour faire adopter les lois de Marcoussis.

Cependant, le démantèlement des milices pro-gouvernementales, le désarmement des Forces nouvelles et les préparatifs techniques relatifs au processus électoral (l'opération d'identification de la population) n'ont pas été mis en œuvre, malgré la nomination d'un Haut représentant aux Elections, M. Monteiro, aux côtés du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations unies, M. Schori. En outre le pays continuait à connaître des violations massives des Droits de l'Homme avec les attaques de Guitrozon et Petit-Guiglo (mai 2005), et Anyama et Agboville (juillet 2005).

Devant cette situation, et alors que la date du 30 octobre 2005, prévue pour la tenue de l'élection présidentielle, approchait à grands pas, la CEDEAO, puis l'Union Africaine et finalement le Conseil de Sécurité des Nations Unies se réunissaient pour entériner l'impossibilité de tenir les élections à cette date, et pour définir l'arrangement institutionnel qui régirait la période à suivre. A cet effet, le cadre fixé par la résolution 1633 du Conseil de Sécurité de l'ONU du 21 octobre 2005 :

- prévoit que le Président Gbagbo demeure Chef de l'Etat pour une période n'excédant pas 12 mois ;
- appelle à la nomination d'un nouveau Premier Ministre acceptable par toutes les parties, qui devra avoir pleine autorité sur son gouvernement, ainsi que disposer de tous les pouvoirs et ressources nécessaires à l'exercice de ses fonctions ;
- entérine l'établissement d'un Groupe de Travail International (GTI)³ qui se réunit mensuellement, au niveau ministériel, à Abidjan et souligne que ce Groupe, outre sa fonction

³ Etabli par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, le 6 octobre 2005. Le GTI est composé de 17 pays et organisations membres, dont la Commission européenne.

d'« accompagnement » du processus de sortie de crise, devra établir une « feuille de route » en vue de tenir les élections le 31 octobre 2006 au plus tard, et faire des propositions pour le fonctionnement effectif des institutions jusqu'à la tenue des élections ;

- entérine l'établissement d'un Groupe de médiation (quotidienne), co-présidé par les Nations Unies et la médiation de l'Union Africaine, et comportant en outre des représentants de l'UA, de la CEDEAO et du Haut Représentant pour les Elections ;
- appelle à la tenue d'un Forum de Dialogue National ;

Suite à cela, le GTI s'est réuni à deux reprises en 2005, et un pas important a été franchi le 7 décembre 2005, suite à la nomination acceptée par toutes les parties, d'un nouveau Premier Ministre, M. Charles Konan Banny, suivi de la formation d'un nouveau Gouvernement, le 28 décembre 2005. Un Groupe de Travail International (GTI), de niveau ministériel, se réunit mensuellement depuis novembre 2005, en tant que garant et arbitre du processus de paix.

Après les manifestations violentes de janvier 2006 qui avaient pour but de tenter d'affaiblir le Groupe de Travail International en contestant ses décisions, la fermeté du GTI et du Conseil de Sécurité a payé : le calme est revenu à Abidjan. Le Premier ministre Charles Konan Banny a réussi à se placer au centre du jeu politique en enregistrant plusieurs succès dont le fonctionnement effectif de la Commission électorale indépendante, institution-clé pour lancer l'organisation des élections. Enfin, le Premier ministre a pris l'initiative d'une rencontre au sommet à Yamoussoukro le 28 février 2006 dans le but d'associer les grands acteurs du processus à la mise en œuvre de la feuille de route.

Les perspectives de 2006, permettent d'envisager prudemment une certaine dynamique, en particulier en ce qui concerne le processus d'identification, accompagnée et soutenue par le Groupe de Travail International. Cependant, un grand nombre d'incertitudes subsistent, et poussent à la plus grande prudence en ce qui concerne les progrès réels du processus de paix et la possibilité de tenir les élections dans les délais fixés.

4. La situation macro-économique

4.1. Présentation générale

Le tableau suivant présente l'évolution du PIB de la Côte d'Ivoire par secteur. Les informations révèlent que le PIB devrait dépasser les 9 000 M de CFA en 2006 (soit 13,6 milliards d'euros). Le secteur tertiaire représente la plus grande contribution au PIB (39% environ) avec les secteurs primaires (26%) et secondaire (22%) également fortement contributeurs à la formation de richesse nationale.

Le secteur de la pêche (partie extractive uniquement) ne représente qu'une contribution équivalente à 35 M€ par an en moyenne et représente un peu moins de 0,3% du PIB du pays. La contribution de ce secteur est en baisse sensible en 2004 et 2005. Le secteur de la transformation des produits de la pêche est agrégé dans le PIB généré par les industries agro-alimentaires qui, toutes activités confondues, pèse de l'ordre de 3% dans le PIB total.

Tableau 1 : PIB de la Côte d'Ivoire en MCFA courants. Source : Ministère de l'Economie et des Finances

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Secteur Primaire :	1 936.3	2 103.6	2 129.7	2 012.3	2 205.8	2 433.3
Agriculture vivrière, élevage	1 152.8	1 261.0	1 350.8	1 334.6	1 422.7	1 500.5
Agriculture d'exportation	618.6	655.7	545.0	419.2	412.1	405.6
Sylviculture	111.7	111.5	118.1	117.3	117.4	115.9
Extraction minière	27.1	49.8	89.4	116.4	236.5	383.4
Pêche	26.2	25.7	26.5	24.8	17.1	17.8
Secteur secondaire :	1 835.4	1 785.4	1 639.0	1 770.5	1 995.4	2 052.1
Industries agro-alimentaires	385.5	338.3	276.6	226.2	242.3	246.2
Produits pétroliers	137.8	151.3	150.5	241.1	290.6	310.1
Energie	162.3	182.5	179.0	190.4	219.0	228.3
BTP	209.3	224.6	214.0	248.9	330.5	339.2
Autres industries	940.2	888.7	819.0	863.9	912.9	928.4
Secteur tertiaire :	2 998.4	3 119.3	3 134.3	3 282.3	3 284.7	3 362.4
Transports, communications	233.6	224.6	229.8	240.5	256.9	261.5
Télécommunications	95.4	112.5	126.6	140.7	140.2	155.1
Commerces	1 048.5	1 091.4	1 054.0	1 141.1	1 180.5	1 228.0
Services	1 068.8	1 058.5	1 079.7	1 065.7	1 054.6	1 050.9
Droits et taxes	552.1	632.3	644.2	694.3	652.5	667.0
PIB Marchand	6 967.9	7 008.3	6 903.0	7 065.1	7 485.9	7 847.8
Service des APU	938.6	974.4	1 056.4	1 087.6	1 113.9	1 168.3
Service des APRI	21.8	23.3	24.8	25.7	26.5	27.4
Services entre ménages						
PIB non-marchand	960.4	997.7	1 081.2	1 113.3	1 140.4	1 195.7
PIB Total	7 730.1	8 006.1	7 984.3	8 178.5	8 626.2	9 033.6

L'économie du pays a subi des changements sur la période récente. Les principaux événements sont décrits dans les paragraphes suivants.

4.2. Le maintien du niveau de formation de la richesse économique nationale

Après deux années consécutives de récession, les constats globaux sont les suivants. L'économie ivoirienne a connu en 2004 une croissance positive (+ 1,6%) grâce au rebond de la production de cacao, au dynamisme des secteurs émergents que sont l'extraction pétrolière, la téléphonie mobile et les exportations. N'eurent été les événements de novembre 2004, la croissance aurait été plus importante. Malgré cette situation et la persistance d'un contexte interne et externe particulièrement difficile, la croissance est ressortie encore positive en 2005 avec un taux de croissance estimé à + 1,8%. Ce résultat assez encourageant est attribuable d'une part, aux performances des secteurs émergents, au bon niveau des récoltes de cacao, à la reprise observée dans l'industrie, et, d'autre part aux mesures prises par le Gouvernement pour atténuer l'incidence de la crise. En 2006, la croissance devrait rester positive à +1,8% toujours grâce au secteur pétrolier et à l'impact positif attendu sur l'activité économique de la relance du processus de normalisation. Dans le détail par année, on note que :

- **Année 2004**

Elle marque une rupture avec les années 2002 et 2003 au cours desquelles le PIB avait régressé respectivement de -1,7% et -1,6%. Pourtant l'environnement tant interne qu'extérieur a été défavorable à l'économie ivoirienne : au plan externe, la flambée des cours du pétrole a alourdi la facture pétrolière. Par ailleurs, la baisse des cours des matières premières, la dépréciation du dollar et la faible croissance enregistrée dans les pays de l'Euroland (les principaux partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire) ont obéré les résultats du commerce extérieur. Au plan interne, les retards constatés dans la mise en œuvre du processus de paix et l'impact des événements du mois de novembre ont influencé négativement l'activité économique en général et la réalisation des investissements en particulier.

- **Année 2005**

Les prévisions économiques et financières de l'année 2005 reposaient également sur les hypothèses d'un environnement assez défavorable pour l'économie ivoirienne. En effet, au niveau national, elles tablaient sur le statu quo sociopolitique (en raison des difficultés de mise en œuvre du processus de paix) et sur l'impact à retardement des événements de novembre 2004 ; au niveau international, elles tablaient sur un ralentissement de la croissance mondiale, des deux locomotives que sont la Chine et les Etats-Unis, mais surtout des pays membres de l'Union européenne, partenaires traditionnels de la Côte d'Ivoire. Ces hypothèses se sont presque toutes vérifiées en pratique. A l'extérieur, l'année 2005 a été marquée comme prévu par la flambée des cours du baril de pétrole, mais en revanche par la baisse des cours des principales matières premières de la Côte d'Ivoire (cacao, huile de palme, coton) que n'a pu compenser l'embellie sur le café, le sucre, le caoutchouc et l'or. Au plan interne, le contexte social a été comparable à celui des années 2003 et 2004. L'économie a donc continué à s'adapter au contexte de ni paix ni guerre et à un environnement externe adverse. Cependant, elle a bénéficié du dynamisme des secteurs émergents que sont l'énergie (hydrocarbures en particulier) et les télécommunications. Sur la base des données disponibles, les estimations réalisées tablent sur une croissance réelle du PIB de 1,8%, au dessus de l'objectif de 1% fixé par le Gouvernement.

Malgré l'augmentation du prix du pétrole à partir de juin, l'inflation est restée un niveau moyen de 4% pendant l'année 2005, ce qui constitue une baisse par rapport à l'année 2004, qui pendant le mois de novembre a vu l'inflation monter jusqu'à 12%. Il est à noter que les marchés sont restés relativement bien approvisionnés au niveau des produits vivriers et que la production alimentaire a été relativement bonne. Le secteur industriel a enregistré en 2005 une hausse d'environ 10% par rapport à l'année précédente, notamment dans les secteurs pétrolier et agroalimentaire. Le secteur tertiaire continue à souffrir d'une baisse des activités.

- **Prévisions 2006**

L'environnement international 2006 devrait être identique à celui des années précédentes avec les mêmes effets adverses sur l'économie ivoirienne. La croissance mondiale devrait encore ralentir pour s'établir à 4%. En particulier, l'Euroland devrait comme les années précédentes, connaître un taux de croissance (+1,8%) inférieur à la moyenne mondiale. Par ailleurs, les cours des cultures d'exportation, notamment le coton et le cacao resteront orientés à la baisse. Ces trois facteurs influenceront négativement les performances à l'exportation de la Côte d'Ivoire. Enfin, les cours du baril de pétrole devraient se maintenir à un niveau assez élevé, au dessus de 55 USD. Au plan interne, les prévisions macroéconomiques ont été réalisées sur la base d'une hypothèse centrale de normalisation progressive du contexte sociopolitique. Dans cette éventualité, on peut s'attendre à des financements extérieurs (dans le cadre du programme post-conflit dont les contours sont en voie de finalisation avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale) qui viendront stimuler les investissements publics.

Comme les années précédentes, la croissance reposera donc principalement sur les efforts de gestion interne. Les moteurs de la croissance continueront d'être le secteur pétrolier, l'agriculture d'exportation et la branche des télécommunications. Au plan de l'offre, le secteur primaire devrait être la principale locomotive de la croissance avec un rebond attendu de +6,5% grâce au dynamisme de l'extraction minière (l'exploitation du nouveau champ Baobab et le redémarrage de la production de diamant) et au bon niveau des récoltes des principaux produits d'exportation (la production cacaoyère devrait avoisiner 1,3 million de tonnes). On s'attend au niveau du secteur secondaire à une légère hausse et à une relative stabilité du

secteur tertiaire. La rationalisation des dépenses publiques et la réduction des dépenses liées à la crise en rapport avec le processus de normalisation devraient entraîner la contraction de la consommation publique (-12,4% en valeur).

En définitive, le PIB devrait encore s'inscrire en hausse de 1,8% au même rythme que celui de l'année 2005. L'inflation approximée par le déflateur du PIB devrait rester dans les limites de la norme de l'UEMOA (+2,8%) malgré une possible répercussion sur les prix à la pompe des cours du pétrole.

Mais le problème économique principal de la Côte d'Ivoire reste son surendettement (cf. partie dédiée à la dette). Le service de la dette vis-à-vis de la Banque Mondiale n'est, en outre, plus assuré depuis le mois d'avril 2004. L'horizon pour une accession du pays à l'initiative PPTE, qui représente la seule perspective crédible de réduction d'une pauvreté qui a dépassé le seuil des 50% à cause de la crise, s'en trouve relégué à une période indéterminée. La normalisation de la situation sociopolitique n'a que très peu progressé pendant l'année, alors qu'elle constitue un élément clé de la restauration progressive de la confiance des opérateurs économiques, et en particulier des investisseurs étrangers. Au-delà des aspects économiques, le rétablissement d'une croissance vigoureuse de l'économie ivoirienne dépendra de la normalisation de la situation sociale et politique, dans le sens d'un renforcement de la bonne gouvernance, du processus démocratique, de la réconciliation nationale et de la mise en oeuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des combattants (DDR).

À moyen terme, les performances de l'économie ivoirienne seront liées à la mise en œuvre des réformes structurelles et à leur appropriation effective par les acteurs économiques, qui conditionneront le soutien durable des partenaires du développement et, plus encore, la mobilisation des ressources du secteur privé. La reprise d'une croissance saine et durable de l'économie ivoirienne produirait ainsi des effets d'entraînement indispensables à une croissance soutenue dans l'ensemble de l'UEMOA.

On notera enfin dans le tableau suivant que malgré la progression régulière du PIB nominal sur la période 2003/ 2006 (prévisions), le PIB par habitant lui stagne à l'équivalent devise de 695 €, compte tenu d'une croissance démographique de 3 % par an. Le ministère du Plan et du Développement signale qu'il faudrait sur une longue durée un écart d'au moins de 3 points entre croissance du PIB et croissance démographique pour commencer à lutter efficacement contre la pauvreté.

Tableau 2 : Résumé des principaux agrégats macroéconomiques incluant les dernières révisions 2005 et nouvelles prévisions 2006. Source : Ministère de l'Economie et des Finances

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1- En valeur (en milliards CFA courants)						
PIB total	7 730.1	8 006.1	7 984.3	8 178.5	8 626.2	9 033.6
Variation annuelle	4.2%	3.6%	-0.3%	2.4%	5.5%	4.7%
PIB par habitant	460.0	461.2	445.3	441.5	450.8	457.0
FBCF	770.7	880.2	779.8	818.8	799.6	869.5
en % du PIB	10.0%	11.0%	9.8%	10.0%	9.3%	9.6%
Solde commercial	785.9	1720.9	1353.6	974.8	709.1	861.9
Taux de couverture	142%	199%	174%	139%	123%	126%
2- Variations en volume (en %)						
PIB total	0.1	-1.6	-1.7	1.6	1.8	1.6
Secteur primaire	0.3	-0.7	3.4	3.7	4.4	6.5
Secteur secondaire	-2.8	-5.8	-10.7	3.1	8	0.4
Secteur tertiaire	1.1	-1.6	-2.4	-0.4	-2.8	0
PIB par habitant	-3.1	-4.7	-4.9	-1.6	-1.4	-1.4
FBCF	-8.3	4.3	-10.2	3.9	-5.6	5.2
Consommation finale	-2	-1.9	1.8	-2.6	0.4	0.3
Exportation de biens	-6.2	3.5	-7.6	15.1	3.9	5.4
Importations de biens	0.1	-1.7	0.2	13.1	3.3	2.1

4.3. L'évolution des finances publiques

Au niveau des Recettes, malgré la crise militaro-politique que traverse le pays, le Tableau des Opérations Financières de l'Etat, présenté page suivante, montre leur stabilité sur la période observée.

Les recettes totales s'établissent pour 2005 à environ 1570 milliards de CFA, dont 80 % de recettes fiscales. Le taux de pression fiscale est donc de 21 % du PIB ce qui montre l'état d'avancement institutionnel dans ce domaine de la Côte d'Ivoire par rapport à d'autres Pays en voie de développement (à Madagascar, ce taux n'est que de 10 %). 50 % des recettes fiscales sont d'origine douanière.

Au niveau des dépenses publiques, depuis les quatre dernières années et malgré différentes interruptions, les programmes destinés à pallier aux dysfonctionnements de la gestion des finances publiques ont contribué de manière significative à l'amélioration de la programmation et du contrôle des dépenses publiques. L'appui aux structures décisionnelles pour le bon déroulement de la dépense publique a notamment contribué à l'impact opérationnel ainsi qu'à la motivation des structures concernées.

Le maintien des dépenses courantes est assuré, en particulier au niveau salarial, même si l'enveloppe budgétaire de fonctionnement (BGF) et les budgets d'investissements (BSIE) restent largement en dessous des besoins des administrations et structures rattachées, comme l'ont souligné les cadres de tous les départements rencontrés, dont celui de tutelle de la pêche.

Par ailleurs, on note dans ce tableau trois éléments importants :

- L'accroissement significatif depuis 2003 du déséquilibre entre les recettes non fiscales correspondant aux cotisations de sécurité sociale et les Prestations sociales servies, alors que

jusque là le différentiel observé était significativement positif en termes de recettes. Les conséquences de la crise et de l'état de guerre en sont probablement l'explication.

- L'envolée des dépenses relatives à la crise, aux élections et au processus de désarmement : hors intérêt de la dette, globalement la dotation budgétaire qui est consacrée à ces lignes passe de 4 % des dépenses primaires en 2002 à 5 % en 2005 pour culminer en prévisionnel à 10 % en 2006.
- Le solde budgétaire est régulièrement déficitaire depuis cinq ans de l'ordre de 8 à 10 % du total des recettes publiques. La marge de manœuvre pour couvrir les intérêts de la dette publique, et en particulier ceux de la dette extérieure est donc étroite, et on ne peut même pas songer dans le cadre actuel à un amortissement de cette dernière de quelque valeur que ce soit, sans excédent des flux nets avec les bailleurs⁴.

Malgré la stabilité des recettes publiques, ce tableau indique une grande fragilité des finances publiques, et l'impossibilité de mettre en œuvre des programmes de reconstruction économique sans financement extérieur multipartite ou bénéfice de l'initiative PPTE, qui supposent tous deux un retour à la normalisation de la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire.

⁴ En effet ceux-ci doivent être positifs : la Côte d'Ivoire étant classée pays pauvre, elle est réputée ne pas être en mesure de faire face à ses engagements sans concours extérieurs.

Tableau 3 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE). Source : Ministère de l'Economie et des Finances

DIRECTION DE LA PREVISION (Milliards de francs CFA)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Proj.
RECETTES ET DONS	1270,5	1376,6	1469,5	1401,3	1514,3	1566,0	1807,5
(en % du PIB)	21,1%	22,8%	24,4%	23,3%	25,1%	26,0%	30,0%
RECETTES	1237,0	1336,3	1428,4	1351,9	1438,4	1471,4	1706,4
(en % du PIB)	16,4%	17,0%	17,3%	16,3%	17,6%	17,1%	19,3%
Recettes fiscales	1077,5	1168,4	1259,3	1190,1	1241,4	1251,1	1395,3
Impôts directs	334,4	326,6	333,1	287,7	288,6	360,3	434,1
Biens & services (hors taxes pétrolières)	258,3	289,8	293,9	258,2	258,5	253,7	275,5
Importations (y compris taxes pétrolières)	321,4	355,5	375,0	359,3	378,3	374,4	428,5
Exportations	163,4	196,5	256,4	284,9	316,0	262,7	257,2
Recettes non fiscales	159,5	167,9	169,1	161,8	197,1	220,3	313,1
Excédent de stabilisation (CSSPPA) (*)	8,5	5,7	0,0				0,0
Cotisations de sécurité sociale	102,7	114,2	113,1	109,3	113,8	116,8	128,5
Autres recettes non fiscales	48,3	38,6	38,0	40,3	73,6	90,3	169,6
Redevance télécommunication		9,4	17,1	12,4	9,7	12,2	15,0
Ajustements recettes fiscales et non fiscales						0,0	
DONS	33,5	40,3	28,4	39,1	75,9	94,6	99,1
Dons-projets	33,5	40,3	28,4	39,1	75,9	94,6	1,6
Dons Programme						0,0	97,5
DONS FILIERE CAFE-CACAO ET POPULATION			12,7	10,3	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES	1360,2	1396,8	1592,5	1611,6	1605,0	1713,6	1755,5
DEPENSES PRIMAIRES (hors intérêts de la dette, y/c prêt)	1065,9	1047,1	1326,9	1393,6	1478,8	1536,6	1604,6
(en % du PIB)	14,1%	13,7%	16,3%	16,8%	18,2%	17,8%	18,1%
Dépenses courantes	846,5	890,4	992,2	1071,4	1111,8	1204,0	1231,3
Dépense de personnel du BGF	454,1	484,1	523,5	539,4	545,8	563,4	586,3
Pensions sociales	88,1	96,6	100,9	111,0	135,6	149,2	164,8
Subventions et autres transferts	89,1	61,0	74,9	101,9	84,7	83,5	96,0
Dépenses de fonctionnement non salariales	210,9	244,4	289,8	315,4	342,3	394,5	380,7
Budget général de fonction (BGF)	180,6	208,3	234,4	280,4	292,5	253,0	302,8
Autres opérations du Trésor		0,0	5,7				
Structures autonomes de l'Etat	30,3	36,2	26,5	23,2	23,3	22,4	24,6
Autres dépenses			23,2	11,8	26,5	19,1	33,1
Dépenses sociales ciblées	4,3	4,4	3,1	3,1	3,4	3,4	3,3
Dépenses du budget d'investissement (RSIE)	208,1	143,3	257,1	213,7	258,6	235,3	190,8
(en % du PIB)	2,8%	1,8%	3,2%	2,6%	3,2%	2,7%	2,2%
financées sur budget et appuis budgétaires	102,8	84,0	143,9	124,0	152,2	133,7	172,1
(en % du PIB)	1,4%	1,1%	1,8%	1,5%	1,9%	1,6%	1,9%
financées sur prêts et dons-projets	105,3	59,3	113,2	89,1	106,4	101,6	18,7
Dépenses en capital	2,3	3,8	7,2	2,4	3,6	0,5	3,5
Prêts nets	9,0	9,6	12,9	9,1	10,6	20,3	20,0
Dépenses liées à la crise			57,5	96,0	82,1	59,8	31,5
Dépenses liées aux Elections						10,4	65,2
Dépenses CNDDR				1,0	6,7	3,4	39,0
Dépenses CNPRA					5,4	2,8	23,3
INTERETS DUS SUR LA DETTE PUBLIQUE	294,3	259,7	265,6	218,0	186,1	177,0	150,0
(en % du PIB)	3,9%	3,3%	3,3%	2,6%	2,1%	2,1%	1,7%
Dette intérieure	29,0	24,0	23,2	26,7	29,3	25,4	26,9
Dette extérieure	264,7	235,7	242,4	191,3	156,7	151,6	124,0
SOLDE BUDGETAIRE (hors emprunts/emprunts)	-89,7	60,8	-122,9	-210,4	-150,6	-147,6	52,1
(en % du PIB)	-1,2%	0,9%	-1,5%	-2,3%	-1,8%	-1,7%	0,6%
Pour mémoire:							
Solde primaire	204,6	329,5	142,7	7,6	35,5	29,4	265,2
(en % du PIB)	2,7%	4,2%	1,8%	0,1%	0,4%	0,3%	3,0%
PIB	7546,3	7869,5	8149,3	8303,4	8178,5	8621,2	8868,7
Solde primaire de base	276,4	348,5	212,8	47,3	66,0	36,4	281,6
(en % du PIB)	3,7%	4,4%	2,6%	0,6%	0,8%	0,4%	3,2%

4.4. L'évolution du service de la dette extérieure

Le tableau suivant présente l'évolution de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire.

Tableau 4 : Evolution de la dette extérieure. Source : Ministère de l'Economie et des Finances

(en milliards de FCFA)	2001	2002	2003	2004	2005
Evolution de l'encours de la dette extérieure	7 063.6	6 155.9	5 486.4	4 976.2	4 667.4
1- Multilatéraux	2 460.6	2 192.5	2 012.7	1 700.7	1 556.2
2- Club de Paris	3 129.6	2 702.2	2 319.8	2 125.7	1 977.9
3- Club de Londres	1 422.3	1 231.3	1 125.3	1 109.9	1 097.4
4- Autres créanciers	51.1	29.9	28.7	39.9	35.8
Evolution du service de la dette extérieure	620.4	794.8	630.5	558.4	454.3
1- Multilatéraux	221.0	218.5	220.9	233.1	147.9
2- Club de Paris	332.6	515.6	354.5	275.4	249.7
3- Club de Londres	41.7	39.9	38.6	37.3	48.5
4- Autres créanciers	25.1	20.8	16.5	12.6	8.2

La Côte d'Ivoire est, à l'instar de nombreux pays, lourdement endettée puisque l'encours nominal de la dette atteint 5 445 milliards de FCFA (8,3 milliards €) à fin 2005 soit 63 % du PIB, à raison d'une dette extérieure prépondérante de 4 667 milliards de FCFA, représentant 54 % du PIB, pour une dette intérieure de seulement 778 milliards de FCFA, soit 9 % du PIB.

On constate par contre sur les cinq dernières années, de 2001 à 2005, la baisse graduelle de l'encours de la dette extérieure puisqu'elle est passée de 77 % en 2002 à 54 % en 2005, baisse qui n'est pas forcément liée au remboursement mais à l'amortissement du capital.

L'évolution du service de la dette extérieure (intérêts, amortissement, FMI) présente donc sur ces années la même tendance à la baisse, passant de 620 milliards en 2001, puis à 794 milliards de FCFA en 2002, à 454 milliards en 2005. Le service de la dette publique représente environ 7 % du PIB dont 1,7 % d'intérêts (cf. TOFE).

La Convention de consolidation aux banques UEMOA se chiffre à 52 milliards F.CFA (79 M€), et la dette intérieure consolidée, Etat et Caisses (TOFE), atteint un niveau de 778 milliards F.CFA (1,2 milliard €). L'engagement net de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et des agents économiques reste élevé, le système de paiement par le Trésor se basant sur le principe du « premier venu premier servi », qui ne garantit pas la transparence requise, et dans un contexte de tension de trésorerie permanente.

Malheureusement le stock des arriérés de la dette extérieure s'élève fin 2005 à 1 574 milliards F.CFA (2,4 milliards €). Le principal défi en 2005 a donc été de trouver un équilibre entre les besoins directs de l'Etat et les besoins minimum de service de la dette vis-à-vis des créanciers multilatéraux, dans le contexte d'une accumulation progressive des arriérés de la dette extérieure. Les arriérés accumulés à décembre 2005 envers la Banque Mondiale atteignent 243 MUSD (202 M€). De plus, l'apurement effectif de la totalité des arriérés reste la principale condition du réengagement post conflit de la Banque et de toute son assistance au pays, y compris celle au titre du DDR et du crédit d'urgence et de relance économique.

De nouveaux arrangements sont par conséquent à trouver avec la communauté des bailleurs de fonds afin de permettre à la Côte d'Ivoire d'honorer ses engagements envers ses créanciers, si un signal fort est

donné en faveur du démarrage effectif et irréversible du programme DDR. C'est ce que souligne le REF, Rapport Economique et Financier accompagnant la Loi de Finances 2006.

5. Les relations avec les partenaires extérieurs

5.1. Situation de l'aide internationale

Après une période de latence suite notamment aux événements de novembre 2004, l'année 2005 a été marquée par la reprise des contacts directs avec les principaux bailleurs de fonds, notamment le FMI, la Banque Mondiale, la BAD et la BADEA. Concernant le FMI, deux missions d'évaluation ont été entreprises en mai et septembre 2005. Ces missions ont permis de définir les contours d'un programme d'urgence post-conflit dont pourrait bénéficier la Côte d'Ivoire. Au niveau de la Banque Mondiale et de la BAD, les portefeuilles ont été restructurés et des schémas d'apurement des arriérés ont été élaborés. Avec la BADEA, suite à la mission d'août 2005, le portefeuille a été revu et complété. Les nouveaux projets retenus comprennent entre autres la réalisation de deux sections sur trois du tronçon Singrobo-Yamoussoukro. Les autres bailleurs de fonds ont continué à soutenir les efforts du Gouvernement, notamment la BOAD, l'Union Européenne, la France, le Japon et la Chine.

Néanmoins, la structure de l'aide internationale a largement basculé vers la seule composante aide humanitaire. L'appui structurel budgétaire a disparu depuis 2003, et à l'exception de l'année 2002, il est même très faible sur la totalité des années observées 2000/2005, alors que cet appui budgétaire était majoritaire sur la décade précédente 1990/2000. Même les flux en termes de prêts projets ont tendance à se tarir en 2005, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Aide extérieure reçue par la Côte d'Ivoire. Source : Ministère de l'Economie et des Finances

(en milliards de FCFA)	2001	2002	2003	2004	2005
Flux globaux de l'aide extérieure	68.7	338.8	78.4	117.0	101.6
1- Dons-projets	40.3	28.4	39.1	75.9	94.6
2- Prêts-projets	19.0	54.5	38.0	39.0	7.0
3- Appuis budgétaires	9.4	255.9	1.3	2.1	0.0
Banque Mondiale	0.0	93.3	0.0	0.0	0.0
FMI	0.0	54.6	0.0	0.0	0.0
BAD	0.0	34.6	0.0	0.0	0.0
UE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
France	0.0	70.2	0.0	0.0	0.0
Etats Unis	1.0	0.1	0.1	0.0	0.0
Japon	6.2	3.1	1.2	2.1	0.0
Autres	2.2	0.0	0.0	0.0	0.0

Seule l'Union Européenne est encore un des rares bailleurs de fonds à effectuer de l'appui structurel en termes de projets.

Contrairement aux dispositions adoptées par la Commission le 5 février 2004, il a été décidé à la réunion du Country Team de juin 2005, ne plus signer le PIN 9ème FED, approuvé par le Comité du FED le 4 février 2004, du fait de la persistance de la crise et de l'imprévisibilité de l'évolution de la situation politique et économique qui en résulte et qui rend non pertinente une programmation classique. La stratégie adoptée, basée sur un maximum de flexibilité afin de pouvoir adapter les actions aux besoins de la situation actuelle, est axée sur trois types d'actions :

- Actions d'urgence à caractère social en appui aux populations affectées

- Actions d'appui à la création de conditions de sortie de crise
- Appuis aux activités économiques et aux réformes institutionnelles afin de faciliter la relance de l'économie et sécuriser une situation normalisée

Les principaux instruments utilisés pour la mise en œuvre de cette stratégie sont les reliquats du PIN 8ème FED, le STABEX au titre du 8ème FED, l'enveloppe B du 9ème FED.

5.2. L'évolution des échanges commerciaux

Le tableau suivant présente les données du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire en poids et en valeur. Compte-tenu de la portée de cette étude sur le secteur de la pêche, les données concernant les produits correspondants sont indiquées (poissons et crustacés : code NC 03 ; conserves de poissons et crustacés : codes NC 1604 et 1605).

Tableau 6 : Données globales du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire, avec détail des flux concernant l'UE et les produits à base de poissons. Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

Valeurs en millions de FCFA, poids en kg	2004		2005		5 mois 2006	
	VALEUR	POIDS	VALEUR	POIDS	VALEUR	POIDS
TOTAL EXPORT	3 457 697	8 186 499	3 825 152	8 924 195	1 810 288	4 432 182
dont poissons et crustacés	2 827	2 814	3 204	4 038	819	268
dont conserves à base de poissons et crustacés	81 138	50 478	51 065	29 369	21 236	12 840
TOTAL IMPORT	2 487 193	8 037 959	3 098 034	8 280 544	1 215 492	3 277 371
dont poissons et crustacés	98 567	245 109	105 437	266 742	40 391	89 778
dont conserves à base de poissons et crustacés	1 146	1 192	1 793	1 582	1 079	870
TOTAL EXPORT UE	1 782 017	2 350 900	1 615 217	2 447 027	826 220	1 587 374
dont poissons et crustacés	2 557	2 638	2 520	2 152	767	268
dont conserves à base de poissons et crustacés	80 905	50 292	51 050	29 349	21 076	12 555
TOTAL IMPORT UE	1 208 196	1 260 231	1 281 264	1 324 204	506 673	560 630
dont poissons et crustacés	41 385	94 849	30 785	75 356	10 782	21 251
dont conserves à base de poissons et crustacés	95	41	114	38	135	35
TOTAL EXPORT VERS UE DANS EXPORT TOTAL	52%	29%	42%	27%	46%	36%
dont poissons et crustacés	90%	94%	79%	53%	94%	100%
dont conserves à base de poissons et crustacés	100%	100%	100%	100%	99%	98%
TOTAL IMPORT VERS UE DANS IMPORT TOTAL	49%	16%	41%	16%	42%	17%
dont poissons et crustacés	42%	39%	29%	28%	27%	24%
dont conserves à base de poissons et crustacés	8%	3%	6%	2%	13%	4%

En matière de commerce extérieur, les importations et les exportations affichent une hausse, mais avec un solde positif du commerce extérieur moins élevé que pour l'année 2004, du fait des fortes augmentations des importations. En valeur, les exportations agricoles se maintiennent autour de 655 M€, sachant qu'au cours des deux années précédentes leurs valeurs étaient respectivement de 625 M€ et 686 M€. Par contre les exportations du secteur halieutique sont en baisse sur 2005, en particulier à cause de l'évolution du secteur des conserves de thon. La réduction des ventes de conserves de thon s'explique en partie par la délocalisation d'une partie des activités de l'unité de production SCODI sur le Ghana au cours de 2005.

Tant au niveau de l'exportation que de l'importation, la part des échanges commerciaux diminue sensiblement avec l'Union Européenne, plus en volume qu'en valeur, et plus au niveau des exports que des imports. L'Europe reste cependant le principal débouché pour ces produits, notamment pour les conserves qui intègrent essentiellement des conserves de thons. Les importations de produits de la pêche

en provenance de l'UE sont essentiellement des thons destinés à la transformation sur place livrés directement par les navires européens.

Cependant, si la valeur globale des exportations se maintient sur 2005 par rapport à 2004, il faut noter que dans l'ensemble des filières, les revenus des producteurs sont plus difficilement préservés. En raison de la crise, de nombreux coûts intermédiaires ont augmenté : coûts des transports et frais de route, coûts des services financiers et des assurances, coûts de maintenance des usines, fiscalité et parafiscalité, etc. Toutes les filières agricoles subissent ces charges, qui affectent leur compétitivité et réduisent les incitations à la production.

5.3. Intégration régionale

Relativement aux critères de convergence de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire n'a pu respecter au terme de l'année 2005 que deux critères de convergence sur 8, performances en retrait par rapport à celles de 2004 (3 sur 8). Cependant très peu de pays de l'Union Ouest Africaine arrivent à respecter ces critères ce qui a contraint la Commission de l'UEMOA à décaler l'horizon de convergence.

Toujours au niveau de l'UEMOA, la rétention par la Côte d'Ivoire du transfert de la taxe communautaire (PCS) collectée en douane a rendu difficile le financement de la Commission de l'UEMOA et indirectement le financement des moins values de recettes douanières en faveur des états membres.

Le degré d'intégration au niveau CEDEAO reste faible, y compris au niveau des actes pris par la Commission de la CEDEAO (ancien secrétariat exécutif). La Côte d'Ivoire n'aura pas de difficultés à appliquer les réformes à prendre dans la mesure où, à l'image du TEC CEDEAO, la plupart des réformes à entreprendre ont été réalisées dans le cadre de l'UEMOA. Les blocages à l'intégration économique et commerciale subsistent dans l'application de la zone de libre échange et dans les entraves à la libre circulation des marchandises, résultant de la partition du territoire et du contexte d'impunité dans les contrôles abusifs.

6. Le climat des affaires

6.1. Cadre général

Les opérateurs économiques privés qui investissent dans une nouvelle activité ou qui développent l'activité existante en Côte d'Ivoire bénéficient du même cadre général qu'en 2004, c'est-à-dire les dispositions du Code des Investissements adoptées par l'assemblée nationale en 1995 sous forme de loi suivie des décrets d'application.

Outre d'une part la simplification des procédures administratives et de déclaration d'agrément et d'autre part le raccourcissement conséquent du traitement des dossiers, 45 jours maximum, les avantages consentis sont de deux types : i) des exonérations fiscales portant sur les BIC, les BNC, les droits à l'importation et les contributions foncières ii) de la garantie de l'Etat sur la libre transférabilité des revenus de toute nature, du droit de recours judiciaire, arbitral ou administratif et du droit de recours devant une commission administrative spéciale, la COM-INVEST. Par contre l'ensemble des prélèvements sociaux et fiscaux restent assez lourds et peu attractifs par rapport aux autres pays de la sous-région (35% à 51 % pour les nationaux, 44 % à 60 % pour les expatriés).

On comprend d'autant mieux l'urgence de la mise en application du statut de point franc dont la législation usuelle allège considérablement ces prélèvements. Le décret d'application est en cours de signature, deux ministres sur quatre l'ont déjà signé.

6.2. L'investissement privé

La mesure de l'évolution de l'investissement privé constitue un bon baromètre du climat des affaires. Malgré le cadre général légal favorable évoqué au premier paragraphe, la confiance des investisseurs étrangers pour la Côte d'Ivoire semble continuer à se dégrader dans un contexte toujours difficile (partition de facto du pays, instabilité politique, etc.), et la part de leurs investissements ne représente désormais plus que 30% des investissements globaux réalisés en 2005 (contre 60 à 70% avant le début de la crise). 90 % de la valeur des investissements 2005 ont été réalisés dans 3 secteurs d'activités seulement : industries agroalimentaires, télécommunications, industrie du gaz.

Tableau 7 : Investissements globaux en Côte d'Ivoire par nationalité (en M€). Source : Ambassade de France

Année Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005	TOTAL
Côte d'Ivoire	128,6	184,2	59,5	83,6	56,5	127,1	599,5
Burkina Faso	1,1	0	3,2	0	0	0	4,3
Sénégal	1,6	0,2	0,6	0,3	12,6	0	14,4
Togo	0	0	0	0	0	2,4	2,4
Reste Afrique	6,6	0,1	0,2	6,3	0,2	4,7	18,5
Total Afrique	138,1	184,5	63,5	90,2	56,5	134,2	640
France	13,5	151,1	69	19	0,3	25,3	260,2
Suisse	0,4	9,8	0	15,1	0	0	25,3
Belgique	0	21,5	0,6	0	0	0	23,3
Grde Bretagne	5,3	0,8	0	0,4	0	19,3	25,8
Allemagne	1,7	9,7	0	0	1	0	12,4
Reste Europe	8	14	0,9	0	0,2	1,6	24,7
Total Europe	28,9	267,9	61,7	25,5	1,5	46,2	371,7
Chine	0	20,5	1,4	0,1	0	0	22
Liban	3,3	13,5	1,1	1	1,1	0,2	20,2
Singapour	0	0	0	0	2,1	5,9	8
Reste Asie MO	0	0	0	0,1	2,2	0,1	2,4
Total Asie MO	3,3	34	2,5	1,2	3,3	6,2	50,5
Etats Unis	7,1	6	0	0	16	0	29,1
Iles Vierges B.	0	15	0	0	1	0	16
Reste Amériq.	0,4	7,5	0,5	0	0	0	8,4
Total Amériq.	7,5	26,5	0,5	0	17	0	53,5
Total Monde	177,6	582	120	111,2	71	186,6	1248,4

Source : CEPICI, janvier 2006

Pour l'année 2005, la France est le principal investisseur étranger (25,3 M€) suivie de la Grande Bretagne (19,3 M€) puis de Singapour (5,9 M€). Sur les six dernières années, la France est le principal investisseur étranger en Côte d'Ivoire avec 260,2 M€ investis (40% des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire sur la période 2000- 2005). Enfin selon les statistiques de la Banque de France, la Côte d'Ivoire est le 57^{ème} pays récipiendaire des investissements directs étrangers français. Ces derniers s'élèvent localement à 388 M€ soit 0,07% des IDE français dans le monde.

6.3. Les signaux récents

La visite du Premier Ministre à Paris avec comme objectif principal le chantier de la relance économique est porteur d'espoir : il doit pour cela redonner confiance aux opérateurs privés et obtenir des partenaires financiers extérieurs leur indispensable réengagement.

Le choix de la France par le Premier Ministre pour son premier voyage à l'étranger à dominante économique est à rapprocher de la forte implantation française qui a résisté à la crise : 140 filiales en 2005 (contre 147 en 2003), 450 PME, 40 000 à 50 000 emplois, 20 à 30 % du PIB et plus de la moitié des recettes fiscales. Cependant, confrontées à la fois à la faiblesse de l'activité, à la concurrence croissante de l'informel, aux mauvaises pratiques qui se multiplient et à une pression fiscale de plus en plus lourde, leur futur apparaît incertain sans évolution rapide de la situation.

La situation actuelle fait cependant que les agences de notation du risque investissement ont dégradé la position de la Côte d'Ivoire pour placer le pays en « risque très élevé », catégorie où l'on retrouve des pays

comme la Guinée Bissau ou la République Centrafricaine. Sous ces conditions, les sociétés d'assurances risques investissements type COFACE renoncent à proposer des garanties aux investisseurs potentiels en résumant l'appréciation du pays à un «Environnement économique et politique du pays présentant un risque très élevé qui aggravera des comportements de paiement généralement exécrables ».

2^{ème} PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE

1. Présentation générale

1.1. La ZEE et ses limites

La loi n° 77-926 du 17 novembre 1977, porte délimitation des zones marines placées sous la juridiction nationale de la République de Côte d'Ivoire.

Au titre I, article 1er, elle fixe la limite de la mer territoriale « à une distance de 12 milles marins à compter de la laisse de plus basse mer ». Au titre II, article 2, elle décrète que « la République de Côte d'Ivoire exerce sa juridiction dans une zone marine s'étendant jusqu'à 200 milles marins et dénommée Zone économique exclusive » ; et il est précisé que la largeur de la ZEE « est mesurée à partir de la ligne de base utilisée pour mesurer la mer territoriale ».

Concernant la délimitation de la frontière de la mer territoriale et (par extension) de la ZEE avec le Libéria et le Ghana, l'article 8 du titre III prévoit que cette délimitation se fera « par voie d'accord, conformément à des principes équitables, en utilisant, le cas échéant, la ligne médiane ou la ligne d'équidistance, et en tenant compte de tous les facteurs pertinents ». A l'heure actuelle, les frontières Ouest et Est des eaux territoriales et de la ZEE ivoiriennes ne sont toujours pas fixées officiellement. La difficulté se situe surtout au niveau de la frontière Est avec le Ghana, en raison du tracé très particulier de la frontière terrestre. Des différences d'appréciation de la ligne de base permettraient, en effet, d'inclure, ou non, dans la ZEE ivoirienne plusieurs milliers de km².

Quoiqu'il en soit, on admet que la ZEE de Côte d'Ivoire couvre une superficie d'environ 200 000 km². Les contours approximatifs de cette ZEE sont figurés dans le graphique ci-dessous.

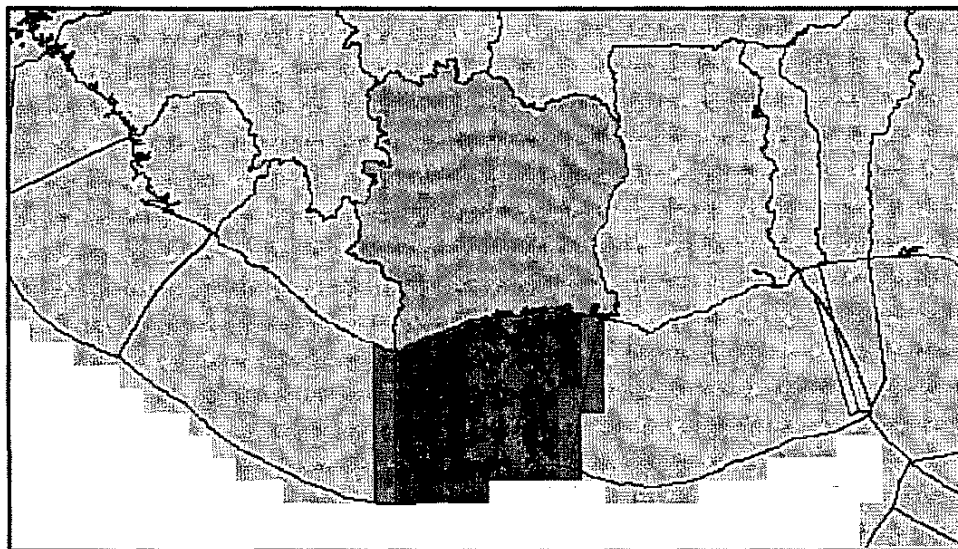


Figure 3 : Représentation schématique de la ZEE de Côte d'Ivoire. Source: SeaAroundUs project

1.1. Caractéristiques physiques et océanographiques

Le plateau continental ivoirien est étroit, et d'une superficie d'environ 10 200 km², soit moins de 5% de la surface estimée de la ZEE. Sa largeur varie de 18 à 19 km dans sa partie la plus étroite, au large d'Abidjan, à plus de 35 km au large de Sassandra vers l'ouest. Pour comparaison, la ZEE du Sénégal renferme 14% de sa surface en plateau continental, la Mauritanie 17%.

Les fonds sont globalement plats, à l'exception toutefois du canyon du « Trou sans fond » qui entaille le plateau continental devant Abidjan. Cependant, entre le littoral et l'isobathe des 50 m, quelques accidents rocheux existent à l'ouest ; par ailleurs, entre les isobathes des 50 et 100 m, des bancs rocheux et des récifs, d'une hauteur de 5-6 m, s'étendent parallèlement à la côte.

Dans leur grande majorité, les fonds du plateau continental sont malgré tout propices au chalutage. Les fonds sont vaseux à l'embouchure des rivières, et de nature sableuse ou sablo vaseuse, ailleurs.

La rupture de pente annonçant le début du talus continental se situe aux environs de l'isobathe des 125 m. Le talus est, par contre, très accidenté, et découpé par de nombreux petits canyons.

1.2. Conditions hydrologiques

Globalement, les eaux superficielles du Golfe de Guinée sont chaudes (température supérieure à 24°C) et relativement peu salées (salinité inférieure à 35 pour mille) en raison des apports importants d'eau douce par les fleuves, pendant la saison humide (de mai à octobre). Ces eaux superficielles, qui ont une hauteur de 30 à 40 m, recouvrent des eaux plus froides, plus salées et plus riches en éléments nutritifs, venues de l'Atlantique Sud. La zone de transition entre ces deux couches d'eau est une thermocline qui s'étend le long des côtes d'Afrique de l'Ouest, et se situe grossièrement au niveau de la moitié du plateau continental. Cette thermocline, qui oscille verticalement en fonction des saisons, joue un rôle déterminant dans la distribution des espèces et des ressources halieutiques.

Aux deux extrémités de la couche d'eau superficielle, au Nord du Cap Verga (Guinée) et au Sud du Cap Lopez (Gabon), les eaux profondes et productives de l'Atlantique Sud remontent vers la surface, entraînant la création de deux fronts thermiques (on observe un resserrement des isothermes), en même temps qu'une forte productivité des eaux superficielles. Ces fronts ne sont pas fixes, mais se déplacent, vers le Nord ou le Sud, en fonction des saisons.

Dans la partie centrale du Golfe de Guinée, au large des côtes de la Côte d'Ivoire et du Ghana, les eaux chaudes en surface disparaissent pendant la saison froide (3ème trimestre), entraînant également des remontées d'eaux profondes qui viennent fertiliser la couche d'eau supérieure. Les vents et les courants joueraient un rôle déterminant dans le déclenchement de ce phénomène.

Les eaux du Golfe de Guinée, flanquées de deux zones de fortes productivités, au Nord et au Sud, sont très pauvres, à l'exception, toutefois, de celles de la Côte d'Ivoire et du Ghana, enrichies, de manière saisonnière, par des upwellings locaux. Les upwellings saisonniers, qui affectent la partie centrale du Golfe de Guinée, se produisent, pour la plupart, de juillet à septembre, entre le Cap des Palmes et le Cap des Trois Pointes au Ghana ; d'autres, moins intenses, ont également lieu en décembre et janvier. Ces upwellings saisonniers se déclarent toujours, quelque soit la saison, de l'Est vers l'Ouest ; et sont les plus forts le long des côtes ghanéennes, au voisinage du Cap des Trois Pointes.

2. La politique nationale de la pêche

Les axes de politique sectorielle dans lesquels s'inscrivent les documents ultérieurs sont ceux qui ont été définis par le **Plan Directeur du Développement Agricole 1992-2015**, à la fin du mandat politique du

président Houphouët Boigny. Parmi les quatre objectifs majeurs de politique générale agricole déclinés dans ce document initial (l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire, la diversification) l'un d'eux concerne le développement des pêches maritimes et lagunaires, par l'exploitation rationnelle de toutes les potentialités halieutiques, ainsi que la valorisation optimale des plans d'eau intérieurs par le développement de l'aquaculture.

Les documents ultérieurs assimilables à des contributions partielles à l'établissement d'une politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture, s'inscrivent dans la ligne de ces orientations générales. On peut citer à ce titre :

1/ Le « Programme sectoriel aquaculture et pêche », document de travail, Mai 1998, *Ministère délégué chargé de la Production Animale, Direction de l'Aquaculture et des Pêches*. Ce document exprime quelques idées directrices et quelques souhaits et le développement d'une composante très générale d'appui institutionnelle mais n'est qu'une esquisse de document de politique sectorielle. Pour mémoire, ce document énonçait comme priorités :

- Le renforcement des moyens à mettre à disposition pour l'évaluation des ressources halieutiques nationales
- La définition des plans d'aménagement des plans d'eau et de l'organisation de l'hydraulique villageoise en concertation avec les populations et la participation de celles-ci à la gestion des ressources
- Le renforcement de la réglementation et des moyens de contrôle et de surveillance des pêches maritimes et continentales
- L'amélioration des techniques de production par la recherche appliquée et la recherche-développement
- La régionalisation des interventions

2/ Le document « Bilan et stratégies de relance des productions halieutiques en Côte d'Ivoire », Décembre 2001, *Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, Direction générale des Productions, Direction des Productions Halieutiques*

3/ « Etude prospective pour la relance du secteur de la pêche et de l'aquaculture : bilan diagnostic et prospectives » Mai 2003, BNETD, *Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement*, est la contribution la plus récente à la politique sectorielle de la pêche et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire. Ce document ne proposait pas de compléments stratégiques⁵.

L'atelier de validation des deux parties de cette étude s'est tenu du 9 au 10 novembre 2005 à Abidjan. Outre les observations sur le rapport effectuées au cours de l'atelier, quatre commissions ont été constituées : commission pêche maritime industrielle, commission pêche maritime artisanale, commission pêche continentale, commission aquaculture. Ces quatre commissions ont identifié 24 projets différents, à partir desquels le bureau d'études prestataire a sélectionné 9 fiches projets :

- 3 fiches projets en pêche maritime artisanale : aménagement des débarcadères, appui à la sécurisation des pêcheurs en mer, évaluation de la qualité des productions halieutiques et amélioration
- 3 fiches projets en pêche maritime industrielle : mise en place d'un Fonds de Développement de la pêche et de l'aquaculture, réhabilitation de la halle de criée, construction du marché de gros d'Abidjan
- 2 fiches projets en pêche continentale : évaluation des stocks disponibles dans les lagunes et retenues hydroélectriques en vue d'une amélioration des ressources halieutiques, aménagement et fonctionnement des débarcadères des lagunes et des retenues hydroélectriques,

⁵ L'expertise émet d'ailleurs quelques réserves sur ce document. Certaines affirmations sont inexactes. Les analyses effectuées sur les conditions de relance du secteur pêche et aquaculture sont insuffisamment détaillées et les conclusions trop généralistes pour permettre une réelle application des préconisations.

- 1 fiche projet en aquaculture : mise en place d'un cadre institutionnel de la filière aquaculture

Malgré de louables efforts du département de tutelle des pêches, et la volonté politique de prise en compte de la nécessité de la construction d'une politique sectorielle (priorité 4 de la programmation pluriannuelle des actions ciblées relevant de l'accord avec l'Union Européenne), on ne peut pas considérer aujourd'hui que la Côte d'Ivoire ait réellement matérialisé un document de politique/stratégie sectorielle des pêches et de l'aquaculture : *i)* s'intégrant dans un document de politique économique générale et, *ii)* mettant en cohérence les objectifs et les moyens à dégager pour la gestion du secteur.

La reprise des travaux sur le DSRP par le Ministère du Plan et du Développement sur 2006/2007 pourrait être l'opportunité de la mise en chantier de l'élaboration d'un document approfondi de stratégie/politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture à long terme du département, sous les deux hypothèses possibles retenues par le DSRP d'intégrité territoriale, retrouvée et non retrouvée.

3. Le cadre institutionnel

3.1. Organisation du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPARH) et des établissements rattachés

3.1.1. Situation et attributions du département au sein du gouvernement

Le décret de janvier 2006 spécifie les attributions des membres du Gouvernement de Transition formé le 28 décembre 2005 par le premier Ministre Charles Konan Banny. Outre la définition des attributions de la primature, sont spécifiées celles des 31 ministres membres du gouvernement, dont le Ministre de la Production Animale et des Ressources Halieutiques. Le nombre de ministres d'Etat, donc ayant institutionnellement le pouvoir de représenter le gouvernement, n'est pas spécifié.

Sur le plan général, le décret stipule comme dans les attributions du précédent gouvernement que «Le Ministre de la Production Animale et des Ressources Halieutiques est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de production animale et de ressources halieutiques ». Comme pour tous les membres du gouvernement, sont mentionnées et détaillées ensuite les actions dont il a à la fois l'initiative et la responsabilité, et ce en liaison avec les différents départements ministériels intéressés

Les annexes à ce décret spécifient l'identité de trois établissements sous tutelle du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques : la Société Ivoirienne de Production Animale, le Fonds de Promotion des Productions Animales, l'Ecole d'Elevage de Bingerville. Ces établissements sont relatifs aux productions animales des filières à terre, seule la société SIPRA ayant une petite activité de production d'aliment pour les filières aquacoles.

Dans les attributions du MIPARH du gouvernement précédent, 11 établissements lui étaient rattachés. Parmi ceux-ci un établissement a une fonction transversale sur l'ensemble des produits, le Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA), qui est le Laboratoire de référence pour la certification à l'export des produits. Les annexes au décret portant attribution des membres du Gouvernement de Transition ne définissent pas la tutelle de cette structure. Implicitement il semble qu'elle reste rattachée au MIPARH, puisque son directeur fait partie des réunions de cabinet. A ce titre, il en est probablement de même pour les structures qui relèvent directement du secteur des pêches à savoir : l'Ecole de spécialisation en pisciculture et pêche de Tiébissou (pisciculture et pêche continentale), le centre de pêche et d'aquaculture de Jacqueville (pêche artisanale aquaculture lagunaires), les stations d'aquaculture (aquaculture lagunaire). Le Centre de pêche de Kossou (pêche continentale) aurait été fermé.

3.1.2. Organisation du Ministère

Le décret 2006-35 du 08 mars 2006 porte organisation du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques. Il définit la nature, le rattachement des services et leurs fonctions et attributions. Le MIPARH comporte un Cabinet au sein duquel sont présents 7 conseillers techniques et 4 chargés d'études. Sont rattachés au cabinet l'Inspection Générale, le Service de la Communication, de la Promotion et des Relations Publiques (SECOPREP), et le Service International de la Coopération et des Affaires Juridiques (SECIAJ). L'inspection générale a un mandat habituel de contrôle des services administratifs, le SECOPREP ayant un rôle essentiellement de « public relations », notamment à l'international.

Outre le cabinet, le Ministère comprend dix directions centrales, et des services extérieurs. Compte tenu de la situation actuelle, il n'a pas été possible d'établir le nombre exact de Directions Régionales, Directions Départementales et postes d'élevage qui sont ouverts et fonctionnels.

3.1.3. Directions

Les dix directions centrales du MIPARH se répartissent en cinq directions d'appui et cinq directions opérationnelles. Les directions centrales sont dirigées par des Directeurs Centraux nommés par décret en Conseil des Ministres. Les cinq directions d'appui sont les suivantes :

- La Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)
- La Direction de la Planification et des Programmes (DPP)
- La Direction de la Formation et de la Vulgarisation (DFV)
- La Direction des Organisations Professionnelles et du Crédit (DOPC)
- La Direction de la Gestion et de l'Équipement de l'Espace Pastoral et Aquacole (DGEEPA)

Les cinq directions opérationnelles sont :

- La Direction des Services Vétérinaires (DSV)
- La Direction des Productions d'Élevage (DPE)
- La Direction des Productions Halieutiques (DPH)
- La Direction de la Nutrition Animale et de l'Agrostologie (DNAA)
- La Direction de la Transformation et de la Valorisation des Produits (DTVP)

La Direction des Productions Halieutiques (DPH) est elle-même subdivisée en services par sous-secteur du domaine halieutique national :

- La Sous-direction de la Pêche Maritime et Lagunaire
- La Sous-direction de l'Aquaculture
- La Sous-direction de la Pêche Continentale

3.1.4. Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA)

Le décret n°91-760 du 14 Novembre 1991 porte création et détermine les attributions, l'organisation et le fonctionnement d'un Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) dénommé Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole. Le directeur de la structure a rang de Directeur d'Administration centrale. Ce décret est complété par l'arrêté 174 du 19 octobre 1992 précisant la liste des organismes regroupés au sein du LANADA : il s'agit du rattachement des laboratoires publics du territoire national.

Le décret n°99-349 du 7 juillet 1999 renouvelle la majeure partie des dispositions précédentes. En outre :

- Il consolide le rattachement de l'ensemble des laboratoires de recherche ou d'appui au développement et à la promotion des productions animales et végétales en les spécifiant comme intégrés au LANADA.
- Il confirme son rôle de laboratoire de référence « chargé de fournir aux autorités compétentes les éléments techniques nécessaires à l'exécution de leur mission » notamment en ce qui concerne l'application des textes relatifs à l'hygiène et la qualité des produits alimentaires.

Il n'y a pas eu de nouveaux textes législatifs concernant le LANADA depuis. Il est utile par contre de souligner que cette structure s'est engagée récemment dans une procédure de certification des laboratoires de référence.

Cinq laboratoires sont rattachés et intégrés au LANADA :

- Laboratoire Central de Bingerville
- Laboratoire Central pour l'Hygiène Alimentaire et l'Agro-industrie (LCHAI)
- Laboratoire Central d'Agrochimie et d'Ecotoxicologie d'Abidjan
- Laboratoire Régional de Bouaké
- Laboratoire Régional de Korhogo (LRK)

La crise vécue par la Côte d'Ivoire a entraîné le rapatriement d'une partie du matériel et du savoir faire des deux laboratoires régionaux, non sans occasionner des dégâts collatéraux : le LRK avait en charge l'épidémiologie et la surveillance des grandes maladies du bétail et était le laboratoire de référence de la sous région par exemple pour la surveillance de la peste porcine.

Le laboratoire de pathologie aquacole, structure issue des projets publics sur le développement de l'aquaculture lagunaire, a été rattaché en tant que département du Laboratoire de Bingerville.

La protection des consommateurs, le contrôle des produits à l'export et la délivrance des certificats d'exportation conformes aux normes de l'U.E., les plans de surveillances HACCP sont les missions principales du Laboratoire Central pour l'Hygiène Alimentaire et l'Agro-industrie. C'est donc cette structure qui assume le contrôle de l'ensemble des produits de la pêche, des produits carnés, des produits laitiers et ovo produits. Le contrôle des produits halieutiques représente à lui seul 80 à 90 % de son activité.

3.2. Autre département participant à la gestion du secteur de la pêche

Il est important de souligner que le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts est fortement impliqué dans la gestion du secteur halieutique. Deux documents législatifs de portée générale qui concernent également le secteur des pêches ont été élaborés par ce département : il s'agit du Code de l'Eau et du Code de l'Environnement.

3.2.1. Code de l'Eau

La loi portant Code de l'Eau a été adoptée le 16 décembre 1998. Le Code de l'Eau concerne les eaux (eaux continentales et eaux de la mer territoriale) ainsi que les aménagements et ouvrages hydrauliques. Il a pour objet une gestion intégrée des ressources en eau qui vise à assurer notamment :

- la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides ;
- la protection contre toute forme de pollution et la restauration des eaux, qu'elles soient de surface, souterraines ou de mer dans la limite des eaux territoriales ;
- la valorisation de l'eau comme ressource économique et sa répartition de manière à concilier différents usages et activités : agriculture, industrie, tourisme, etc...et également pêches (maritime et continentale) et cultures marines.

Les ressources en eau comprennent les eaux atmosphériques ou météoriques ; les eaux de surface ; les eaux souterraines et les eaux de la mer territoriale. Au sens de la Loi portant Code de l'Eau, font partie du domaine public hydraulique : les eaux de la mer territoriale ; les lacs, étangs et lagunes ; les cours d'eau navigables ; et les sources et cours d'eau non navigables. En matière de protection des eaux, le Code édicte certaines règles :

- ✓ interdiction de déverser en mer, dans les lagunes, les lacs et les étangs, ainsi que dans les cours d'eau, canaux et eaux souterraines, tout produit pouvant représenter un danger pour le milieu naturel ou un risque pour la santé publique.
- ✓ interdiction d'utiliser pour pêcher des explosifs et des produits toxiques qui nuisent à la qualité du milieu aquatique ;

En cas d'infraction, des sanctions sévères (amendes et peines d'emprisonnement) sont prévues.

3.2.2. Code de l'Environnement

La loi portant Code de l'Environnement a été adoptée le 3 octobre 1996. L'environnement y est défini comme « l'ensemble des éléments physiques, chimiques, biologiques et des facteurs socioéconomiques, moraux et intellectuels, susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme, sur le développement du milieu, des êtres vivants et des activités humaines. ». Figure également dans le Code une définition des zones maritimes qui comprennent : « les eaux archipélagiques, la mer territoriale, la zone économique exclusive, le plateau continental ainsi que le rivage de la mer, les fonds marins et le sous-sol correspondant. ».

Les objectifs du Code sont précisés dans son Article 2 :

- « protéger les sols, sous-sols, sites, paysages et monuments nationaux, les formations végétales, la faune et la flore et particulièrement les domaines classés, les parcs nationaux et réserves existantes ;
- établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toutes sortes de pollution et nuisance ;
- améliorer les conditions de vie des différents types de population dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ;
- créer les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ;
- garantir à tous les citoyens, un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ;
- veiller à la restauration des milieux endommagés. »

Deux préoccupations majeures du Code de l'Environnement sont la conservation de la diversité biologique et la protection des ressources naturelles (eaux, air, sols). Chaque fois que des projets apparaissent susceptibles d'avoir un effet sur l'environnement, le principe de précaution s'applique et une étude d'impact doit être réalisée préalablement. Deux dispositions préventives sont à souligner :

- Interdiction de rejeter dans les zones maritimes et lagunaires, des eaux usées non traitées, des déchets et toutes substances, susceptibles de :
 - ✓ de porter atteinte à la santé publique et aux ressources maritimes biologiques ;
 - ✓ de nuire aux activités maritimes y compris la navigation et la pêche ;
 - ✓ d'altérer la qualité des eaux maritimes ;
 - ✓ de dégrader le potentiel touristique de la mer et du littoral.
- Interdiction de « l'usage d'explosif, de drogues, de produits chimiques ou appâts dans les eaux de nature à enivrer le poisson ou à la détruire. »

Les sanctions prévues pour les contrevenants vont de la simple amende à des peines d'emprisonnement.

En complément du Code de l'Environnement, et pour faciliter sa mise en application, cinq décrets ont été pris, parmi lesquels il convient de distinguer :

- Le Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement, où il est précisé :
 - √ Annexe II, que les projets d'installations d'aquaculture et de pisciculture sont soumis au constat d'impact environnemental ; et
 - √ Annexe III, que les projets concernant les zones humides et les mangroves, ainsi que les espaces maritimes sous juridiction nationale ou internationale, sont soumis à l'étude d'impact environnemental.
- Le Décret n° 97-678 du 3 décembre 1997 portant protection de l'Environnement marin et lagunaire contre la pollution, notamment par les hydrocarbures.

Pour ce qui concerne plus particulièrement le secteur des pêches, Code de l'Eau et Code de l'Environnement tendent vers des objectifs communs : qualité des eaux, tant continentales que marines ; protection des écosystèmes aquatiques et conservation de la biodiversité ; protection des zones humides et des mangroves. Toutefois, le domaine géographique d'application du Code de l'Eau est limité au seul territoire de la Côte d'Ivoire (incluant les eaux territoriales), alors que celui du Code de l'Environnement correspondrait à l'ensemble des zones sous juridiction ivoirienne ; il concernerait donc également la ZEE (annexe III du Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996).

3.2.3. Actions mis en œuvre par le département de tutelle de l'environnement

Un Plan National d'Actions Environnementales (PNAE) a été établi en 1996 après le sommet de Rio. Dix grands programmes ont été identifiés, nécessitant un important financement de plus de 155 milliards de FCFA sur 10 ans sur la période 1998/2008. L'instabilité institutionnelle, le manque de continuité entre les différents départements en charge de l'environnement, la transversalité de l'environnement sur l'ensemble des ministères, la compréhension des problèmes environnementaux principalement focalisée sur les problèmes de salubrité publique ont empêché la mise en œuvre du PNAE, malgré le fait que la Côte d'Ivoire ait ratifié la plupart des conventions dites de Rio (diversité biologique, changement climatique, lutte contre la désertification, protocole de Montréal, convention sur les eaux internationales).

Par ailleurs, le Ministère de l'Environnement vient de superviser la version finale du « Plan Programme de Dépollution, Aménagement, Exploitation de l'espace lagunaire ivoirien », terminée en mars 2006 dont la mission a recueilli le résumé. Le document effectue une analyse louable rapportant les investissements à consentir par rapport aux bénéfices prévisionnels qui pourront être engrangés (analyse coûts /bénéfices) : cependant l'expertise a constaté un optimisme démesuré dans les hypothèses prises en matière halieutique, en pêche et en aquaculture lagunaire, ce qui rend sujettes à caution les hypothèses prises dans le reste du document pour les autres composantes (tourisme, sports et loisirs, transports, agriculture écologique, etc...).

Il faut également souligner que le Ministère de l'Environnement a récemment piloté conjointement avec le MIPARH le Comité Interministériel sur la marée noire de mars 2006⁶, avec le CIAPOL comme structure d'exécution.

⁶ Le déversement dans la mer d'importantes quantités de pétrole brut, suite à un accident, le 30 mars 2006, d'un bateau de forage, non loin de la plate-forme pétrolière Al baraka, au large de Jacqueville (environ une centaine de km d'Abidjan), a entraîné une marée noire observée sur le littoral abidjanais. Selon les premiers éléments fournis par la direction de l'Environnement, la rupture d'un flexible serait à l'origine du sinistre, qui s'est rapidement traduit par la formation d'une marée d'environ 15 km de long sur 1 km de large. Cet accident a été très peu médiatisé malgré ses conséquences environnementales.

3.3. Ressources budgétaires du MIPARH

3.3.1. Ressources nationales

La mission s'est heurtée à trois problèmes difficiles en cette matière :

- La récupération de l'historique budgétaire est rendue très difficile, voire impossible, par les ruptures et discontinuités administratives qui résultent de la crise militaro-politique de la Côte d'Ivoire.
- L'administration de tutelle du secteur des pêches a été rattachée à des départements ministériels à mandat plus ou moins large dans lesquels les ressources financières de l'Etat ne sont pas individualisées par activité ou par service, et donc non individualisables pour l'activité de gestion administrative du secteur des pêches.
- Les budgets ne comprennent pas la masse salariale des agents de la fonction publique, car ceux-ci sont gérés en direct par le Ministère de la Fonction Publique.

De ce fait, il n'a pu être effectué que le recueil des éléments budgétaires auprès du LANADA, de la reconstitution, avec l'appui de la Direction des Affaires Administratives et Financières d'un certain nombre d'éléments correspondant à la dernière gestion administrative du MIPARH, et d'éléments fragmentaires auprès du Centre de Recherches Océanographiques. La diversité des documents et leur caractère parcellaire nécessitent un travail approfondi pour établir en premier lieu les coûts du MIPARH et établissements rattachés, puis au sein de ceux-ci les coûts affectables à la gestion du secteur des pêches.

A partir d'éléments divers, la mission a reconstitué les ressources financières dont disposaient le LANADA et les services des pêches du MIPARH en 2005, dont les résultats figurent dans le tableau ci-dessous. Ces ressources financières correspondent aux dotations de l'Etat uniquement et n'intègrent pas les montants de la contrepartie de l'accord (1 065 000 € au bénéfice du secteur de la pêche).

Tableau 8 : Ressources financières du MIPARH et du LANADA en 2005 affectables à la gestion du secteur des pêches (en euros)

en euros	Total	Masse salariale	Fonctionnement et investissement	Dont Investissements	Dont Fonctionnement
SERVICES DES PÊCHES DU MIPARH					
Projets	164 895	82 043	82 852	22 181	
BGF et BSIE	311 616	311 616	0	0	0
Dons	651 813		651 813	126 311	525 502
1. Total Services Pêches MIPARH	1 128 323	393 659	734 665	148 492	586 172
LANADA					
BGF et BSIE	862 508	385 998	476 509	143 293	333 216
Prestations de services	121 951		121 951		121 951
Réserves propres	137 680		137 680	132 345	
Total LANADA	1 122 139	385 998	736 140	275 637	460 503
2. Fraction des ressources du LANADA affectable au secteur des pêches (35 %)	392 749	135 099	257 649	68 909	115 126
TOTAL A = 1+2	1 521 072	528 758	992 314	217 402	701 298
Evaluation :					
Direction des Services Vétérinaires et de la Qualité (DSV)	419 207	381 098	38 110		
3. Fraction des ressources de la DSVQ affectable au secteur des pêches (45 %)	188 643	171 494	17 149		
4. Fraction services transversaux MIPARH affectables au secteur des pêches	228 659	152 439	76 220		
TOTAL B = 3+4	417 302	323 933	93 369		
TOTAL GENERAL = A+B	1 938 374	852 691	1 085 683		

Pour des raisons de simplification du tableau, dans la mesure où les fonds ont la même origine étatique, on a donc réuni en une seule ligne le BGF, Budget Général de Fonctionnement et le BSIE, Budget Spécial d'Investissements et d'Equipements. Le LANADA, en tant qu'établissement public autonome a un budget séparé de celui du MIPARH.

Les documents recueillis par la mission montrent que l'on peut retenir pour le LANADA un taux d'affectation de 35 % de son budget au secteur des pêches. La DSV a également une double activité sur le secteur des pêches et de l'élevage à terre. La mission n'a pas eu connaissance de son budget propre, et a procédé à une évaluation de l'ordre de grandeur affectable à la pêche (45 %), en tenant compte de la réduction actuelle de ses interventions sur le secteur des produits carnés. La mission a recueilli le chiffre du BGF des services transversaux du MIPARH, mais pas celui de la masse salariale et a donc également estimé un ordre de grandeur des ressources concernées.

L'évaluation globale aboutit donc à un ordre de grandeur de 1,3 milliards de FCFA dont 44 % sont consacrés à la masse salariale. En euros, la masse salariale est de 0,853 millions € contre 1,086 millions € pour le total Fonctionnement + Investissements, soit une dépense publique totale évaluée à 1,938 millions € pour le secteur des pêches comme le montre le tableau précédent.

A ces flux il conviendrait d'ajouter ceux du Centre de Recherches Océanographiques pour lequel la dotation budgétaire nationale hors aide extérieure s'établit à 1,1 milliards de FCFA (1,7 M€), à raison d'une répartition d'environ 50/50 entre BGF et BSIE. Le total des dépenses publiques ivoiriennes en faveur du secteur de la pêche avoisinerait donc 2,5 milliards de FCFA soit à peu près 3,8 millions €.

3.3.2. Autres ressources

L'activité des bailleurs de fonds dans le domaine de la pêche s'est considérablement réduite. Avec les contreparties financières de l'accord de pêche, l'Union Européenne est aujourd'hui le bailleur de fonds majoritairement présent dans le secteur. La nature de ces actions est détaillée dans la section suivante de ce rapport d'évaluation.

Hormis un reliquat non significatif de la coopération bilatérale belge portant sur la pisciculture continentale, le seul autre bailleur de fonds encore présent est la FAO, encore que le terme de bailleur de fonds soit en partie inexact pour cette structure qui en général n'apporte pas des fonds mais qui fournit une prestation ou une expertise technique. La FAO aurait apporté en 2005 une prestation / expertise technique valant 228 millions de FCFA (350 K€) sur le « Programme des Moyens d'Existences Durables dans la Pêche (PMEDP) » programme lié à l'enquête cadre et à l'établissement des profils de pauvreté dans le sous-secteur de la pêche artisanale.

3.4. Les ressources financières liées au protocole d'accord

3.4.1. Présentation d'ensemble

Le protocole d'accord de pêche prévoit que l'intégralité de la compensation financière de base (les 1 065 000 € par an) soit réservée au développement du secteur de la pêche, avec un découpage en quatre grandes composantes incluant suivant les termes exacts du protocole :

- financement des programmes scientifiques, y compris la réalisation d'une campagne de chalutage effectuée par un bateau océanographique et destinés à améliorer les connaissances halieutiques et biologiques concernant les zones de pêche de la Côte d'Ivoire : **200 000 €.**
- appui au suivi, au contrôle et à la surveillance des pêches, y compris la mise en place d'un système de surveillance par satellite des navires de pêches (VMS) et cela avant la fin de la deuxième année de la validité de ce protocole : **280 000 €.**
- amélioration des statistiques des pêches : **100 000 €.**
- appui au ministère de la production animale et des ressources halieutiques de la Côte d'Ivoire pour la formulation et la mise en œuvre des politiques et stratégies du développement des pêches : **485 000 €.**

Le détail de la programmation pluriannuelle des actions ciblées a été ensuite validé en Commission Mixte en mars 2005. Il est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 9 : Détail de la programmation des actions ciblées du protocole d'accord.

en Euros	2004/2005	2005/2006	2006/2007	TOTAL
1. Programme scientifique	200 000	200 000	200 000	600 000
Campagnes d'évaluation des stocks	84 000	84 000	150 000	318 000
Suivi environnemental des lagunes ivoiriennes	36 000	36 000	10 000	82 000
Mise en place d'un observatoire des pêches	30 000	30 000	15 000	75 000
Évaluation et suivi halieutique des plans d'eaux continentaux	50 000	50 000	25 000	125 000
2. Appui au suivi, contrôle et surveillance	280 000	280 000	280 000	840 000
Appui à la Marine Nationale	150 000	150 000	150 000	450 000
Acquisition du système de surveillance (VMS)	100 000			100 000
Fonctionnement du système VMS		100 000	100 000	200 000
Cellule de Coordination	30 000	30 000	30 000	90 000
3. Amélioration statistiques de pêche	100 000	100 000	100 000	300 000
Appui aux centres de collecte et de traitement	0	100 000	70 000	170 000
Équipement et infrastructures	100 000	0	30 000	130 000
4. Appui au ministère formulation et mise en œuvre politique des pêches	485 000	485 000	485 000	1 455 000
Appui institutionnel	150 000	150 000	150 000	450 000
Contribution aux organisations internationales	35 000	35 000	35 000	105 000
Participation aux conférences et séminaires / Représentation du département ministériel à l'étranger	100 000	100 000	100 000	300 000
Appui à la formation	50 000	50 000	50 000	150 000
Appui à la formulation des politiques et stratégies de développement	90 000	90 000	90 000	270 000
Structuration du milieu professionnel et appui aux communautés riveraines des plans d'eau	40 000	30 000	30 000	100 000
Débarcadères lagunaires (réhabilitation et construction)	20 000	30 000	30 000	80 000
TOTAL PRIORITES	1 065 000	1 065 000	1 065 000	3 195 000

En plus du financement des actions ciblées, la Côte d'Ivoire perçoit les redevances payées par les armateurs européens, et le cas échéant, les paiements additionnels que déclenchent des captures de thonidés au-delà des seuils définis par le protocole.

3.4.2. Organisation nationale pour utiliser ces ressources

Les contreparties financières de l'accord de pêche sont versées sur un compte bancaire ouvert dans les livres d'une banque commerciale de la place, la BIAO. Ceci avait été demandé à l'Union Européenne en son temps pour préserver la souplesse et la rapidité de mobilisation de ces fonds, car, malgré le fait qu'il n'y ait pas antinomie entre le principe d'universalité du Trésor Public et le caractère affecté de cette ressource financière (inscription budgétaire / loi de finances), sa mobilisation par le SYGCFIP (Système de Gestion Centralisée des Finances Publiques) est lourde et lente.

Par contre les redevances payées par les armateurs sont versées dans les comptes du Trésor Public. En fin d'exercice budgétaire, il semble que 80 % de ce cumul, voire sa totalité est rétrocédé en tant que dotation budgétaire complémentaire du MIPARH (au titre du BGF). Au cours des trois années passées, les montants totaux versés n'ont jamais excédé 150 à 200 millions de FCFA.

Le Ministre des Pêches est donc ordonnateur des dépenses. Le compte bancaire fonctionne avec obligation de 2 signatures sur les 3 signatures enregistrées (Ministre de la production Animale et des Ressources Halieutiques, Directeur des Affaires Administratives et Financières, Conseiller Technique Pêche), celle du DAAF étant obligatoire.

En début d'exercice, l'ensemble des structures du MIPARH et des structures externes concernées par les actions ciblées de l'accord de pêche (le CRO par exemple, Centre de Recherches Océanologiques) effectuent le recensement des besoins nécessaires à l'exécution des actions ciblées et transmettent ces états au Cabinet du Ministre et à la DAAF. Le cabinet du MIPARH, la DAAF et la DPH (Direction de la Production Halieutique) effectuent ensuite un arbitrage selon les priorités à respecter, et le projet final

d'exécution budgétaire des actions ciblées est soumis à l'approbation du Ministre de tutelle. Pour la mise en œuvre, la DAAF procède ensuite à une consultation restreinte après des fournisseurs et prestataires de services, et procède au règlement au vu de la facture définitive et du bon de livraison. Compte tenu de la rigidité du SYGCFIP, comportant a minima 3 étapes verrouillées sur le plan institutionnel et informatique (demande d'engagement de la dépense sur BGF, engagement de la dépense, ordonnancement et liquidation de la dépense), on peut être certain de l'unicité de la mobilisation des fonds de l'accord de pêche pour le règlement des dépenses afférentes aux actions ciblées.

3.4.3. Réalisation des actions ciblées

Remarque générale : les deux derniers rapports d'activités⁷ décrivant l'exécution technique et financière des priorités ciblées de l'accord (2004/2005 et 2005/2006) ont été établis principalement par la DAAF du MIPARH, et les services techniques ont été insuffisamment sollicités pour compléter les parties techniques. Cela n'en facilite pas la compréhension, et rend parfois certaines parties équivoques au détriment de la bonne foi de la partie ivoirienne.

L'analyse des Rapports d'activité 2004/2005 et 2005/2006 et l'exécution financière des deux premières années du Protocole 2004-2007 tels que présentés par le Ministère permettent d'établir le tableau suivant :

Tableau 10 : Exécution financière des actions ciblées. Source : MIPARH

Composante	Dotation annuelle	Rapport d'exécution 2004/2005			Rapport d'exécution 2005/2006		
		Exécution	Taux	Solde	Exécution	Taux	Solde
Appui scientifique	200 000	200 000	100 %	0	265 000	133 %	- 65 000
Appui au SCS	280 000	279 065	100 %	935	214 610	77 %	65 390
Statistiques	100 000	99 830	100 %	170	99 989	100 %	11
Appui au Ministère	485 000	484 847	100 %	153	484 700	100 %	300
TOTAL	1 065 000	1 063 742	100 %	1 258	1064 299	100 %	701

La totalité des priorités ciblées est exécutée financièrement pour chaque année du protocole. Le transfert financier réalisé en seconde année entre les composantes appui scientifique et appui au SCS est sans doute non autorisé car contraire aux dispositions arrêtées dans le protocole. Il avait déjà été signalé ce problème à la partie ivoirienne sur la réalisation du protocole précédent 2000/2003 et extension 2004. L'analyse de la réalisation des priorités ciblées par composante du protocole est donnée ci-après.

➤ La composante appui scientifique

Les dotations effectuées

La dotation 2004/2005 de 200.000 € a été utilisée à 100%. Celle de 2005/2006, dépasse le montant prévu de 200 000 € d'une somme de 65 000 € et serait donc utilisée à 133 %. La réalité financière de la dotation financière 2005/2006 est plus complexe : elle est en fait décomposée en 3 temps correspondant à des actions séparées :

- 170 000 € seulement ont été virés dans un premier temps au CRO, car il était entendu entre la DPH et le CRO, que la mise en place de l'observatoire des pêches était une action conjointe entre

⁷ Rapport biennuel d'activités 2004-2006 sur la mise en œuvre des actions prévues à l'article 4 du protocole d'accord 2004-2007, Accord de Pêche UE / République de Côte d'Ivoire, MIPARH.

les deux structures, la dotation de 30 000 € correspondante étant versée la première année du protocole 2004/2005 au CRO, la seconde année 2005/2006 à la DPH.

- Pour faire face aux besoins suscités par l'apparition de la marée noire, il a été demandé au CRO d'effectuer des compléments de campagne et de prélèvements : pour cela une dotation de 95 000 € a été mobilisée par le ministère sur le budget des actions ciblées composée de deux termes : les 30 000 € de l'observatoire des pêches rétrocédé par la DPH au CRO, auxquels ont été ajoutés 65 000 € ponctionnés sur la surveillance des pêches.

Cette action de surveillance de la marée noire a été effectuée par plusieurs services, dont le CRO, et a été décidée par le comité interministériel conjoint dont le Ministère de l'Environnement et le MIPARH assurent la présidence conjointe.

Les résultats

Le rapport d'activité du CRO « *Rapport d'activités 2004/2005 : Evaluation des ressources aquatiques & suivi des activités de pêche sur les lagunes Novembre 2005, CRO* » précise que trois campagnes d'évaluations des stocks ont été effectuées, dont deux par le FRITJOF NANSEN (mai 2004 et mai 2005), et une dans le cadre de l'accord avec le PRESIDENT LANSANA CONTE (bateau océanographique de la Guinée) en avril 2005. Les campagnes antérieures avaient eu lieu en 1999, 2000, 2002. Un budget pour une campagne en septembre/octobre 2006 vient d'être soumise au MIPARH par le CRO.

Pour la mission il ne semble pas y avoir eu de réalisation concrète de la première tranche de travaux de l'Observatoire des Pêches sur 2004/2005, tranche dévolue au CRO, à moins que l'on considère que les travaux sur la pêche thonière en fassent partie, et pour lesquels les résultats existent : « *Rapport d'activités 2003/2005, Observatoire Thonier d'Abidjan, CRO, novembre 2005* ». L'utilisation de la seconde tranche de dotation budgétaire pour l'observatoire des pêches a été précisée au § précédent.

Pour les activités de recherche et suivi environnement lagunaire, la mission a constaté l'existence d'au moins un document restituant des résultats : « *Caractérisation de la faune aquatique des lacs de retenue, des fleuves et des rivières de Côte d'Ivoire : diversité biologique et conservation* » - Rapport 2004 – Laboratoire d'Hydrobiologie – UFR Biosciences – Université de Cocody Abidjan ». Par contre i) ces résultats ne couvrent pas la période budgétaire 2004/2006 et ii) il est difficile de départager les actions menées et la répartition des dotations budgétaires entre le CRO et le Laboratoire d'Hydrobiologie de l'Université de Cocody d'Abidjan.

➤ La composante Suivi, contrôle et surveillance

Les dotations effectuées

La dotation 2004/2005 a été utilisée à 100 %. Celle de 2005/2006 à 77 %. Elles se décomposent de la façon suivante :

Appui à la Marine Nationale (150.000 € / an) : en 2004/2005, la marine nationale a reçu 91 500 € avec lesquels elle a monté une cellule VMS, et télécommunications radio classiques. La mission a recueilli l'inventaire des acquisitions en radios, ordinateur, réfection du local. Par ailleurs, le rapport d'activités mentionne que 57 900 € ont été dépensés en 2004/2005 carburant entretien des unités hors bord du MIPARH pour effectuer des missions de surveillance des pêches en milieu lagunaire et continental.

Pour la deuxième année du protocole 2005/2006, la Marine Nationale n'a rien reçu. 50 000 € ont également été dépensés en 2005/2006 carburant entretien des unités hors bord du MIPARH pour effectuer des missions de surveillance des pêches en milieu lagunaire et continental. 100 000 € ont été provisionnés, mais non exécutés, pour contractualiser quelques missions de surveillance des pêches. Des contacts ont été pris par le ministère avec une société Sud Africaine.

Acquisition et fonctionnement du Système VMS (100.000 € / an) : 100 000 € ont été dépensés en termes d'investissement en 2004/2005 et 35 000 € ont été dépensés en termes de fonctionnement sur

2005/2006. Le reliquat, soit 65 000 €, de la dotation budgétaire prévue de 100 000 € a été transféré sur l'appui scientifique dans le cadre du suivi de la marée noire, ce qui explique un taux d'exécution global de cette composante de seulement 77 %.

Cellule de coordination (30 000 € / an) : la dotation budgétaire prévue a été exécutée chaque année en termes de travaux de réhabilitation, équipement, fonctionnement et formation des observateurs.

Les résultats

Avec la dotation annuelle programmée approuvée lors de la commission mixte de 2005, il semble pour la mission que l'administration de tutelle de la Côte d'Ivoire a fait réaliser ce qui était faisable avec les moyens à disposition, c'est-à-dire l'installation d'un Vessel Monitoring System (VMS) avec trois sites en émission réception, dont deux cellules de coordination, l'une à la Marine nationale et l'autre à la Direction des Productions Halieutiques (il y aurait deux cellules de coordination, du moins c'est ce que la mission a compris). Elle a constaté sur place l'existence des locaux et équipements mis à disposition à la base de la Marine Nationale à Locodjoro, à la Direction des Pêches et au Ministère, et elle a constaté que les cadres de la Marine et de la Direction des Pêches ont été formés sur les logiciels spécifiques correspondants.

Par ailleurs, il lui a été rapporté que i) d'une part, deux navires pilotes ont été équipés de balises ii) d'autre part après avoir travaillé et été formé sur les versions d'évaluation, les commandes des logiciels sont en cours. Par ailleurs les armateurs nationaux se sont déclarés prêts à équiper leurs navires, et ont confirmé à la mission leur accord de principe sur ce point, mais en sous-entendant que le prix des balises serait inclus dans le coût de la licence annuelle, clause qui n'est sans doute pas encore entérinée par l'administration.

➤ La composante appui aux statistiques

Les dotations effectuées

La dotation 2004/2005 de 100 000 € a été entièrement exécutée et a permis de doter le Centre de Collecte et de Traitement avec une voiture, 15 motos et 6 ordinateurs. La dotation 2005/2006 du même montant était prévue pour le fonctionnement du Centre : elle a été exécutée entièrement également et a en fait été utilisée pour le renforcement des capacités et des équipements

Les résultats

L'annuaire statistique des données 2004, établi au cours de l'année 2005, est disponible et a été recueilli par la mission. L'annuaire statistique des données 2005, à établir au cours du premier semestre 2006, présente un léger retard dans son établissement, retard du en partie à celui des opérateurs privés dans la fourniture des informations. La mission a recueilli quelques éléments fragmentaires.

➤ La composante appui au Ministère pour la formulation et la mise en œuvre des politiques des pêches

Cette composante est la plus conséquent financièrement et devait permettre d'assurer la mise en place d'une politique sectorielle de la pêche sur la base de sept domaines d'intervention différents. Sept lignes budgétaires différentes ont donc été programmées :

- **Appui institutionnel (150.000 € / an)** : la totalité des dotations 2004/2005 et 2005/2006 a été exécutée à 100%. Hormis 18 000 € consacrés aux honoraires d'experts pour le plan directeur de la pêche et de l'aquaculture, 21 026 € pour la réhabilitation des bureaux de pêche, et 15 366 € pour les contrats de gardiennage, quasiment toute la dotation a été exécutée sous forme d'achat de véhicules, d'entretien réparation et de carburant : soit respectivement 65 %, 3 % 14 % de la dotation bisannuelle.

- **Contributions aux organisations internationales (35.000 € / an)** : les dotations 2004/2005 et 2005/2006 ont été respectivement exécutées à 97 % et à 86 %, les variations enregistrées reflétant celles des montants des cotisations.
- **Participation aux réunions (100.000 € / an)** : les dotations 2004/2005 et 2005/2006 ont été respectivement exécutées à 100 % et à 104 %. Le dépassement du budget est de 4 % sur une somme totale de 200.000 € sur les deux années.
- **Appui à la formation (50 000 € / an)** : la totalité des dotations 2004/2005 et 2005/2006 a été exécutée à 100%, à 1 % près sur le montant total des deux années.
- **Structuration et formulation du programme d'appui aux communautés riveraines (40.000 € 2004/2005, 30.000 € en 2005/2006)** : la totalité des dotations 2004/2005 et 2005/2006 a été exécutée à 100%, à 1 % près sur le montant total des deux années.
- **Réhabilitation et construction de débarcadères (20.000 € en 2004/2005 et 30.000 € en 2005/2006)** : la totalité des dotations 2004/2005 et 2005/2006 a été exécutée à 100%, à 1 % près sur le montant total des deux années.
- **Appui à la formulation des politiques et stratégies de développement (90.000 €/ par an)** : la totalité des dotations 2004/2005 et 2005/2006 a été exécutée à 100%, à 1 % près sur le montant total des deux années.

Les résultats

Appui institutionnel (150.000 € / an) : comme on peut le constater dans les dotations effectuées, l'essentiel du résultat de cet appui institutionnel consiste en équipement en matériel roulant. Or les objectifs de cette dotation visaient à élaborer :

- Un Plan Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture actualisé,
- Un Plan d'Actions Annuel
- Un guide de suivi et évaluations

En tout et pour tout, la mission a recueilli les actes de l'atelier de validation qui s'est tenu du 9 au 10 novembre 2005 à Abidjan pour la finalisation des deux parties de l'étude intitulée « Etude prospective pour la relance du secteur de la pêche et de l'aquaculture : bilan diagnostic et prospectives ». C'est bien peu par rapport au programme annoncé, et la préférence de la gestion précédente du ministère pour l'achat de véhicules au détriment de l'établissement réel d'une politique sectorielle, est regrettable.

Contributions aux organisations internationales (35.000 € / an) : les contributions annuelles aux organisations internationales sont payées. Il s'agit de l'ICCAT et la CBI, organisations pour les sessions desquelles la Côte d'Ivoire est toujours présente.

Participation aux réunions (100.000 € / an) : la participation aux réunions des organisations internationales a été assurée naturellement aux réunions de l'ICCAT, à la CBI mais aussi aux réunions plénières de la FAO, et au processus de construction de la COMHAFAT. La mission a recueilli le listing de l'ensemble des missions du MIPARH approuvées au conseil des ministres, et validées avec les cadres du MIPARH comme étant financées par les contreparties de l'accord de pêche. Celles-ci ont une durée et une composition variable ; sur la période concernée par le protocole, elle a noté le nombre de mission suivantes : FAO (4), ICCAT (3), Salon International de l'Agriculture (3), Commission mixte UE/RCI (2), CBI (2), COMHAFAT (6).

Appui à la formation (50 000 € / an) : la dotation budgétaire de la première année du protocole a permis la formation de trois capitaines de pêche à l'Académie de la mer d'Abidjan. Le rapport comporte une erreur pour la deuxième année d'exécution, au cours de laquelle il n'y a pas eu de formation de nouveaux capitaines. Par ailleurs l'appui à la formation peut se faire à l'international comme sur le plan national. La mission a validé avec la DPH sur le même listing que précédemment trois actions de formation financées par les contreparties de l'accord de pêche. Enfin d'autres actions de formation sur le plan national ne nécessitent pas une approbation en conseil des ministres.

Structuration et formulation du programme d'appui aux communautés riveraines (40.000 € 2004/2005, 30.000 € en 2005/2006) : la mission a recueilli les termes de référence de « L'étude du profil de pauvreté dans les communautés des pêcheurs riveraines des plans d'eau » ainsi que la proposition technique et financière des consultants nationaux retenus pour exécuter les travaux. À ce jour, il n'y pas de résultats disponibles, ni en termes de rapport définitif ni en termes de rapport intermédiaire, ce qui paraît curieux au regard de la date de la proposition effectuée par les consultants : juin 2003. Par ailleurs le rapport biannuel d'activités 2004/2006 indique que i) pour la première année du protocole, une étude sur le poids du secteur de la pêche dans l'économie nationale a été diligentée ii) pour la seconde année du protocole, une actualisation du plan directeur du secteur de la pêche et le recensement général des pêcheurs ont été effectués sur cette ligne budgétaire. La mission n'a pu recueillir aucun de ces trois documents.

Réhabilitation et construction de débarcadères (20.000 € en 2004/2005 et 30.000 € en 2005/2006) : sur les deux années d'exécution, le rapport indique que : i) le débarcadère d'Adiaké a été réhabilité et agrandi ii) que ceux d'Azuretti, de Mondoukou et du quartier phare de Bassam ont été améliorés.

Appui à la formulation des politiques et stratégies de développement (90.000 €/ par an) : selon le rapport d'activités, le total de 180.000 € sur les deux années aurait permis de construire trois autres débarcadères et de donner des subventions aux Organisations Professionnelles pour l'achat d'équipement de pêche. La liste des coopératives bénéficiaires de subventions n'a pas pu être recueillie par la mission. La mission a également recueilli un projet de contrat de prestations de services entre le MIPARH et un groupe d'experts nationaux sur la réalisation d'une enquête cadre dans le sous-secteur de la pêche artisanale, dont les résultats auraient du servir de plate-forme de travail pour l'établissement d'une politique sectorielle de la pêche artisanale. Apparemment il n'y pas encore de résultats disponibles, mais le délai de réalisation est inconnu, le projet de contrat n'étant pas daté.

Ce résultat est quelque peu décevant par rapport aux ambitions des objectifs de la programmation initiale qui prévoyait la formulation d'une politique sectorielle pour les sous secteurs des pêches artisanales et l'établissement d'un dossier de lutte contre la pauvreté, dossiers qui constituaient une bonne plateforme avec les travaux du Ministère du Plan et du Développement.

3.5. Zoom sur quelques fonctions institutionnelles clés

3.5.1. Le contrôle sanitaire à l'exportation

Le décret de mars 2006 ne le précise pas, mais la Direction des Services Vétérinaires est l'Autorité Compétente au sens de la définition de l'Union Européenne. La décision 2005/514/CE de la Commission du 13 juillet 2005 modifiant la décision 96/609/CE fixant les conditions particulières d'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture originaires de la Côte d'Ivoire, en ce qui concerne l'autorité compétente et le modèle de certificat sanitaire, reconnaît expressément dans son Article 1 que : « *Le ministère de la production animale et des ressources halieutiques – direction des services vétérinaires et de la qualité est l'autorité compétente en Côte d'Ivoire pour vérifier et certifier la conformité des produits de la pêche et de l'aquaculture avec les exigences de la directive 91/493/CEE.* ».

La dernière mission européenne de contrôle sanitaire des produits de la pêche en Côte d'Ivoire remonte à février-mars 1996, soit il y a un peu plus de 10 ans. De nombreux changements ont eu lieu depuis, tant sur le nombre d'entreprises bénéficiant d'un agrément à l'export que sur la mise en application des autocontrôles au sein des entreprises. En 2006, seules cinq entreprises sont agréées à l'export, dont les trois conserveries de thon de la Côte d'Ivoire. Les autres entreprises, notamment celles qui sont réputées autorisées à exporter suivant l'annexe à la Décision 96/609/CE, ne bénéficient que d'agréments provisoires.

Consciente de cette évolution et des problématiques en suspens, la DSV avait établi en son temps un dossier de requête de financement solidement argumenté dans le cadre du programme *Strengthening Fishery Products Health Conditions in ACP/OCT Countries* (ci-après programme SFP) financé par la Commission européenne sous le 8^{ème} FED, qui n'a malheureusement pas été agréé en raison des événements sociopolitiques du pays ; le Bénin ou le Cameroun a été retenu en lieu et place de la Côte d'Ivoire.

Par la suite, la DSV a fait procéder en 2005 à un audit sanitaire mené par l'ONUDI de façon indépendante et sans complaisance. Les résultats principaux de cet audit ont mis plus particulièrement en exergue des problèmes relatifs à :

- l'évaluation des contrôles officiels et des autocontrôles ;
- la législation et la réglementation spécifiques aux produits de pêche;
- la formation, la sensibilisation et la mise à niveau des connaissances des différents acteurs ;
- des cas de non conformité à la norme technique ISO/CEI 17025 concernant les laboratoires d'étalonnage et d'essais ;
- des cas de non conformité aux normes techniques et sanitaires en vigueur, de non maîtrise des points critiques et des insuffisances au niveau des autocontrôles internes ;
- la non-conformité de la halle à marée du port de pêche d'Abidjan ;
- la surveillance des résidus de contaminants dans les produits de pêche ;
- la dotation des services et des laboratoires en équipements et matériels adéquats ;
- la conformité des établissements et sites aux exigences sanitaires requises, etc.

L'audit a également recommandé :

- La formalisation par l'Etat d'un programme de mise aux normes sanitaires requises de toutes les infrastructures, toutes les installations et tous les établissements de manipulation des produits de pêche de la filière halieutique sur toute l'étendue du territoire.
- Un niveau de financement approprié du contrôle officiel qui demeure une mission de service public.
- La création d'une institution unique d'inspection en vue d'optimiser l'utilisation des rares ressources disponibles d'une part et d'assurer une meilleure coordination des activités de contrôle officiel d'autre part.

Malgré l'aspect significatif des faiblesses diagnostiquées, les opérateurs privés rencontrés ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis du sérieux et de la qualité des services de l'Autorité Compétente (la DSV) et de ceux du Laboratoire de Référence, le LANADA⁸.

Cependant les séances de travail avec le LANADA ont montré que, s'ils étaient satisfaits de leurs prestations pour l'assurance qualité à l'export des produits, les responsables de la structure déploraient sur le plan national un certain manque de moyens pour garantir la sécurité alimentaire des populations, en particulier celles de l'intérieur. Les cadres de la DSV, comme ceux de la plupart des Directions opérationnelles du MIPARH ont, quant à eux, souligné le manque de moyens humains et surtout matériels. Conscientes de l'importance de l'enjeu, les autorités ont soumis une nouvelle requête au programme SFP, adoptée en juillet 2006, pour une évaluation du dispositif de contrôle. Les experts du programme SFP devraient pouvoir intervenir d'ici la fin de l'année 2006.

En termes de perspectives, la prochaine mission de l'OAV est officiellement programmée pour la seconde moitié de 2006 : cette mission devrait permettre i) de confirmer et de valider le bilan diagnostic de l'ONUDI ii) de consolider les recommandations énoncées iii) d'inclure la prise en compte de l'ensemble de ces recommandations dans un projet de requête d'intervention auprès du programme SFP de la

⁸ En revanche quelques critiques ont été formulées de façon rémanente à l'encontre des agents des PIF de l'Union Européenne (Postes d'Inspection Frontaliers).

Commission, en sachant que les grandes lignes directrices vont peu changer, mais que des correctifs doivent être apportés (en fonction des effets de crise, de la partition du territoire, etc...).

3.5.2. Suivi, Contrôle et Surveillance des pêches

Situation actuelle

Dans les attributions du MIPARH définies par le décret de janvier 2006, il est spécifié nommément « sa participation au contrôle et à la surveillance de la pêche dans la zone économique exclusive ». Cette fonction est nettement plus explicitée dans les tâches dévolues à la DPH par le décret 2006-35 du 08 mars 2006 en posant clairement cette direction comme centre de la coordination des moyens nationaux en matière de surveillance des pêche :

- ...
- Proposer la réglementation en matière de pêches maritime, lagunaire, continentale, et d'aquaculture et suivre son application
- Participer à la lutte contre la pêche illicite en coordonnant toutes les actions de surveillance des eaux en liaison avec les services techniques du Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts et du Ministère des Transports.
- Promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques
- ...
- Veiller à la mise en œuvre des accords et des conventions relatifs aux activités de pêche
- ...

Il y a moins d'imprécision institutionnelle que dans les décrets des gouvernements précédents ; on ne peut que regretter toutefois qu'il ne soit pas fait mention du Ministère de la Marine dans la liaison avec les autres départements de l'Etat car ce sont les Forces Armées qui disposent de l'essentiel des moyens d'intervention sur zone (navires, aéronefs). La Marine Nationale dispose notamment de quatre patrouilleurs de surveillance (27 à 40 mètres) dont un seul est opérationnel, les autres ayant besoin de réparations. La flottille de hors bords a aussi besoin d'une révision complète et ils sont tous non opérationnels. Actuellement, rien n'est prévu pour ces réparations par manque de moyens financiers et à cause de l'embargo qui interdit à la Côte d'Ivoire d'importer du matériel à usage militaire.

Il est clair que le seul département qui a les moyens d'assurer la conduite, le gardiennage et l'entretien d'un navire de surveillance est celui de la Marine Nationale, ce qui n'est pas incompatible avec la désignation du MIPARH comme coordonnateur national. Or la situation sous embargo de la Côte d'Ivoire n'autorise pas l'importation des pièces détachées nécessaires et donc la remise en état des unités actuelles. Il n'y a donc plus physiquement de surveillance de pêches en Côte d'Ivoire depuis 2004. Le ministère de tutelle de la pêche a songé à la contractualisation de cette fonction avec des prestataires étrangers qui fourniraient les instruments logistiques (navires en contrat d'affrètement) et qui seraient placés sous tutelle des officiers de la marine nationale pour les opérations en mer et les arraisonnements, car ce sont les seuls agents de l'Etat, avec les administrateurs des Affaires Maritimes, mandatés pour cela. Ce projet de contractualisation est mal perçu par les autres départements, qui y voient un précédent pour la contractualisation de missions d'autres départements (douanes, environnement) et donc une dispersion des moyens humains, matériels et financiers dans une période de disette budgétaire.

Suite à l'abandon par la coopération espagnole depuis 2002 du « Projet de contrôle et de surveillance des navires de pêche dans la Zone Economique Exclusive de la Côte d'Ivoire », la Marine Nationale a effectué de façon ponctuelle jusqu'à fin 2004 des missions de surveillance des pêches qui peuvent se révéler efficaces et surtout dissuasives en montrant une présence en mer.

La période 2004/2007 a été mise à profit pour l'installation et la mise en opération d'un système VMS (« Vessel Monitoring System ») sur financement de la contrepartie de l'accord de pêche avec la CE. Suivant les indications reçues, le système reste au stade de pilote avec l'acquisition de deux balises et la mise en place de trois écrans de suivi (dont le répéteur principal installé à l'Etat major de la Marine

Nationale). Avant que le VMS ne devienne pleinement opérationnel, il faut *i)* que l'équipement logiciel soit terminé, *ii)* qu'un décret rende obligatoire l'émission de positions à intervalles réguliers pour certains types de navires, et *iii)* qu'un compromis soit trouvé avec les armateurs nationaux concernés pour le financement des balises et des charges de transmission des données. Concernant l'envoi de position VMS par les navires européens sous accord aux autorités de la Côte d'Ivoire, il est probablement nécessaire d'attendre que le point *ii)* ci-dessus soit réalisé afin que le suivi des flottes européennes s'inscrive dans un cadre non-discriminatoire.

Bilan

Malgré les progrès certains réalisés par la Côte d'Ivoire sur la période 2004/2006, la surveillance des pêches reste encore un point faible du dispositif institutionnel de la Côte d'Ivoire. La faiblesse du dispositif de contrôle ne permet pas de réprimer les comportements délictueux en matière de pratiques de pêche dans la ZEE, et en particulier de la part des flottes IUU sur lesquelles se focalise l'action internationale et celle de la Communauté en particulier. Les recommandations faites lors d'une mission spécifique en 2004 sont toujours d'actualité :

- Le contrôle des pêches doit impérativement trouver rapidement un début de mise en œuvre en Côte d'Ivoire afin d'enclencher un processus de structuration des Administrations concernées autour d'un projet;
- Avant de rentrer dans une logique d'acquisition de moyens, il est essentiel de considérer une logique de structuration juridique, administrative, organisationnelle et technique préalable à la mise en œuvre de moyens de surveillance.
- l'ensemble du dispositif ivoirien de surveillance des pêches est à construire. Les actions à entreprendre sont nombreuses en terme d'organisation administrative, d'acquisition de matériels, de formation et de redéfinition du cadre juridique de l'exercice de la pêche dans les eaux sous juridiction ivoirienne.
- La tâche de SCS elle-même n'est pas énorme compte tenu de la surface utile à surveiller en priorité et qui peut se limiter dans un premier temps à la bande des 15 premiers milles (le plateau continental) sur un linéaire de côte de 500 km.
- Parallèlement à l'acquisition graduelle de matériels, les autorités ivoiriennes doivent initier un mouvement important de structuration permettant à ce dispositif de monter en puissance.

A la décharge des Autorités, il faut cependant relever que la période en cours n'a pas été propice à la remise à plat du dispositif. La situation politique intérieure fait que les moyens de l'Etat sont mobilisés sur des problématiques différentes. Il faudra probablement attendre la résolution du conflit intérieur actuel pour que des actions concrètes en faveur du suivi, contrôle et surveillance des pêcheries puissent être entreprises.

3.5.3. La recherche halieutique

Depuis 2004, il n'y a pas eu de modification significative dans l'organisation, les missions et les activités du Centre de Recherches Océanologiques, qui est la structure mandatée par l'Etat en matière de recherche halieutique.

Positionnement institutionnel

La recherche halieutique en Côte d'Ivoire est principalement du ressort du Centre de Recherches Océanologiques (CRO). Cet Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) a été créé par le décret n°91-646 du 9 octobre 1991 qui définit également ses attributions, son organisation et son fonctionnement. La tutelle administrative et technique est exercée par le ministre chargé de la recherche scientifique (article 4 du décret), qui préside la Commission Consultative de Gestion à laquelle rend compte le Directeur du CRO : celui-ci a rang de Directeur d'administration centrale. Le CRO dispose

également d'un Conseil Scientifique chargé d'assister le Directeur sur les orientations et l'élaboration des programmes de recherche (titre V article 17).

Est actuellement en cours de traitement administratif un projet de décret modificatif du précédent dont l'article 2 précise que «Le présent décret redéfinit les attributions, l'organisation et le fonctionnement du CRO... ». Par contre ce projet de décret ne modifie pas la tutelle de la structure.

Missions

Les missions du Centre de Recherches Océanologiques concernent :

- « la connaissance de l'environnement aquatique en vue de sa préservation et sa protection, et
- la mise en œuvre d'une exploitation et d'une gestion rationnelles des ressources aquatiques. »

Il est chargé :

- « de promouvoir toute technologie et dispositif qui concourent au développement par la valorisation du milieu aquatique ;
- d'assurer l'information scientifique et technique dans les différents milieux sociaux, professionnels et culturels concernés ;
- de contribuer à la formation à la recherche et par la recherche ;
- de réaliser pour le bénéfice des partenaires extérieurs publics ou privés, des recherches, des productions, des expertises ou des conseils dans les domaines de sa compétence. »

En plus de sa mission de recherche, le CRO a une mission de fournisseur d'avis aux Ministères techniques, notamment le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques.

Le CRO est placé sous le contrôle et l'autorité d'une Commission Consultative de Gestion qui a pour rôle de suivre la bonne exécution des missions qui lui sont confiées ; et est présidé par le Ministre de la Recherche Scientifique (Ministre de tutelle) ou son représentant. Il est doté d'un Conseil Scientifique qui contrôle la qualité scientifique des activités ainsi que le niveau de réalisation des programmes.

Le Directeur du CRO est l'ordonnateur principal du Centre. Il est le seul habilité à effectuer les opérations nécessaires à l'émission des titres de recettes et à l'ordonnancement des engagements de dépenses. La Direction comprend deux Sous Directions : la Sous Direction de l'Administration et des Finances et la Sous Direction de la Recherche. La Sous Direction de l'Administration et des Finances est chargée de la gestion du personnel, de la comptabilité administrative, des commandes, de l'entretien des locaux et du matériel. La Sous Direction de la Recherche gère les départements scientifiques et techniques. Il y a quatre Départements scientifiques :

- Environnement (DE),
- Ressources Aquatiques Vivantes (DRAV),
- Aquaculture (DA),
- Information Scientifique et Technique (DIST),

Budget

Le financement du CRO est assuré par la dotation de l'Etat et par des ressources extérieures. La dotation budgétaire nationale hors aide extérieure s'établit à 1,1 milliards de FCFA, à raison d'une répartition d'environ 50/50 entre BGF et BSIE. La dotation de l'Etat représente l'essentiel du budget du CRO, mais la mission n'a pas pu recueillir le montant global des ressources extérieures hors Union Européenne. Les bribes d'informations communiquées par la suite indiquent qu'elles seraient faibles.

Compte tenu du fait que le nouveau directeur du CRO est également professeur au Laboratoire d'Hydrobiologie de l'Université de Cocody d'Abidjan une partie des flux financiers du CRO serait mobilisée en faveur de cette structure.

Personnel du CRO

La liste nominative du personnel fonctionnaire du CRO au 13/03/2006 comporte 13 chercheurs, 32 techniciens supérieurs, 25 administratifs. Alors que c'est loin d'être le cas pour les techniciens supérieurs, environ la moitié des chercheurs du CRO, six chercheurs sur 13, a atteint ou va atteindre sous deux ans trente années de service, durée de travail qui conditionne le départ à la retraite dans la fonction publique ivoirienne. Ceci fait craindre dans un avenir à court terme une insuffisance d'effectifs pour couvrir les besoins de la recherche halieutique nationale car le remplacement des cadres partant en retraite n'est pas assuré.

L'équipe de l'Observatoire thonier ne bénéficie plus actuellement que de la présence du technicien supérieur CRO, et de la supervision d'un chercheur CRO à temps partiel (il s'agit du sous-directeur de la Recherche). Suite aux événements sociopolitiques de 2004, l'IRD s'est en effet retiré de l'Observatoire Thonier en 2005. Cet observatoire est d'une importance stratégique notable car il est à l'origine de la collecte de données sur les débarquements des thoniers à Abidjan, incluant des données biologiques importantes pour les travaux d'évaluation coordonnés par l'ICCAT.

Production scientifique

La mission n'a pas pu se procurer la liste exhaustive de la production scientifique réalisée entre 2003/2004 et 2005/2006. Les documents qui lui ont été transmis sont les suivants :

- « Caractérisation de la faune aquatique des lacs de retenue, des fleuves et des rivières de Côte d'Ivoire : diversité biologique et conservation » - Rapport 2004 – Laboratoire d'Hydrobiologie – UFR Biosciences – Université de Cocody Abidjan
- « Séminaire scientifique : Environnement et production de ressources aquatiques de Côte d'Ivoire » Centre de Recherches Océanologiques, 27, 28, 29 juillet 2005.
- Rapport d'activités 2003/2005, Observatoire Thonier d'Abidjan, CRO, novembre 2005
- Rapport d'activités 2004/2005 : Evaluation des ressources aquatiques & suivi des activités de pêche sur les lagunes Novembre 2005, CRO

La lecture des résumés des exposés effectués au séminaire de juillet 2005 semblerait montrer que cet atelier de travail a fait le point sur les cinq à dix dernières années de travail du CRO, en les regroupant sur trois grands thèmes : i) Fonctionnement et usage des milieux aquatiques, ii) Biodiversité, biologie, écologie, gestion et exploitation rationnelle des ressources iii) Aquaculture. Par ailleurs les problématiques et les enjeux de la recherche halieutique à long terme semblent avoir été soulignés dans la conférence plénière initiale de ce séminaire.

Participation aux activités d'organisations régionales des pêches

Les chercheurs du CRO ont continué à participer régulièrement aux réunions et activités des organisations régionales des pêches, notamment l'ICCAT et le COPACE. Cependant, il a été souligné à la mission les différents entre le CRO et le MIPARH de la prise en charge de ces missions sur la composante appui institutionnel des actions ciblées du protocole d'accord de pêche.

3.5.4. Bilan

A l'exception de la fonction Surveillance des Pêches, toutes les fonctions régaliennes de l'Etat sont assumées par des structures précises : l'évaluation et le suivi des ressources halieutiques, l'aménagement des pêcheries et le recueil de données statistiques relatives à l'exploitation, l'inspection et le contrôle

sanitaire des produits halieutiques. En complément de ces aspects de liaison avec la recherche halieutique, d'administration technique du secteur, et d'assurance qualité des produits, on note même la présence d'un support juridique, - le SECIAJ du MIPARH -, ce qui est rare dans l'administration de tutelle du secteur des pêches dans d'autres pays.

La DPH est le bras exécutif de la politique halieutique définie par le cabinet du MIPARH ; c'est également une structure participative de l'ensemble des actions menées dans le domaine halieutique et un organe de promotion de la gestion durable des ressources halieutiques et de promotion des Organisations Professionnelles. Hormis le domaine de la réglementation en matière de pêche maritime et lagunaire dans laquelle elle a un rôle de force de proposition, l'analyse détaillée de ses attributions montre qu'elle a un rôle plus limité en matière d'initiative dans les autres domaines d'actions. Par ailleurs, l'instauration de la DSV en tant qu'Autorité Compétente a relativisé les liaisons de la DPH avec les opérateurs et industriels en aval de la production.

On constate cependant sur le terrain que :

- l'absence de révision de l'ensemble du corpus législatif et de la ratification d'une nouvelle loi sur la pêche porte préjudice aux actions du département de tutelle des pêches car en l'état actuel des choses, l'administration ne dispose d'aucun outil juridique pour la gestion du secteur.
- L'insuffisance de l'approfondissement des documents d'établissement de politique/stratégie sectorielle et de leur opérationnalisation minimise l'adhésion des motivations et des énergies des cadres du ministère, alors que la quasi-totalité des cadres connaissent les principes des actions sectorielles à mener.
- La mission constate également un bon, voire très bon niveau individuel de certains cadres du MIPARH, - ce qui n'empêche pas de constater en même temps des besoins de formation complémentaire -, mais la plupart des compétences techniques (en dehors des aspects sanitaires et qualité des produits) et de la maîtrise de l'historique du secteur des pêches est localisé dans la tranche d'âge la plus élevée des cadres du Ministère. Le renouvellement des effectifs et la passation des connaissances ne sont pas au stade optimal pour la pérennité et l'efficacité de l'administration de tutelle. Ceci est également particulièrement sensible au niveau de la recherche halieutique.
- Comme souvent les passerelles fonctionnelles entre services pourraient être améliorées.
- Au regard de la gestion de l'accord de pêche entre la République de Côte d'Ivoire et l'Union Européenne, la capacité institutionnelle présente encore une faiblesse significative au niveau de la surveillance des pêches, au niveau des opérations navales sur le plateau continental et a fortiori en haute mer.

3.6. Intégration internationale

La Côte d'Ivoire est partie de la plupart des grandes conventions internationales portant sur la pêche ou la protection de la biodiversité. Le pays a ainsi signé et ratifié la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (1984) et a signé l'accord sur la conservation et la gestion des stocks chevauchants et hautement migratoires.

Au niveau régional, la Côte d'Ivoire est partie contractante de l'ICCAT (*International Convention for the Conservation of Atlantic Tuna*⁹, siège Madrid) dont le mandat porte sur la gestion des stocks de thonidés de l'Atlantique et qui dispose de moyens juridiques d'imposer des mesures de conservation aux pavillons exploitants ces espèces. La Communauté européenne est également partie de l'ICCAT.

En ce qui concerne les ressources côtières, la Côte d'Ivoire est membre de la COPACE (Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est, siège Accra). Placée sous l'article 6 de la constitution de la FAO, la

⁹ Le sigle existe également en français : la CICTA pour Convention Internationale pour la Conservation des Thonidés Atlantiques)

COPACE n'intervient que comme fournisseur d'avis et recommandations à ses membres, sans portée contraignante. Elle a notamment un rôle important dans la coordination des recherches sur l'état des ressources exploitées dans la région. La Communauté européenne est également membre du COPACE.

A noter que la Côte d'Ivoire n'est membre d'aucune organisation sous-régionale de pêche. Les eaux ivoiriennes se situent entre la zone couverte par la CSRP au nord (siège Dakar) et le COREP au sud (siège Libreville). Les représentants de l'Administration ont fait état de leur vœu de se voir constituer une ORP de ce type dans le Golfe de Guinée, et s'appuient sur la COMHAFAT (Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains riverains de l'Océan Atlantique, siège Rabat) en y jouant un rôle moteur à cette fin. Abidjan devrait d'ailleurs abriter la 7^{ème} session de cette organisation en juillet 2006.

Enfin, on mentionnera que la Côte d'Ivoire est membre de la Commission Balnéaire Internationale (siège Londres) depuis 2004.

La participation régulière des représentants de la Côte d'Ivoire aux sessions et travaux des organisations régionales des pêches, notamment l'ICCAT et le COPACE, et la COMHAFAT (pour l'intégration régionale halieutique) contribue à renforcer les compétences nationales en matière de gestion des ressources et d'aménagement des pêcheries.

Dans le cadre de l'accord de pêche entre la Côte d'Ivoire et l'U.E., la participation conjointe, depuis de nombreuses années, de scientifiques ivoiriens et européens (notamment, espagnols et français) aux travaux de l'ICCAT ; et leur contribution à l'évaluation régulière des stocks ainsi qu'à l'élaboration des recommandations et résolutions pour assurer la conservation des ressources de grands migrants, en particulier les thons, sont un élément très positif, à prendre en considération.

4. Les principales pêcheries dans la ZEE de la Côte d'Ivoire

Pour les besoins de cette étude, on propose de séparer les **pêcheries côtières** qui se déroulent sur le plateau continental ivoirien ou ses accores et qui ciblent des ressources variées composées de poissons, crustacés ou céphalopodes, des **pêcheries hauturières** qui s'exercent en général en dehors des limites du plateau continental sur toute l'étendue de la ZEE et qui ciblent pour l'essentiel les espèces de grands migrants.

4.1. Les pêcheries côtières ivoiriennes

La pêche nationale ivoirienne comprend les deux formes d'exploitation, industrielle et artisanale, qui englobent chacune plusieurs pêcheries :

- pêche industrielle (pêcherie sardinière, pêcherie chalutière, pêcherie crevette)
- pêche artisanale (pêcherie artisanale maritime, pêcherie lagunaire, pêcherie continentale)

Il existe également une aquaculture de poissons en eaux continentales et en lagunes ; elle a été introduite vers le milieu des années 80s.

Le tableau suivant indique les statistiques disponibles sur la production du secteur de la pêche en Côte d'Ivoire. Les données en valeur ont été transformées en équivalent € pour en faciliter la lecture. On relève que la production qui tournait autour de 70 000 tonnes en 2001 et 2002 et sur la décade précédente, a chuté en 2003 et 2004. Pour cette dernière année, la production s'élevait à 55 000 tonnes environ pour un chiffre d'affaires estimé proche de 32 M€ (soit une valeur moyenne des produits de 0,60 € / kg).

Tableau 11 : Production des secteurs de la pêche et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire. Source : DPH / MIPARH

	2001		2002		2003		2004	
	Tonnes	Valeur (M€)	Tonnes	Valeur (M€)	Tonnes	Valeur (M€)	Tonnes	Valeur (M€)
Pêche Industrielle	29 905	11.9	16 659	9.8	18 344	8.2	19 379	7.2
Chalutière	5 153	3.1	5 019	3.2	4 692	2.6	4 282	2.0
Sardinière	24 751	8.8	11 640	6.6	13 653	5.7	15 097	5.2
Pêche artisanale	45 642	27.4	53 211	41.7	50 559	39.4	35 019	23.2
Maritime et lagunaire	35 140	16.7	31 211	17.9	28 559	15.6	30 163	17.6
Continental	10 502	10.8	22 000	23.7	22 000	23.7	4 856	5.7
Aquaculture	1 200	1.8	866	1.8	866	1.8	866	1.8
Total production	77 205	42.1	70 962	53.5	69 769	49.4	55 264	32.3

On note la prépondérance des apports de la pêche artisanale (près de 70% des débarquements et du chiffre d'affaires), en particulier maritime et lagunaire. La pêche industrielle réalise des débarquements relativement modestes par rapport à l'ensemble, dominé par la pêche sardinière qui exploite les petits pélagiques. La part de l'aquaculture dans les apports reste faible.

Les sections suivantes présentent un descriptif rapide des différents segments de la pêche ivoirienne.

4.1.1. Pêche industrielle chalutière

Dans le courant de la dernière décennie, le nombre de chalutiers en activité dans les eaux ivoiriennes est resté relativement stable (autour de 20 par an). La flottille en 2006 est composée de 18 navires dont les caractéristiques sont les suivantes :

- longueur HT : entre 16 et 25 m (moyenne : 20 m) ;
- tonnage : entre 35 et 113 TJB (moyenne : 63 TJB) ;
- puissance motrice : entre 235 et 600 CV (moyenne : 449 CV).

16 de ces navires battent pavillon ivoirien, 2 battent pavillon togolais mais sont opérés par des sociétés de droit ivoirien.

Les navires sont équipés d'un gréement simple (un seul chalut est remorqué en pêche) et d'une cale à glace. Le maillage dans le cul du chalut serait de 45 à 67 mm (maille étirée). Ces unités sont pour la plupart des navires achetés d'occasion en Europe ou en Asie. La flottille est vétuste : les navires sont âgés de 13 à 30 ans (moyenne d'âge supérieure à 20 ans). Leur autonomie est limitée à 8 jours. L'équipage d'un chalutier compte environ 10 marins.

Les chalutiers, dans leur grande majorité, sont basés à Abidjan. Les navires qui étaient basés à San Pedro (près de la frontière Ouest, avec le Libéria) n'y travaillent plus en raison des conditions d'insécurité dans la région. Les bateaux travaillent toute l'année, et effectuent des marées de 3 ou 4 jours. Leurs lieux de pêche se trouvent surtout dans les alentours d'Abidjan ; vers l'Est, à hauteur de Grand-Bassam ; et devant San Pedro.

Les navires pêchent généralement à l'intérieur de l'isobathe des 50 m et n'ont pas les capacités techniques pour pêcher dans des profondeurs plus importantes (talus du plateau notamment). Les conflits avec la pêche artisanale sont d'ailleurs fréquents car les deux familles de navires fréquentent les mêmes zones.

Les rendements sont généralement faibles et il n'y aurait pratiquement pas de rejet. Le poisson est conditionné en caisses, mis sous glace avant d'être conservé en cale. Actuellement, la production annuelle de la pêcherie chalutière est d'environ 4 200 tonnes par an.

Les apports des chalutiers sont presque exclusivement composés de poissons (99%). Le reste des captures est constitué par moins de 1% de mollusques et crustacés (annuaire 2004 de la DPH). Une dizaine d'espèces de poissons représente près de 75% des captures. Ils appartiennent à 9 familles qui intègrent des espèces démersales vivant à proximité du fond. Il s'agit des familles et espèces suivantes :

- Polynémidés :
 - o pelon ou friture, *Brachydeuteros auritus* ; / capitaine, *Galeoides decadactylus* ;
- Sciaenidé :
 - o ombrine, *Pseudotholitus senegalensis* ;
- Pomadasyidé :
 - o carpe, *Pomadourys jubelini* ;
- Sparidé :
 - o pageot blanc, *Pagellus bellottii* ;
- Cynoglossidé :
 - o sole, *Cynoglossus canariensis* ;
- Brotulidé :
 - o loche, *Brotula barbata* ;
- Trichiuridé :
 - o ceinture, *Trichiurus lepturus* ;
- Carangidé :
 - o plats-plats, *Chloroscombrus chrysurus* et *Selene dorsalis* ;
- Dasyatidé :
 - o raie perlée, *Dasyatis margarita*.

Une seule espèce, le pelon/friture, représente plus du quart des captures totales (20% en 2004). Cinq espèces (capitaine, ombrine, carpe, pageot blanc et sole) sont des espèces nobles, très appréciées sur le marché local.

A noter qu'il existait jusqu'à la fin des années 1980 une pêcherie crevettière maritime au chalut (type floridien) qui exploitait la crevette côtière *Penaeus duorarum notialis*. La flotte a compté jusqu'à 23 unités actives en 1970. Ce type de pêche s'est définitivement arrêté dans les années 1990 du fait d'une insuffisance des rendements. Le stock a en effet été soumis à une pression de pêche grandissante sur la fraction juvénile du fait d'un développement non-contrôlé des pêches en lagunes, qui combiné avec une exploitation de la fraction adulte en mer, a vraisemblablement conduit à la surpêche de ce stock.

4.1.2. Pêche industrielle sardinière

Le qualificatif de « sardinière » pour désigner la pêcherie ivoirienne de petits pélagiques, fait référence au nom vernaculaire de l'espèce *Sardinella aurita* en Côte d'Ivoire, qui est en fait la sardinelle pêchée dans la plupart des pays ouest-africains. La vraie sardine, *Sardina pilchardus*, n'existe pas dans les eaux du Golfe de Guinée car son aire d'extension est grossièrement limitée au Sud du Maroc.

La pêche des petits pélagiques se pratique à partir de sardiniers-senneurs. Au cours de la période récente, la flottille a compté entre 13 à 22 navires par an, avec une moyenne annuelle de 19 unités qui correspond d'ailleurs à l'effectif licencié en 2005. Les sardiniers sont tous basés à Abidjan ; ce sont des navires en bois dont les caractéristiques sont les suivantes :

- longueur HT : entre 18 et 29 m (moyenne : 22 m) ;
- tonnage : entre 49 et 114 tjb (moyenne : 72 tjb) ;
- puissance motrice : entre 240 et 500 CV (moyenne : 325 CV).

Les sardinières sont pour la plupart très anciens ; leur moyenne d'âge est de 33 ans. Le rayon d'action de la flottille est limité à environ une centaine de milles à partir d'Abidjan. L'équipage d'un sardinier compte environ 24 hommes.

La pêche des petits pélagiques a lieu toute l'année ; les marées durent 1 ou 2 jours. La principale zone de pêche se trouve à l'Est, près de la frontière ghanéenne. L'engin de pêche utilisé est la senne coulissante. Celle-ci a généralement une longueur de 1200 à 1300 m, et une chute de 50 à 70 m. La pêche a lieu sur des petits fonds d'environ 60 m. A bord, les captures sont conservées dans des caisses avec de la glace en paillettes.

Sept espèces, appartenant à quatre familles, sont communes dans les captures. Ce sont des espèces vivantes en pleine eau et dont l'aire de répartition est en général très côtière. Il s'agit de :

- Clupéidés :
 - o sardinelle, *Sardinella aurita* ; / hareng, *Sardinella maderensis* ;
- Carangidés :
 - o plats-plats, *Chloroscombrus chrysurus* et *Selene dorsalis* / chinchard, *Decapterus punctatus* / japon, *Caranx sp.* ;
- Polynémidé :
 - o friture, *Brachydeuterus auritus* ;
- Scombridé :
 - o maquereau, *Scomber japonicus*.

Au cours de la période 2000-2004, les apports des sardinières ont été en moyenne de près de 16 000 tonnes par an avec des variations interannuelles importantes ne marquant pas de tendances précises. En 2004, les sardinières ont débarqué un peu plus de 15 000 tonnes, dont 70% de sardinelle, 10% de friture et 7% de maquereau.

4.1.3. La pêche artisanale maritime

La pêche artisanale maritime opère, sur l'ensemble du littoral, dans les 2 premiers milles marins du plateau continental. Elle est exercée par environ 10.000 pêcheurs ; dont traditionnellement 90% sont des étrangers (surtout des ghanéens ; mais il y a également des béninois, des libériens, des sénégalais et des togolais).

Les embarcations sont des pirogues de deux types :

- des petites pirogues monoxyles (6 m de longueur) construites localement et non motorisées ; l'équipage est de 1 ou 2 pêcheurs ;
- des grandes pirogues monoxyles (de 9 à 12 m de longueur) fabriquées au Ghana ; pour la plupart équipées de moteurs hors- bord de 40 CV ; l'équipage est d'une dizaine de pêcheurs (de 5 à 15 en fonction de la taille de la pirogue).

La flottille de grandes pirogues comprendrait environ 300 unités, basées sur l'ensemble du littoral, mais surtout dans l'Ouest. Différents engins de pêche sont utilisés, en fonction des espèces ciblées :

- la senne tournante pour la capture des petits pélagiques ;
- le filet maillant dérivant, d'environ 2500 m de longueur, pour la capture des grands pélagiques : thons (y compris la bonite, *Sarda sarda*, et la thonine, *Euthynnus alleteratus*), voilier (*Istiophorus albicans*), marlins (*Makaira nigricans* et *Tetrapturus albidus*), espadon (*Xiphias gladius*) et divers requins ;
- la senne de plage, qui peut avoir jusqu'à 1000 m de longueur et un très petit maillage (10 mm maille étirée) ;

- le filet maillant pour la captures des espèces démersales, en général ; et
- la palangrotte pour l'exploitation des fonds rocheux de l'Ouest ivoirien et la capture d'espèces nobles : mérour (*Epinephelus sp.*), dorade (*Dentex canariensis*), pagot rouge (*Dentex angolensis*) et carpe rouge (*Lutjanus fulgens*).

Les captures de la pêche artisanale maritime sont mal connues. Elles varieraient entre 13 000 et 20 000 tonnes par an (N'Goran, 2002), et seraient pour plus de la moitié composées de petits pélagiques. Au cours de la période 1999-2001, une enquête réalisée par l'IRD dans 6 sites de pêche artisanale maritime (Vridi Ako/Abidjan, Jacqueville, Mohamé/Bonoua, Sassandra, San Pedro et Grand Béréby), a permis d'estimer le volume des débarquements effectués dans ces sites au cours de l'année 2000. La production des 6 sites a été d'environ 12.500 tonnes dont plus de la moitié débarquée dans le seul site de Vridi Ako/Abidjan. Les espèces dominantes ont été les sardinelles : *Sardinella aurita* (sardine) à Vridi Ako/Abidjan et Jacqueville ; *S. maderensis* (hareng) dans les autres sites, plus à l'Ouest (Atta, in N'Goran Ya et Romagny, 2002).

La période d'instabilité politique actuelle a probablement eu un impact important sur ce secteur mais qui reste à mesurer. Les conflits sur la nationalité ont amené la plupart des pêcheurs étrangers, qui représentaient près de 90% des effectifs, à quitter le pays. Par ailleurs, les conditions d'insécurité vers l'ouest du pays (intrusions de bandes armées du Libéria) ont provoqué un déplacement des effectifs vers Abidjan.

4.1.4. La pêche artisanale lagunaire

En Côte d'Ivoire, les lagunes couvrent une superficie de 1 200 km². Quatre lagunes de superficies très inégales s'étendent de l'Est vers l'Ouest :

- le complexe de la lagune Aby (424 km²), situé à l'Est, à la frontière avec le Ghana ;
- le complexe de la lagune Ebrié (566 km²) qui intéresse une grande partie du littoral, avec notamment la ville d'Abidjan, et s'étend de la ville de Grand-Bassam à l'Est au parc national d'Assagny à l'Ouest ;
- la lagune de Grand-Lahou ; et
- la lagune N'gni, la plus petite, située près de la localité de Fresco.

60% des pêcheurs en lagunes seraient des étrangers (béninois, maliens et surtout ghanéens) et 40% des ivoiriens, appartenant aux communautés riveraines.

Les ressources lagunaires sont essentiellement composées de tilapias, notamment *Tilapia guineensis* et *T. zilli* ; d'ethmalose, *Ethmalosa fimbriata* ; de mâchoirons, *Chrysichthys nigrodigitatus*, *C. vellifer* et *C. auratus* ; et de jeunes crevettes, *P. duorarum notialis* (BNETD, 2003). Deux crabes sont également l'objet d'une exploitation intense : le crabe nageur, *Callinectes amnicola*, et le crabe terrestre, *Cardiosoma armatum*.

La pêche en lagune se pratique soit individuellement ou par famille, soit par groupe d'environ 10 pêcheurs pour un travail en équipe. Les pêches se font généralement à partir de pirogues, monoxyles ou en planches, manœuvrées à la pagaie. Très peu d'embarcations sont motorisées.

Les engins de pêche utilisés sont variés : épervier ; nasses ; palangres de fond ; filets maillants ; filets tournants ; filets à crevettes ; senne de plage ; senne « syndicat » ; pêcheries fixes (en bambou ou bois). La plupart de ces engins sont très peu sélectifs.

Comme pour la pêche artisanale maritime, les informations relatives à la pêche lagunaire sont rares et paraissent pour la plupart peu fiables. Le potentiel de production des lagunes Aby, Ebrié et Grand-Lahou serait de 20.000 t / an (N'Goran Ya, 2004). La production annuelle se situerait entre 10.000 et 15.000 tonnes par an.

4.1.5. La pêche artisanale continentale

La Côte d'Ivoire possède un réseau hydrographique formé de fleuves et rivières de moyenne importance, principalement : le Bandama (900 km), le Cavally (700 km), le Camoé (900 km) et le Sassandra (900 km).

Il existe également des retenues d'eau à but hydroélectrique, pour l'approvisionnement en eau potable des collectivités, et pour l'agriculture et l'élevage, couvrant une superficie totale de près de 1.800 km², et dont les principales sont les lacs de Kossou (800 km²), mis en eau en 1972 ; Buyo (600 km²), mis en eau en 1980 ; Ayamé (90 km²), mis en eau en 1959 ; Taabo (70 km²), mis en eau en 1978 ; et Faé (30 km²).

La pêche continentale est essentiellement pratiquée par des pêcheurs étrangers (70 à 85%). Sur le lac de Kossou, pris comme exemple de l'ensemble des plans d'eau continentale ivoiriens, 3 catégories de pêcheurs ont été identifiées : des pêcheurs professionnels, étrangers (surtout maliens), pour lesquels la pêche est la seule activité ; des pêcheurs à temps partiel, surtout des agriculteurs (rarement des éleveurs) nationaux, pour lesquels la pêche assure un complément de revenus ; enfin des pêcheurs « traditionnels », agents de l'Etat ou retraités, appartenant aux communautés riveraines, qui pêchent occasionnellement pour leur propre consommation (N'Goran Ya, 2004).

Les embarcations et les engins de pêche utilisées dans la pêche continentale, sont pratiquement les mêmes que ceux observés dans la pêche lagunaire.

Les potentialités de captures seraient de l'ordre de 25 000 tonnes par an : 15 000 tonnes dans les lacs artificiels et 10 000 tonnes dans les fleuves et rivières. Pour les deux principaux lacs (Kossou et Buyo), respectivement 75 et 65% des captures étaient composées des deux espèces implantées : *Oreochromis niloticus* (59 et 47%) et *Heterotis niloticus* (16 et 18%).

4.1.6. L'aquaculture

Les premiers projets de développement de la pisciculture datent de 1977. Actuellement, il existe plus d'un millier de fermes piscicoles de tailles comprises entre 2 arcs et 33 hectares de dimension essentiellement artisanale. En eaux douces, le nombre total d'étangs est estimé à plus de 1 600 pour une superficie en eau d'environ 150 hectares. En eaux lagunaires, on dénombre 232 m³ de cages flottantes et 4 hectares d'enclos. Trois systèmes de production peuvent être distingués :

- le système intensif, dans les régions Sud et Ouest, avec une production supérieure à 20 tonnes/hectare/an ;
- le système semi-intensif, dans la région Est, avec une production de 4 à 8 tonnes/hectare/an ;
- le système extensif dans les régions Centre-Ouest, Sud-Ouest, Centre et Nord, avec une production de 1 à 1,5 tonnes/hectare/an.

Les espèces élevées en lagune sont le tilapia, *Oreochromis niloticus*, le tilapia/carpe noire, *Oreochromis aureus* ; et le mâchoiron, *Chrysichthys nigrodigitatus*. Les espèces de pisciculture d'eaux douces sont le tilapia, *O. niloticus* ; le silure, *Heterobranchius longifilis* ; et le cameroun/silure, *Heterotis niloticus* (source DPH).

La production aquacole se situe aux environs de 1.000 tonnes par an. La pisciculture en eau douce est la plus répandue ; elle assure 68% de la production piscicole totale. La pisciculture lagunaire représente 32% de cette production. Les espèces produites sont surtout les tilapias, *O. niloticus* et *O. aureus* (entre 80 et 90%) et le silure, *H. longifilis* (aux environs de 10%). La production du mâchoiron, *C. nigrodigitatus*, reste très basse.

4.2. La pêche thonière dans l'Atlantique

Les navires européens exploitent les eaux de la Côte d'Ivoire dans le cadre d'une stratégie régionale de poursuite des bancs de grands migrateurs. Les trois segments principaux de la pêche thonière en atlantique et concernés par l'accord avec la Côte d'Ivoire sont les navires sennecurs, les palangriers et les canneurs. La gestion des stocks exploités dans le cadre de cette pêcherie est internationale du fait du caractère partagé de la ressource. Cette gestion se fait dans le cadre de l'organisation régionale de pêche ICCAT dont la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire sont parties contractantes.

Les paragraphes suivants décriront ces pêcheries avec un focus sur leurs activités dans la ZEE de Côte d'Ivoire, l'état des stocks exploités, ainsi que les mesures de gestion mises en place et qui s'appliquent aux parties contractantes de manière contraignante.

4.2.1. La pêche à la senne

➤ Présentation générale

La pêche thonière à la senne dans l'océan atlantique oriental se concentre dans une zone délimitée au nord par la latitude de la Mauritanie et au sud par celle de l'Angola. Cette pêcherie concerne des navires de capacités élevées destinés à pêcher des tonnages importants de thons majeurs (listao, albacore et patudo) dont la destination est l'industrie de la transformation en conserve.

Les sennecurs recherchent les concentrations de thons avant de les encercler avec leurs engins de pêche. Du fait du comportement particulier des petits thons (listao et juvéniles d'albacore et de patudo) qui tendent à se concentrer sous des objets flottants (naturels comme les épaves, ou fabriqués par les pêcheurs), les thons sont pêchés soit autour de ces objets flottants (les Dispositifs de Concentration des Poissons ou DCP), soit quand ils sont proches de la surface. On parle alors de pêche sur banc libre. Ce dernier type de pêche a la particularité de capturer des gros individus, à l'inverse de la pêche sous DCP qui capture en majorité des petits individus.

Les thons pêchés sont conservés à bord à l'état congelé, et débarqués dans des ports ayant des industries de transformation, ou transbordés à bord de cargos frigorifiques qui acheminent les thons vers les usines.

Comme les océans pacifique et indien, l'océan atlantique est le théâtre d'une pêcherie thonière à la senne importante. Suivant les données de l'ICCAT, les captures de thons se sont élevées à 180 000 tonnes par an en moyenne sur ces quatre dernières années. Les navires communautaires sont à l'origine de 62% des prises (111 000 tonnes par an en moyenne), avec l'Espagne (35% des prises) et la France (27%) comme seuls Etats membres participant à cette pêcherie. Les autres pavillons importants sont ceux du Ghana (17% des prises, 30 000 tonnes par an) et des Antilles Néerlandaises (9%, 17 000 tonnes par an en moyenne). A noter que les prises des navires de la Communauté sont depuis 2000 à des niveaux très inférieurs à ceux des années 1990 (proches de 200 000 tonnes). Ceci s'explique par la diminution du nombre des unités de pêche dans cet océan, avec un report marqué de l'effort vers l'océan indien.

Tableau 12 : Captures (tonnes) des senneurs par pavillon dans l'Atlantique oriental. Source : ICCAT

Pavillon	2001	2002	2003	2004	Moyenne 2001-2004	% moyenne 2001-2004
Pavillon CE	114 216	108 569	120 826	102 133	111 436	62%
dont Espagne	65 182	59 400	67 951	56 032	62 141	35%
dont France	49 034	49 169	52 875	46 101	49 295	27%
Ghana	32 268	37 851	33 451	17 649	30 305	17%
Antilles Néerlandaises	21 753	11 619	19 548	15 164	17 021	9%
Pavillons divers	17 928	15 654	14 607	14 614	15 701	9%
Panama	944	1 427		10 928	4 433	2%
Senegal	416	416			416	0%
Cap Vert	620	486	239	239	396	0%
Total	188 145	176 023	188 671	160 728	179 708	

La pêcherie à la senne de l'Atlantique oriental capture principalement du listao et de l'albacore. Le patudo est la troisième espèce la plus pêchée. Les prises de listao et d'albacore représentent entre 87 et 90% des prises déclarées des senneurs. Les captures de patudo varient grossièrement entre 15 et 20 000 tonnes par an pour représenter en moyenne un peu moins de 10% des prises. Les autres espèces pêchées le sont en quantités relativement faibles, avec la thonine (*Euthynnus alleteratus*) comme principale espèce accessoire de thon pêchée.

L'une des caractéristiques de la pêche à la senne est qu'elle capture des thons juvéniles de petites tailles lors des pêches sous DCP, et des thons adultes de grandes tailles.

Les graphiques suivants indiquent que la taille moyenne des poissons capturés sous DCP se situe à 48 cm pour les trois espèces, soit un poids d'environ 2 kg, avec des profils comparables pour les trois océans. Ce mode indique que les albacores et patudos pêchés de cette façon sont des juvéniles. Cependant, les prises sous DCP incluent également des albacores de grande taille (supérieure à 1 m) qui font que finalement, les prises de gros albacores sous DCP représentent une part importante des captures. La pêche sous DCP ne capture pas de quantités importantes de patudos adultes.

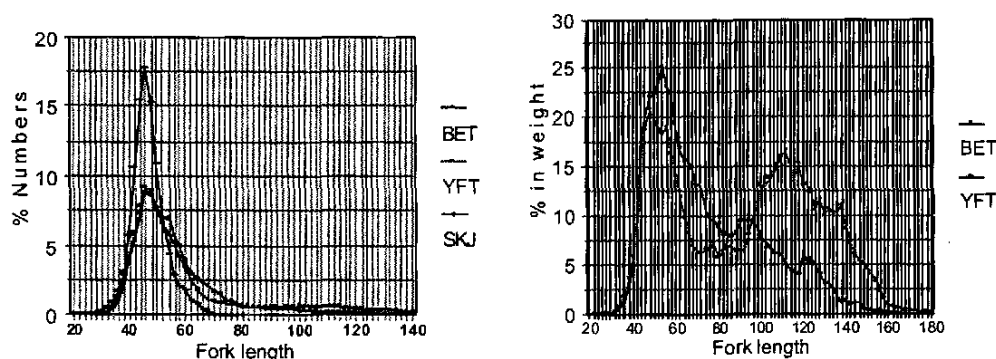


Figure 4 : Gauche : taille moyenne des listaos (SKJ), albacores (YFT) et patudos (BET) en nombres capturés sous DCP (gauche) et Droite : proportion moyenne en poids des captures par taille de l'albacore et du patudo. Source : Fonteneau et al. 1999

Le développement de la pêche sous DCP par les senneurs depuis le début des années 1990¹⁰ a conduit à augmenter de façon très sensible les prises de juvéniles de patudo et d'albacore. S'agissant du patudo, le développement des prises de juvéniles par les senneurs s'est ajouté aux problèmes des prises importantes

¹⁰ En 1990 environ 15% des tonnages étaient pêchés sous DCP. En 2000 cette proportion dépassait les 50%

des palangriers. Comme le montre la figure suivante, les stocks sont soumis à une double pression séquentielle de pêche, sur les jeunes par les senneurs, sur les adultes par les palangriers.

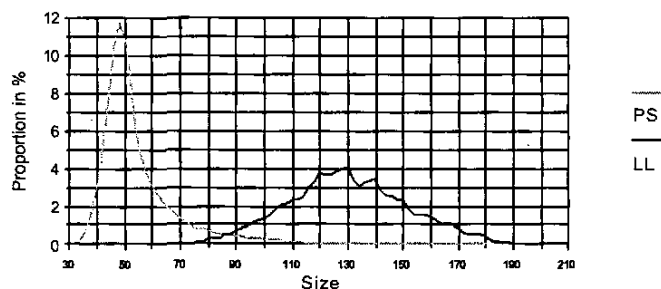


Figure 5 : Tailles des patudos pêchés par les senneurs (PS) et par les palangriers (LL). Source : Fonteneau et al. 1999

➤ Les capacités de pêche

À partir d'informations venant de plusieurs sources (contribution à l'ICCAT, travaux de l'IRD à Abidjan), on peut établir que la flotte des senneurs en 2004 approchait les 40 unités, avec 27 unités européennes. Les opérateurs européens ont par ailleurs des intérêts dans les armements possédant les navires battant d'autres pavillons (Antilles N., Guinée, Guatemala).

Tableau 13 : Estimation du nombre de senneurs dans l'atlantique par pavillon en 2004. Sources diverses

Pavillon	Nombre
Espagne	15
France	12
Antilles néerlandaises	3
Ghana	4
Guinée Conakry	2
Maroc	1
Guatemala	2
TOTAL	39

La flotte battant pavillon européen a considérablement diminué ces dernières années. On comptait en effet 60 navires espagnols et français en 1991 et encore 54 en 1992. Depuis les effectifs n'ont cessé de chuter en raison d'un déplacements de certaines unités vers l'océan indien ou le pacifique, de destructions ou de passages sous pavillons de pays tiers. La tendance depuis 2004 est encore à la baisse. Ainsi, fin 2005, il ne resterait que 5 senneurs français dans l'atlantique et une dizaine d'unités espagnoles (contre respectivement 12 et 15 en 2004).

➤ Stratégies de pêche et captures des navires senneurs européens

Du fait du caractère hautement migrateur des thons, les thoniers senneurs européens, espagnols et français, sont donc amenés à exploiter une vaste zone, grossièrement limitée par les parallèles 20°N et 10°S, et la côte d'Afrique et le méridien 30°W. Cette zone englobe les ZEE de plus d'une vingtaine de pays d'Afrique de l'Ouest (soulignés : les Etats avec lesquels la C.E. a des protocoles d'accords de pêche en vigueur): Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria, Guinée Equatoriale, Sao Tomé, Gabon, Congo, Angola), mais comprend également une partie importante en dehors de toute ZEE.

A titre d'exemple, les distributions de l'effort de pêche des senneurs européens sont représentées sur la figure suivante pour la moyenne des années 1999 à 2003. Les zones exploitées sont sensiblement les mêmes d'une année sur l'autre.

Effort, 1999-2003

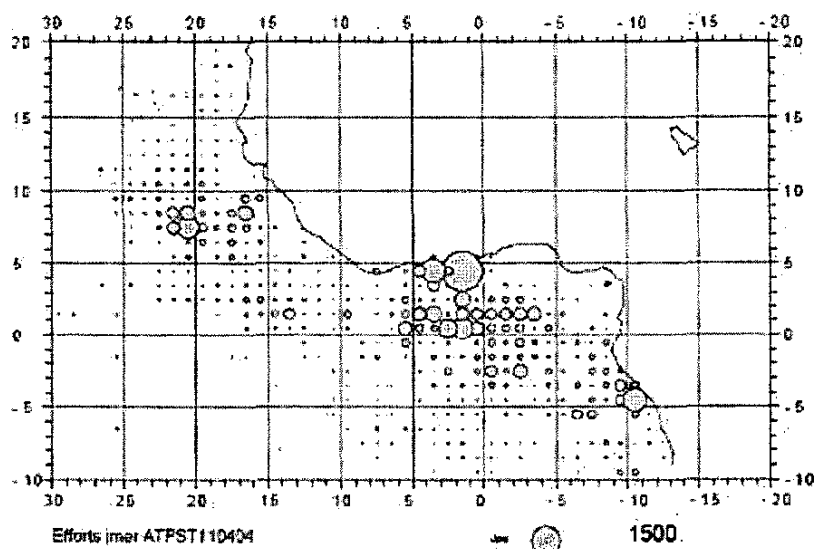


Figure 6 : Distribution de l'effort de pêche des senneurs européens sur la période 1999-2003. Source : Pallares et al., 2003

Les senneurs espagnols et français ont des stratégies de pêche sensiblement identiques en termes de zones prospectées, recherchant les thons aux mêmes endroits et aux mêmes moments. La seule exception notable concerne le troisième trimestre de l'année où les deux flottilles se séparent : la flotte française pêche vers le fond du Golfe de Guinée, autour des zones Cap Lopez et Ghana à la recherche de bancs libres, alors que la flotte espagnole remonte vers le nord vers la zone Sénégal pour y rechercher le listao. Les flottilles se rejoignent ensuite dans la zone Pico en fin d'année. La zone Ghana, qui contient la ZEE de la Côte d'Ivoire, est fréquentée quasiment toute l'année par les deux flottilles à des degrés divers, les unités française marquant une assiduité plus prononcée que les unités espagnoles.

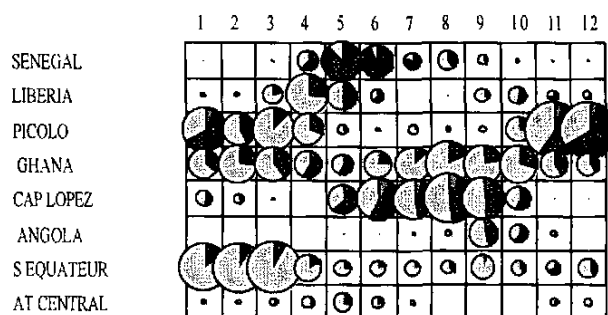


Figure 7 : Répartition mensuelle moyenne des prises des senneurs français par zone. Zone Ghana : zone incluant la ZEE de Côte d'Ivoire. Bleu : Listao, jaune : Albacore, rouge : patudo. Source : IRD d'après données ICCAT

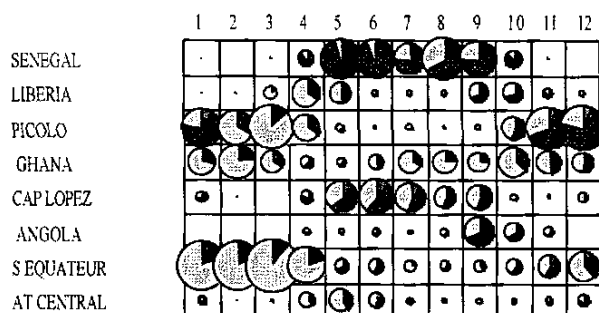


Figure 8 : Répartition mensuelle moyenne des prises des senneurs espagnols par zone. Zone Ghana : zone incluant la ZEE de Côte d'Ivoire. Source : IRD d'après données ICCAT

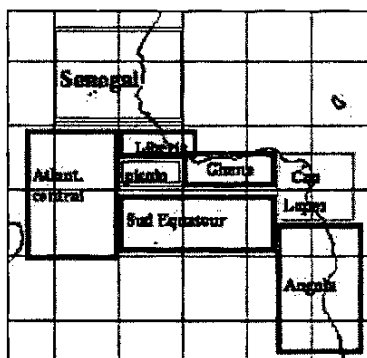


Figure 9 : Grandes zones biologiques découpant l'océan atlantique

➤ Les activités des senneurs dans la ZEE de Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire présente un intérêt particulier pour les navires senneurs car le port d'Abidjan constitue l'un des principaux site d'escale des navires européens d'une part du fait de sa position centrale vis-à-vis des zones de pêche (Abidjan est à mi-chemin entre les zones de pêches les plus septentrionales et australes), et d'autre part du fait de la présence à Abidjan de services à la flotte et de conserveries qui constituent le principal débouché commercial pour les captures de ces navires. Ainsi, les navires européens fréquentent cette ZEE parce qu'elle est naturellement productive en thonidés et parce qu'elle fait partie de la route des navires qui font escale à Abidjan. Dans ce dernier cas, pouvoir donner des coups de senne en route vers le port permet de mieux rentabiliser les navires.

Le tableau suivant indique que la proportion des prises des senneurs européens dans la ZEE de Côte d'Ivoire est variable suivant les années (ce qui est normal compte tenu du caractère imprévisible des migrations) et varie entre 2% et 9% depuis 2001. On relève que les senneurs français sont ceux qui pêchent le plus dans la ZEE (jusqu'à 15% de leurs prises totales en 2003), la proportion pêchée par les navires espagnols étant plus modeste (4% au maximum).

Tableau 14 : Comparaison entre les prises déclarées dans la ZEE de Côte d'Ivoire (RCI) et les prises déclarées dans l'ensemble de l'océan atlantique. Source : C.E. et ICCAT

		2001	2002	2003	2004	2005
France	ZEE RCI	4 047	1 460	7 805	2 901	1 853
	Océan Atlantique	49 034	49 169	52 875	46 101	n.a.
	Proportion	8%	3%	15%	6%	
Espagne	ZEE RCI	1 228	241	2 491	2 061	874
	Océan Atlantique	65 182	59 400	67 951	56 032	n.a.
	Proportion	2%	0%	4%	4%	
Total CE	ZEE RCI	5 275	1 701	10 296	4 962	2 727
	Océan Atlantique	114 216	108 569	120 826	102 133	n.a.
	Proportion	5%	2%	9%	5%	

Les informations communiquées par la C.E. sur les captures par navire permettent d'évaluer l'importance de la zone au niveau individuel. Comme le montre la figure suivante, la plupart des senneurs français qui prennent des licences en Côte d'Ivoire exploitent effectivement cette possibilité de pêche et déclarent des captures parfois élevées, proche de 600 tonnes. La prise moyenne des senneurs français est de l'ordre de 250 tonnes par navire et par an, soit plus que les 110 tonnes qui servent de base de référence pour le paiement de la licence. S'agissant des senneurs espagnols, environ 5 ou 6 navires de la flotte ne déclarent aucune capture dans la ZEE ivoirienne, ce qui tend à indiquer que la possibilité de pêche n'est pas effectivement exploitée. Pour les autres senneurs espagnols, les prises sont souvent modestes par comparaison avec leurs homologues français, avec des maximums de l'ordre de 300 à 400 tonnes par navire et seule une minorité de navires qui dépassent le seuil des 110 tonnes déclenchant le paiement de frais de licence additionnels. La moyenne des prises des senneurs espagnols dans la ZEE de Côte d'Ivoire est de l'ordre de 150 tonnes par navire (ne tenant pas compte des navires qui ont déclaré des prises nulles).

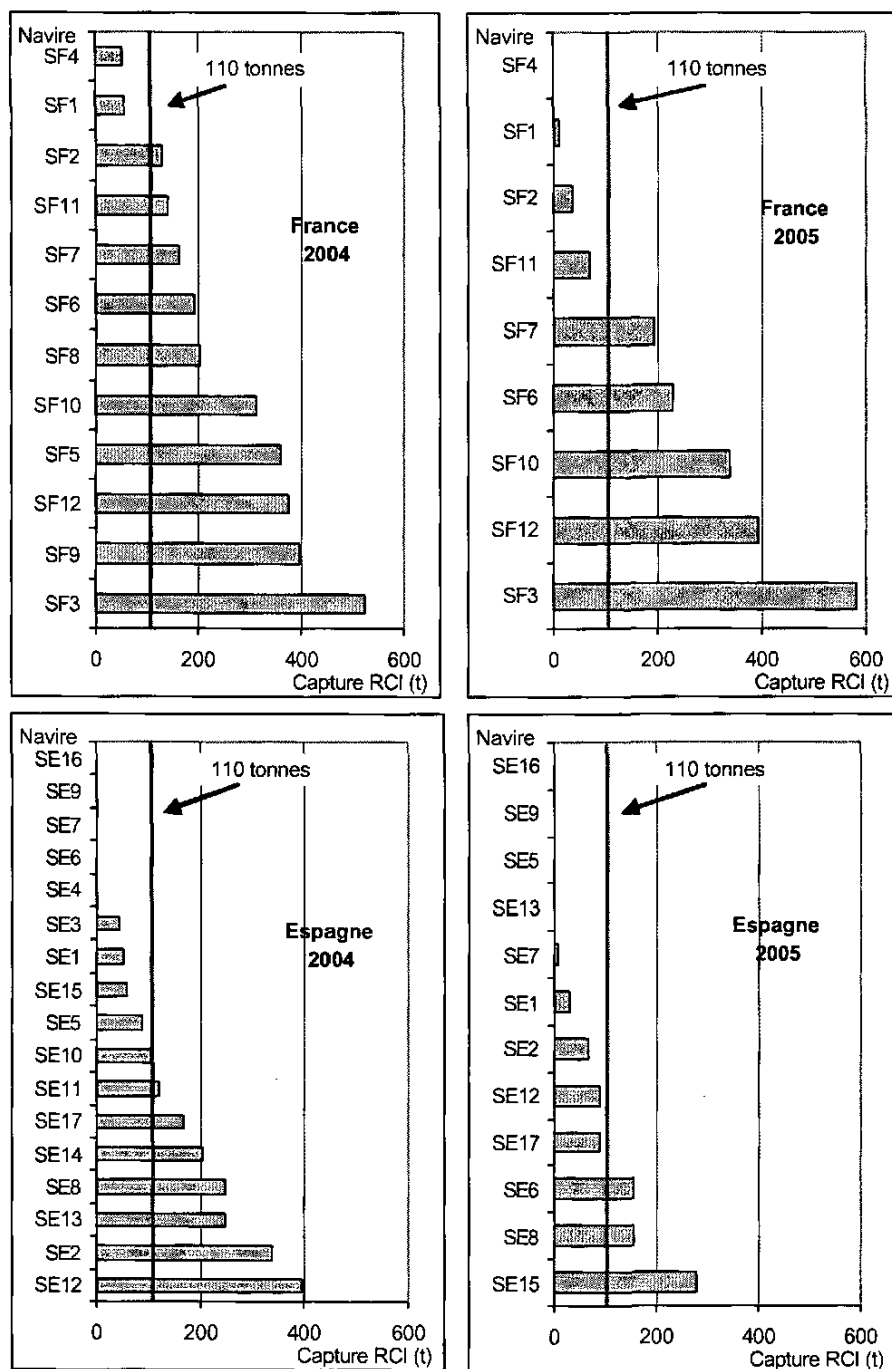


Figure 10 : Détail des prises déclarées par senneur européen dans la ZEE de Côte d'Ivoire. 110 tonnes ; seuil de référence pour le paiement. SF1 : Senneur français 1, SE1 : Senneur espagnol 1. Source : C.E.

D'après les informations reçues, les senneurs européens sont les seuls navires étrangers à être licenciés dans la ZEE de Côte d'Ivoire. Etant donné qu'il n'existe pas de senneurs ivoirien spécialisé sur le thon, les armements européens sont seuls sur cette pêcherie dans cette zone.

4.2.2. La pêche palangrière

➤ Présentation générale

Les métiers de la palangre englobent toute une série d'engins de pêche. Les flottes de pêche industrielle utilisent deux grandes familles de palangres : les palangres profondes pêchant autour de 400 mètres de profondeur pour cibler les espèces de thons types albacore, patudo ou thon rouge, et les palangres de surface exploitant les couches superficielles à la recherche d'espadons principalement. Le premier type de palangres profondes est pratiqué par les flottes asiatiques car elle permet de capturer de gros individus pour le marché du sashimi. Les palangres de surface sont utilisées notamment par les flottilles européennes avec des prises d'espadons destinées au marché intérieur.

Les navires palangriers se répartissent sur tout l'océan atlantique, y compris dans ses latitudes extrêmes nord et sud où les thons dits tempérés (germon, thon rouge) sont exploités. La plupart des navires ciblant les thonidés à la palangre sont la propriété d'intérêts asiatiques (Japon, Chine y compris Taiwan, Corée). Une étude récente a estimé à près de 900 le nombre de navires palangriers de plus de 24 m licenciés dans l'océan atlantique¹¹. La flotte européenne de palangriers hauturiers est plus modeste. On l'estime à environ 45 navires espagnols et 12 navires portugais, dont certains restent exploiter les eaux communautaires autour des Açores ou de Madère.

L'une des caractéristiques internationales de ce segment est l'existence d'un nombre inconnu de navires type IUU, gérés par des intérêts asiatiques, et qui exercent la pêche en marge des réglementations internationales. Au contraire des senneurs qui sont des navires plus grands et pêchant de plus grandes quantités, et donc très visibles, les navires palangriers peuvent être de tailles modestes avec des captures annuelles de l'ordre de 200 tonnes, soit une activité plus aisée à dissimuler à l'échelle d'un océan.

La pêche palangrière dans l'océan atlantique (toutes régions) est à l'origine de la capture de près de 200 000 tonnes (thonidés, espèces apparentées, soit les espadons et les poissons porte-épées, et requins) par an. Pour comparaison, la pêche à la senne capture en moyenne 180 000 tonnes par an dans cet océan. La Chine (30% des prises moyennes incluant Taiwan) et le Japon (15%) représentent plus de 45% des captures palangrières déclarées dans cet océan. Les captures de la flotte européenne représentent 30% des prises annuelles en moyenne, nettement dominées par l'Espagne avec une moyenne de 40 000 tonnes par an. Les prises des navires italiens et grecs sont confinées à la Méditerranée, seuls l'Espagne et le Portugal ayant des flottes de pêche palangrière lointaines parmi les Etats membres.

Tableau 15 : Captures en tonnes des palangriers par pavillon dans l'Atlantique, toutes espèces. Source : ICCAT

Pavillon	2001	2002	2003	2004	Moyenne 2001-2004	% moyenne 2001-2004
Chinese Taipei	44 807	47 650	49 607	42 522	46 147	24%
Pavillon CE	56 711	53 790	61 497	58 941	57 735	30%
dont Espagne	43 102	39 041	37 983	42 341	40 617	21%
dont Portugal	6 886	7 105	10 496	6 519	7 751	4%
dont Italie	4 941	5 891	11 191	8 315	7 585	4%
dont Grèce	1 782	1 752	1 827	1 765	1 782	1%
Japon	27 728	25 625	30 173	29 109	28 159	15%
Brésil	23 041	15 979	14 526	9 651	15 799	8%
Chine, P.R.	10 143	8 655	10 908	8 622	9 582	5%
U.S.A.	6 517	6 759	5 971	6 018	6 316	3%
St. Vincent et Grenad.	11 017	1 699	3 983	7 771	6 117	3%
Diliers	25 739	18 930	18 070	32 071	23 703	12%
TOTAL	205 703	179 086	194 734	194 705	193 557	

¹¹ Miyake, P.M. - 2004 : Review of longline fleet capacity of the world. SCTB17 Working Paper- SPC

Les requins qui sont susceptibles d'être capturés en nombre par les palangriers continuent d'être considérés comme des prises accessoires¹². Comme le montre le tableau suivant, les prises déclarées de ces espèces sont très loin d'être négligeables, variant entre 45 et 60 000 tonnes par an. Les pavillons communautaires (et principalement l'Espagne) sont les entités qui déclarent le plus de prises de requins (près de 50% des prises déclarées). L'ICCAT a demandé depuis 2002 (res. 01-11) à ses parties contractantes de soumettre des données de capture sur les captures et l'effort de pêche concernant les requins.

Tableau 16 : Prises déclarées de requins pour les navires palangriers (tonnes). Source : ICCAT

Pays	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Espagne	29 356	24 796	26 535	28 299	27 247
Portugal	5 241	5 493	9 065	4 471	6 235
Chine	1 566	628	860	- -	1 424
Japon	675	913	1 030	1 744	1 091
Autres pavillons	19 844	15 288	15 830	25 467	19 107
Total	56 656	46 205	53 429	59 981	54 068

Pour l'ensemble des flottes, les espèces les plus capturées par les palangriers sont les thonidés majeurs (patudo, thon rouge, albacore). La première espèce capturée est le patudo (38% des prises en moyenne), devant le germon (20%). Les prises d'espadon sont importantes (19% du total) en raison de son statut d'espèce cible pour certaines flottes, et d'espèces accessoires pour d'autres, et son aire de répartition très large. Les captures d'albacore représentent environ 20 000 tonnes par an.

Comme indiqué précédemment, les stratégies de pêche des navires asiatiques et européens sont différentes. Les navires asiatiques pêchent à la palangre profonde et capturent en majorité des thonidés majeurs, les navires européens pêchent à la palangre de surface (type monofilament, de nuit avec des bâtonnets lumineux) et ciblent l'espadon. On présente dans les tableaux suivants à titre d'exemple la composition des captures des palangriers espagnols et portugais d'une part, et des palangriers japonais et taiwanais d'autre part. Les prises (hors requins) des navires européens se composent à près de 80% d'espadon, celles des navires japonais à 47% de patudo et 29% de germon. S'agissant des navires européens palangriers, on note que les captures de requins déclarées (28 000 tonnes par an en moyenne) sont plus abondantes que les prises de l'espèce cible (l'espadon, 12 000 tonnes par an environ).

Tableau 17 : Prises par espèces des captures déclarées par les palangriers espagnols et portugais. Source : ICCAT

Nom	2002	2003	2004	Moyenne	% Total
Peau bleue	25 639	29 527	28 267	27 811	57%
Espadon	12 134	10 469	13 571	12 058	25%
Mako	3 330	5 007	3 202	3 846	8%
Autres requins	957	480	586	674	1%
Germon	1 139	233	488	620	1%
Thon rouge du Nord	597	618	534	583	1%
Patudo	503	510	459	490	1%
Voilier de l'Atlantique	663	401	347	470	1%
Autres espèces	1 185	1 232	1 407	1 275	3%
Total	46 146	48 478	48 860	48 368	

¹² Au sein de l'ICCAT, les problèmes relatifs à la gestion des requins sont du ressort du mandat du Sous-Comité sur les Prises Accessoires

Tableau 18 : Prises par espèces des captures déclarées par les palangriers taiwanais et japonais. Source : ICCAT

Nom	2002	2003	2004	Moyenne	% Total
Patudo	33 956	37 737	32 920	34 871	47%
Gemon	22 577	22 891	19 203	21 557	29%
Albacore	6 741	9 205	11 281	9 076	12%
Thon rouge du Nord	4 167	3 513	3 071	3 584	5%
Espadon	2 615	2 585	2 040	2 413	3%
Peau bleue	742	830	1 473	1 015	1%
Thon rouge du Sud	1 244	1 649	84	992	1%
Makaïre bleu de l'Atlantique	574	788	842	735	1%
Squaliformes nca	171	200	271	214	0%
Autres espèces	488	382	446	439	1%
Total	73 275	79 780	71 631	74 895	

➤ Stratégies de pêche et captures des navires palangriers européens

La figure suivante indique la répartition de l'effort de pêche des palangriers de surface espagnols en 2001. Ce graphique permet de vérifier que l'activité des palangriers espagnols se répartit sur une surface importante de l'océan atlantique, et principalement dans des zones hauturières, y compris dans les latitudes australes. Une partie de l'effort de pêche est développé dans les eaux proches de la côte de pays d'Afrique de l'ouest, en particulier la zone Sénégal - Cap Vert, et la zone Angola (incluant Sao Tomé, Gabon, Angola), mais le trait qui domine est l'immensité de la zone prospectée par cette flottille. On ne dispose pas de telles données pour les palangriers de surface du Portugal.

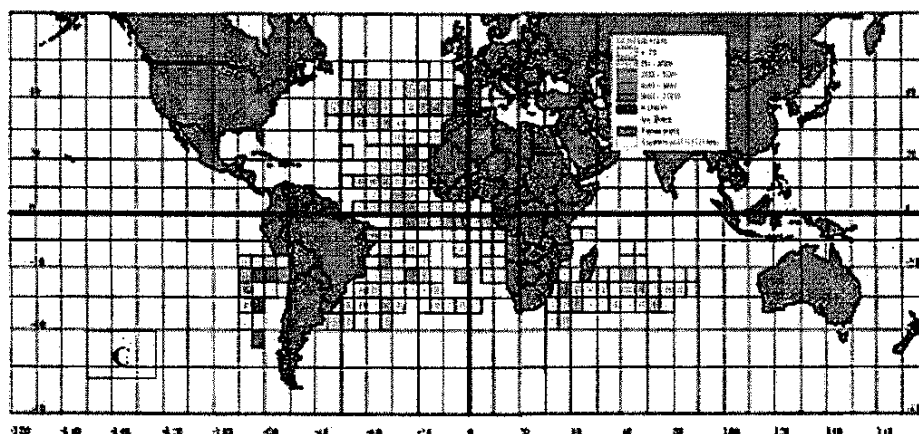


Figure 11 : Distribution de l'effort de pêche des palangriers espagnols en 2002. Source : Mejuto et al., 2004

➤ Activités des palangriers européens dans la ZEE de Côte d'Ivoire

Si l'on se fie aux déclarations de captures des navires palangriers européens, la ZEE de la Côte d'Ivoire apparaît d'un intérêt marginal. En effet, mis à part un total de 37 tonnes déclaré en 2002 par un navire et 1 tonne déclarée en 2003 par un autre, les déclarations de captures de tous les navires licenciés en Côte d'Ivoire sont nulles, suggérant que soit les navires ne sont pas venus pêcher effectivement dans la ZEE de Côte d'Ivoire alors qu'ils y ont pris des licences, soit qu'ils y sont venus mais n'y ont rien pêché.

L'intérêt de la Côte d'Ivoire pour ce type de navire est également moindre que pour les senneurs car les palangriers ne s'arrêtent pas régulièrement au port d'Abidjan. Leurs captures, destinées au marché de la consommation en l'état et non pas à la conserverie, sont le plus souvent transbordées en mer ou lors d'escales à Las Palmas ou au Cap (Afrique du Sud).

Enfin, on relève qu'aucun palangrier d'origine asiatique n'a pris de licence en Côte d'Ivoire, ce qui confirme l'intérêt mineur de cette zone pour la pêche. Un accord avec la Fédération Japonaise des Associations des Coopératives de pêche au thon avait bien été signé en 2002 pour un maximum de 30 licences¹³, mais les informations reçues indiquent que cet accord n'a jamais été utilisé.

4.2.3. La pêche à la canne

➤ Présentation générale

La technique de la pêche à la canne consiste à exploiter les thons en surface en les attirant vers le navire à l'aide d'appâts vivants qui sont en général des petits pélagiques type sardinelle ronde (*S. aurita*) et sardinelle plate (*S. maderensis*). Les poissons sont alors pêchés un par un à l'aide de cannes équipées d'un hameçon sans ardilhon.

Le développement du segment canneur européen remonte aux années 50 quand une partie de la flottille qui pêchait le germon dans le Golfe de Gascogne venait au Sénégal entre novembre et mars pour exploiter l'albacore. Certains de ces navires ont fini par s'installer de façon permanente à Dakar pour se consacrer exclusivement à la pêche de thons tropicaux, avec des changements de pavillon pour certains. Les canneurs français sont même réputés basés à Dakar dans la mesure où ils ont constitué des sociétés d'armement de droit sénégalais.

Au cours de la période historique, le nombre de canneurs a d'abord connu un fort accroissement. D'une moyenne de 17 canneurs au début des années 60, la flottille européenne a compté plus de 60 canneurs de 1963 à 1970. Ensuite, le nombre d'unités a continuellement baissé pour avoisiner les 10 unités en 1991. A partir de 1992, le nombre de canneurs s'accroît pour atteindre 22 en 1999. D'abord dominée par des navires glaciers, la proportion de navires congélateurs de grande capacité (capacité de stockage supérieur à 90 tonnes) a augmenté pour représenter actuellement la totalité de la flottille. La flotte de canneurs battant pavillon européen (France et Espagne) est proche de 15 unités. Des pays de la région (Ghana et Sénégal en particulier) ont développé ce type d'armement car la technique est relativement simple et peu onéreuse, et les captures par ces navires sont bien adaptées à l'approvisionnement des conserveries.

Le déclin observé à partir des années 70 correspond à un déclin de ce type de pêche qui en raison de ses faibles rendements n'est plus compétitif face aux navires senneurs qui vendent sur le même marché de la conserve. L'augmentation de la flotte à partir de 1992 est liée à un changement de stratégie de pêche basé sur l'association permanente des mattes de thons avec le navire et un allongement de la saison de pêche.

La technique d'association permanente entre les bancs de thons et le navire exploite l'une des particularités des thonidés qui consiste à se fixer sous des objets flottants. C'est ce trait particulier qu'exploitent également les senneurs avec l'usage des DCP. Dans le cas des canneurs, l'objet flottant est le navire lui-même. Les navires commencent à pêcher les thons en général à la fin de la nuit en jetant autour des navires des appâts qui font remonter le thon à la surface. D'autres pêches ont lieu durant la journée. Le canneur exploite ainsi sa matte pendant plusieurs jours en suivant ses déplacements naturels. Lorsque les cales du navire sont pleines après environ 13 jours d'exploitation, un canneur associé vient le remplacer et continue l'exploitation de la matte pendant que l'autre rentre à Dakar pour décharger. Les capitaines des navires ont développé un véritable savoir-faire pour la fixation des mattes. Alors qu'un navire arrivait à conserver sa matte associée une vingtaine de jours dans les années 80, la durée moyenne a atteint plus de

¹³ au tarif forfaitaire de 1000 USD par mois par navire, les trois premiers mois n'étant pas fragmentables.

140 jours à la fin des années 1990. Maintenant, les navires arrivent à conserver les mattes associées entre les saisons, mais en général elles sont perdues quand les thons migrent vers le sud du Sénégal à partir de décembre.

Zone de pêche

Depuis des années, la pêcherie à la canne des canneurs européens est très localisée entre 6°N et 22°N le long des côtes d'Afrique de l'Ouest et un peu plus au large vers les îles du Cap Vert. Toutefois, la zone la plus productive qui assure la pérennité de la flottille est beaucoup plus restreinte, de 18°N à 22°N au large de la Mauritanie jusqu'au 20°W.

La figure suivante illustre cette répartition spatio-temporelle des prises des canneurs. Elle confirme l'importance de la zone Mauritanie dont les limites sont grossièrement comprises entre les parallèles 16°N et 21°N. Dans un passé récent, les canneurs européens ne sont jamais descendus vers le sud et la zone du Golfe de Guinée qui reste la zone de pêche préférentielle des canneurs ghanéens.

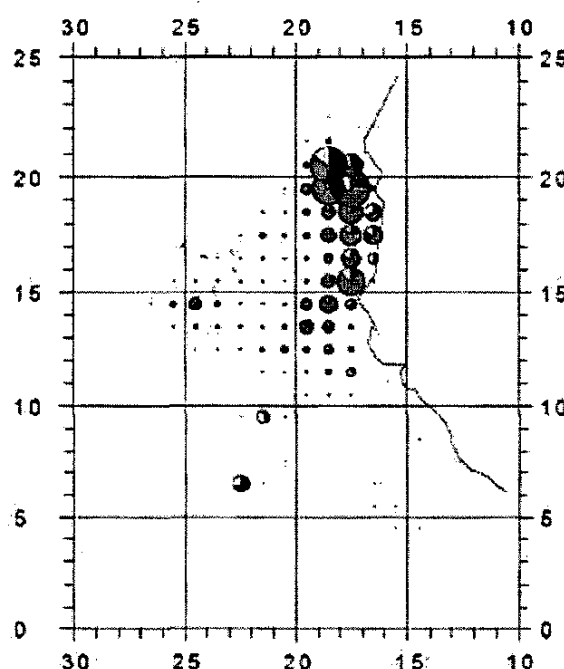


Figure 12 : Répartition moyenne des prises des canneurs européens sur la période 1999-2003

Les thoniers canneurs européens ciblent, comme les thoniers senneurs, les trois espèces de thonidés majeurs que sont le listao (plus de 50% des prises), l'albacore (25%) et le patudo (12%). Les thons sont pêchés pour être vendus comme matière première à l'industrie de la transformation en conserve et principalement aux usines basées à Dakar, port historique d'attache de ces navires.

Comme l'indique le tableau suivant, les navires européens pêchant à la canne dans l'atlantique tropical (navires français et espagnols) capturent en moyenne 9 800 tonnes de thons par an, avec une production record de plus de 11 000 tonnes en 2003. La principale pêcherie de ce type reste celle des canneurs ghanéens mais cette dernière reste localisée dans le Golfe de Guinée avec une moyenne de près de 40 000 tonnes par an, avec un débarquement dans les usines du pays. Globalement, les prises à la canne des navires européens représentent 17% des tonnages prélevés avec cet engin dans l'atlantique tropical oriental.

Tableau 19 : Prises (tonnes) des canneurs par pavillon dans l'atlantique oriental tropical. Source : ICCAT

Pavillon	2001	2002	2003	2004	Moyenne	% Total
Ghana	56 539	28 196	31 702	45 092	40 382	71%
Pavillon CE	7 852	9 779	11 212	10 447	9 822	17%
<i>Dont Espagne</i>	<i>3 007</i>	<i>5 240</i>	<i>7 819</i>	<i>7 513</i>	<i>5 895</i>	<i>10%</i>
<i>Don France</i>	<i>4 845</i>	<i>4 539</i>	<i>3 393</i>	<i>2 934</i>	<i>3 928</i>	<i>7%</i>
Divers pavillons	3 856	3 588	3 107	2 447	3 250	6%
Sénégal	2 875	2 057	1 419	2 477	2 207	4%
Cape Vert	783	1 293	1 437	1 437	1 237	2%
Angola	46	48	48	34	44	0%
Total	71 951	44 961	48 925	61 934	56 943	

➤ Les activités des canneurs européens dans la ZEE de Côte d'Ivoire

Comme les éléments développés dans le paragraphe précédant l'établissent, les canneurs européens travaillent le long du linéaire de côte reliant le Sénégal au Maroc et ne descendent pas dans le Golfe de Guinée. Le manque d'intérêt de cette zone pour les canneurs européens est confirmé par le fait qu'il n'y a eu aucune licence tirée depuis le début du protocole, et naturellement en corollaire, des captures nulles.

La zone présente cependant un intérêt pour ce type de pêche. Le Ghana, pays frontalier (vers l'Est) de la Côte d'Ivoire, a ainsi développé un armement canneur important qui atteignait les 26 unités en 2003. Ces navires travaillent essentiellement pour approvisionner la conserverie de Tema.

5. L'état de la ressource exploitée dans la ZEE de Côte d'Ivoire

5.1. L'état des stocks côtiers

L'état de la ressource côtière s'approche par les travaux du CRO d'Abidjan et par les résultats des travaux du COPACE. Cette ORP intervient en effet dans la sous-région car bon nombre de stocks chevauchent les limites des ZEE voisines.

La collecte de données sur l'état de la ressource a été effectuée par les scientifiques du CRO par le biais de plusieurs campagnes océanographiques. Le navire océanographique Fridjof Nansen a travaillé en 2004 et 2005 sur les espèces pélagiques (sardinelle, chinchard, maquereau) et les espèces démersales vivant sur fonds meubles. Le navire a travaillé en Côte d'Ivoire et dans les autres pays de la sous-région grâce au soutien conjoint de la coopération norvégienne et de la FAO. Un second type de campagne a eu lieu en 2005 avec le navire de recherche guinéen *Président Lansana Conté* sur financement de la contrepartie de l'accord de pêche. La campagne a duré 10 jours et a couvert sensiblement la même zone que le Nansen, mais avec un engin de pêche différent.

Les résultats de ces campagnes tendent à présenter une stabilité de la biomasse de petits pélagiques, dominée par les sardinelles, depuis 1999 avec cependant des fluctuations interannuelles qu'expliquent en partie les périodes de prospection différentes. Les pêches expérimentales de poissons démersaux indiquent également une stabilité de la biomasse de l'espèce principale *B. auritus*. L'un des principaux enseignements concernant les espèces de fonds est la quasi absence de céphalopodes dans les prises, et une biomasse moyenne sensiblement plus importante dans des fonds supérieurs à 50 m, c'est-à-dire là où les navires nationaux pêchent peu.

L'institut océanographique espagnol (IEO) a pour sa part mené plusieurs séries de campagnes au chalut de fond dans les eaux ivoiriennes. Malgré plusieurs demandes auprès de cet institut, il n'a pas été possible d'obtenir une communication des résultats de ces campagnes.

Les campagnes à la mer renseignent sur les biomasses et leurs grandes tendances entre les campagnes, mais ne permettent pas de statuer sur l'état des stocks qui s'évalue en entrant dans les modèles des données sur la biologie des espèces et les prises par unité d'effort des navires de pêche. Le CRO n'a pas, à notre connaissance, entrepris un tel travail de manière autonome, mais collabore avec les groupes de travail scientifique du COPACE.

Concernant la Côte d'Ivoire, les dernières évaluations disponibles datent de la 3^{me} session du Comité Scientifique qui s'est réuni en 2004. Pour les cinq espèces de poissons évaluées pour la Côte d'Ivoire (*B. auritus* la principale espèce pêchée, les capitaines *pseudolithus*, et *galeoides decadactylus*, et les sparidae *Dentex* ou *Pagellus bellottii*), le diagnostic (surexploitation) et la recommandation (réduire l'effort de pêche) du Comité Scientifique du COPACE sont identiques. Même si ces évaluations ne peuvent être qualifiées de robustes compte-tenu de la faiblesse des séries de données utilisées, elles indiquent des situations invitant à la plus grande prudence. S'agissant d'espèces de crevettes ou de céphalopodes, aucune évaluation n'a été conduite pour la Côte d'Ivoire.

5.2. L'état des stocks de grands migrateurs

Les informations sur l'état de la ressource exploitée proviennent de l'ICCAT, ORP en charge de la gestion des stocks de poissons migrateurs dans l'Atlantique. Le mandat de l'ICCAT couvre les espèces de thonidés majeurs, les poissons porte-épée, et également les prises d'espèces importantes comme les requins. Les stocks de chacune de ces espèces sont découpés en entités discrètes en fonction de leurs caractéristiques biologiques, qui forment autant d'unité de gestion. Les paragraphes suivants reprennent les informations pertinentes pour l'évaluation de l'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire en termes de stocks exploités, à savoir :

- Le stock est de listao
- Les stocks atlantiques d'albacore et de patudo
- Le stock sud d'espadon
- Les stocks atlantiques de makaire (=marlin), voiliers et requins

Les informations sur l'état des stocks ouest de listao, nord d'espadon et d'albacore (nord, sud et Méditerranée) ne seront pas développées dans ce rapport car ces stocks ou ces espèces ne présentent pas d'intérêt particulier pour cette étude d'évaluation.

Le listao

Le listao est une espèce pêchée exclusivement par les engins de surface (senne, canne, traîne). Il est souvent associé à des objets flottants naturels ou de dispositifs (artificiels) de concentration des poissons (les DCP). L'espèce est souvent capturée en même temps que des albacores ou juvéniles de patudo. Les prises sous DCP sont en moyenne composées d'environ 63% de listao, 20% de petit albacore, et de 17% de patudo juvénile et d'autres thonidés mineurs.

Les dernières évaluations pour l'océan atlantique ont été menées en 1999. En ce qui concerne l'Atlantique est, la pêche au listao a subi de profonds changements au début des années 90 suite à l'introduction d'objets flottants artificiels (DCP), à l'expansion de la pêche à la senne vers l'ouest (30°W) et dans des latitudes proches de l'équateur suivant la dérive des DCP, à l'introduction de ces DCP dans les pêcheries à la senne et à l'appât vivant du Ghana (1992) et au développement de modalités de pêche visant essentiellement le patudo, dans laquelle le canneur tient lieu d'objet flottant et sert à fixer et à pêcher un banc (composé de patudo, d'albacore et de listao) pendant toute la saison de pêche, dans les eaux du

Sénégal, de la Mauritanie et des îles Canaries (1992). Tous ces changements ont provoqué une augmentation de la biomasse exploitable du stock de listao (à cause de l'expansion de la zone de pêche) et de sa capturabilité. Aujourd'hui, les principales pêcheries sont celles des senneurs, en particulier la Communauté européenne, le Ghana et les Antilles néerlandaises, suivies des pêcheries de canneurs du Ghana, et de la Communauté européenne. Les captures réalisées en 2003, dans l'Atlantique est, se sont élevées à 123.400 t, soit une augmentation de 33% par rapport à 2002.

Du fait de nombreuses incertitudes sur la biologie du listao, le Comité Scientifique de l'ICCAT ne peut conclure sur l'état du stock de listao occidental comme oriental. Aucune estimation de la PME ni de la mortalité par pêche n'a pu être publiée. Les résultats suggèrent cependant qu'il peut y avoir une surexploitation locale de la pêche sous DCP, même si l'on ignore si cette situation s'applique au stock entier. Aucune recommandation de gestion n'a pu être formulée.

L'albacore

Dans l'Atlantique est, plusieurs pêcheries de canneurs opèrent le long de la côte africaine : la plus importante est celle de Tema (poids moyen des poissons : 2,5 kg environ), mais il en existe d'autres, à Dakar (poids moyen des poissons : 7 kg environ) et dans divers archipels de l'Atlantique (Açores, Madère, Îles Canaries et Cap-Vert) avec des poids moyens d'environ 30 kg. Les senneurs capturent de grands albacores dans la région équatoriale durant le premier trimestre de l'année, coïncidant ainsi avec la saison et zone de frai. Ils capturent également de petits albacores associés à des listaos et des thons obèses à l'aide d'objets flottants. Les poissons capturés en bancs libres pèsent en moyenne 34 kg environ, alors que ceux capturés à l'aide d'objets flottants pèsent en moyenne 4 kg, ce qui représente une moyenne totale d'environ 18 kg.

Étant donné que les débarquements déclarés d'albacore en 2001 semblaient quelque peu dépasser le niveau de la PME estimée lors de l'évaluation de 2003 (149 000 tonnes), et que l'effort et la mortalité par pêche pourraient avoir dépassé les niveaux associés à la PME, il est important de faire en sorte que l'effort effectif ne dépasse pas le niveau de 2001. Les projections indiquent que la biomasse du stock pourrait diminuer si la mortalité par pêche augmentait et atteignait le niveau estimé pour 1992, lequel est actuellement atteint ou dépassé. Par conséquent, la poursuite éventuelle de l'augmentation de la puissance de pêche des senneurs et d'autres flottilles inspire aussi des inquiétudes, même si la capacité globale de la flottille demeure constante. Il convient de noter que les estimations des débarquements totaux d'albacore en 2002 et 2003, qui n'étaient pas disponibles au moment de l'évaluation, s'élevaient à 139.000 t et 124.000 t, respectivement. Ainsi, dans les conditions actuelles, le stock d'albacore est considéré comme se situant dans des limites viables. La nécessité de maintenir l'effort de pêche à des niveaux inférieurs à ceux relevés en 1992 est donc maintenue, et la recherche de solutions visant à réduire les pêches de petits albacore fortement encouragée par le Comité Scientifique de l'ICCAT.

Le patudo

La prise annuelle totale s'est accrue jusqu'au milieu des années 1970, où elle a atteint 60 000 t. Elle a ensuite fluctué durant les 15 années suivantes. Elle a dépassé 95 000 t en 1991, puis a poursuivi sa hausse pour atteindre un record historique d'environ 130 000 t en 1994. La prise est en baisse depuis lors, se situant à 76 000 t en 2002. Le total des prises déclarées pour 2003 était d'environ 85 000 t, soit une augmentation d'environ 9 000 t par rapport à 2002. Les principales pêcheries de canneurs sont établies au Ghana, au Sénégal, aux îles Canaries, à Madère et dans l'archipel des Açores. Les flottilles tropicales de senneurs sont actives dans le Golfe de Guinée et au large du Sénégal dans l'Atlantique est, et au large des côtes vénézuéliennes dans l'Atlantique ouest. Les flottilles comprennent des bateaux de la Communauté (Espagne et France), du Ghana, et de pavillons divers. La flotte vénézuélienne opère, quant à elle, dans l'Atlantique occidental.

Deux importantes pêcheries palangrières sont exploitées par le Japon et par la Chine (Tapei), et leurs prises, en 2002, ont représenté 45% de la capture globale en poids.

Le patudo est la principale espèce-cible de la plupart des palangriers et de certains canneurs. Pour les autres pêcheries de surface, en revanche, cette espèce a toujours été d'une importance secondaire. Contrairement à l'albacore qui se pêche aussi sur bancs libres, le patudo est essentiellement capturé lors d'opérations effectuées sur des bancs associés, tels que des troncs et des dispositifs artificiels de concentration du poisson (DCP). La taille du poisson capturé varie selon les pêcheries : moyenne à grande pour les palangriers, petite à grande pour la pêche dirigée des canneurs, et petite pour les autres canneurs et les senneurs. Les poids moyens correspondant à ces trois types de pêcherie sont respectivement de 45-50 kg, 20-30 kg et 3-4 kg.

La situation du stock de patudo a été réévaluée en 2004 suite aux difficultés rencontrées dans la réalisation de cet exercice en 2002. Différents modèles ont estimé la PME entre 93 000 et 113 000 tonnes et un modèle par âge a estimé celle-ci à 114 000 tonnes. Ces analyses considèrent que la capture totale dépasse la limite supérieure des estimations de la PME pour la plupart des années entre 1993 et 1999, entraînant une réduction considérable du stock, suivie par une stabilisation au fur et à mesure que les prises totales diminuaient. Ces résultats indiquent également que la biomasse actuelle est légèrement en-dessous ou au-dessus (85%-107%) de la biomasse correspondant à la PME et que la mortalité par pêche actuelle se trouve également dans une fourchette de 73% à 101% du niveau qui produirait la PME. Suivant ces indications, la situation du stock de patudo varierait entre la pleine exploitation et une situation conduisant à terme à la surexploitation. Toutefois, les indications de la pêcherie palangrière, de plus grande portée, donnent un état plus pessimiste que ce qui est impliqué par ces résultats de modèle. Des projections du stock ont été faites en se fondant sur les résultats du modèle de production et en postulant une capture de 75 400 t en 2003 et divers niveaux de prises constantes par la suite. Les résultats de la projection suggèrent que la biomasse du stock risque de diminuer davantage avec des prises constantes égales ou supérieures à 100 000 t. En moyenne, des prises égales ou inférieures à 90 000 t entraîneraient une augmentation de la biomasse.

Le Comité Scientifique de l'ICCAT (2004) recommande par conséquent :

- Que la capture de patudo juvénile de taille inférieure à la taille minimum (3,2 kg) qui représente encore de 46 à 62% des prises soit réduite, notamment par le biais du respect du moratoire concernant la pêche sous DCP.
- Que la prise totale annuelle totale soit plafonnée à 90 000 tonnes, des niveaux supérieurs ne permettant pas la restauration du stock à des niveaux soutenables.

L'espadon stock sud

La prise estimée dans l'Atlantique Sud était relativement faible (en général moins de 5 000 t) avant 1980. Depuis, les débarquements se sont accrus de façon continue pendant les années 80 et le début des années 90 jusqu'à atteindre un sommet de 21 780 t en 1995, ce niveau étant comparable à celui de la pêche maximale nord-atlantique. L'accroissement des débarquements était dû, entre autres, au déplacement progressif de l'effort de pêche vers l'Atlantique Sud, en provenance, surtout, de l'Atlantique Nord, mais aussi d'autres océans. Les débarquements estimés ont ensuite été ramenés à 13 835 t en 1998 (réduction de 36 %). La réduction des prises, consécutive au maximum enregistré en 1995, était en réponse aux réglementations, et est due, en partie, au déplacement de flottes vers d'autres océans et à des changements d'espèce-cible. En 2003, les prises déclarées (12 553t) étaient d'environ 10% inférieures au niveau déclaré de 2002. La prise déclarée de 2004 s'élève à 12 779 t et devrait être considérée comme provisoire et probablement sous-estimée.

En raison de lacunes et d'incohérences dans les données transmises, le Comité n'a pu réaliser d'estimations fiables de la situation du stock d'espadon dans l'atlantique sud. Compte tenu de l'expansion des pêcheries palangrières par le passé et de l'apparente stabilité d'au moins une pêcherie dirigée, le Comité recommande que les prises demeurent à peu près au même niveau que celui des dernières années précédant l'évaluation afin de maintenir le stock à peu près au niveau d'abondance qui existait alors. Etant donné l'évolution de la pêcherie et l'apparente stabilité d'au moins une pêcherie dirigée à la suite des récentes réductions de captures, le Comité recommande que les captures soient maintenues au même niveau environ que ces

dernières années (14-15.000 t). Il est peu probable d'obtenir un avis plus quantitatif et plus fiable compte tenu du fait qu'on ne dispose pas des données de CPUE de certaines des flottilles les plus importantes qui pêchent dans l'Atlantique Sud. Cette limite a été prorogée en attendant une nouvelle évaluation qui devrait avoir lieu en 2006.

Le makaire bleu

Dans l'ensemble de l'Atlantique, les débarquements ont commencé à s'accroître au début des années 1960. Ils ont atteint un chiffre record de plus de 9.000 t en 1963, sont retombés par la suite à 2.000-3.000 t entre 1967 et 1977, puis ont oscillé en montrant une tendance à la hausse de 1978 à 1996 suivie d'une tendance à la baisse. Les captures de makaire bleu déclarées au titre de 2003 (1.951 t) sont incomplètes et pourraient représenter une sous-estimation considérable de la prise réelle, à cause de l'absence de déclarations de certaines flottilles qui ont historiquement débarqué de vastes quantités de cette espèce. Les tendances générales des captures ont suivi l'intensité de la pêche hauturière à la palangre. Toutefois, les captures récemment déclarées de la pêcherie côtière au filet maillant sont devenues importantes.

L'évaluation de 1996 du makaire bleu indiquait que la biomasse était égale à environ 25% de la biomasse à la PME au milieu des années 1990, que la mortalité par pêche était environ le triple de la mortalité par pêche à la PME, et que cette espèce faisait l'objet d'une surpêche depuis une trentaine d'années. La PME a été estimée à près de 4.500 tonnes historiques. Les dernières évaluations qui intègrent un taux de renouvellement du stock moins important qu'on ne le pensait avant, confirment que le stock de makaire bleu est dans un état prononcé de surexploitation. Le Comité recommande à la Commission de prendre des mesures pour réduire autant que possible la prise de makaire bleu.

Autres espèces de poissons porte-épée

L'ICCAT a obtenu de son Comité Scientifique des analyses de la situation des stocks du makaire blanc et du voilier atlantique. Le stock de makaire blanc atlantique serait dans un état de surexploitation depuis de nombreuses années et la principale recommandation est de réduire les captures de façon sensible. Les stocks de voilier seraient dans un état de pleine exploitation et la prudence invite le Comité Scientifique de recommander un gel de l'effort sur cette espèce.

Synthèse des informations

Dans l'océan atlantique, l'état du stock de listao (est et ouest) reste inconnu, même si certaines hypothèses scientifiques font état de possibles surexploitations localisées. Dans l'ensemble, ce stock n'inspire pas d'inquiétudes particulières. Le stock d'albacore est considéré comme en état de pleine exploitation avec des captures et efforts de pêche à des niveaux soutenables. Le stock de patudo oscille suivant les estimations entre un état de pleine exploitation et un état de surexploitation. Les dernières recommandations du Comité Scientifique de l'ICCAT, appuyées par le STCEF, font état d'un besoin de limiter les captures d'albacore et de patudo juvéniles, et de la nécessité de limiter le volume des captures de ces deux espèces afin que les prises restent compatibles avec un niveau de PME. Parmi les mesures visant à limiter les prises de juvéniles, le maintien du moratoire sur les pêches de surface sur DCP est recommandé, celui-ci ayant également des effets bénéfiques pour le stock de listao.

Concernant l'espadon exploité par les palangriers, les informations disponibles sur l'état des stocks d'espadon atlantique indiquent que les niveaux d'exploitation actuels seraient compatibles avec des niveaux soutenables, mais les évaluations précises n'ont pu être conclusives en raison d'incertitudes. Pour cette espèce, les recommandations scientifiques vont vers un maintien des captures et efforts de pêche actuels, et une protection des juvéniles. La situation des stocks des autres poissons porte-épée est beaucoup plus délicate. Les stocks de makaire bleu et de makaire blanc sont dans un état de surexploitation depuis plusieurs années.

6. Mode de gestion des pêcheries dans la ZEE de Côte d'Ivoire

6.1. Le cadre législatif national

En 2006, la réglementation des pêches actuellement en vigueur repose toujours sur les dispositions de la loi n° 86-478 relative à la pêche du 1^{er} juillet 1986. Ce texte de portée générale renvoie à des décrets d'application pour ce qui concerne les dispositions plus spécifiques. Or divers documents internes de l'administration des pêches font état de l'absence des décrets d'application qui sont nécessaires à l'application de cette loi. On note en particulier l'absence des textes essentiels à la gestion de la ressource : il n'a pas été fixé de maillage réglementaire pour les engins utilisés en mer, ni la répartition spatiale des zones de pêche pour les pêcheries maritimes (artisanale et industrielles), ni les conditions de délivrance des autorisations de pêche pour la pêche artisanale. La loi de pêche 1986 comporte également des lacunes en matière de coopération régionale et internationale.

Aucun de ces décrets d'application n'ayant été pris, les seules infractions pouvant être valablement sanctionnées au titre de cette loi sont celles définies et réprimées par le texte législatif, à savoir l'exercice de la pêche dans des eaux sous souveraineté ou juridiction ivoirienne par des navires étrangers battant pavillon d'un état avec lequel la Côte d'Ivoire n'a pas d'accords de pêche, ou dépourvus de licence quand un tel accord existe (sanction de 150€ à 76 000€ d'amende et/ou emprisonnement de un à trois ans). Pour d'autres types de comportements susceptibles de porter atteinte à l'équilibre des stocks (maillage trop petit, espèces sous-tailles), il n'existe pas de base juridique qui permettrait à l'Administration de les sanctionner. Dans le même ordre d'idée, aucun texte ne clarifie les obligations de déclaration de la part des pêcheurs.

Un projet de loi avait été préparé par les services des pêches dès 1997. Il comportait d'ailleurs un certain nombre de décrets simultanés afin d'avoir l'application immédiate de certaines mesures proposées. Après plusieurs reprises du document, il a été inscrit à partir de 1999/2000 dans la chronologie des Communications au Conseil des Ministres, mais les événements ont conduit à traiter d'autres priorités que celle-ci. En 2006, au passage de la mission, cette nouvelle Loi sur la Pêche n'a toujours pas été soumise à l'approbation du gouvernement et les décrets d'application n'ont naturellement pas été promulgués.

Pour la mission, même si elle n'a pas eu communication du nouveau texte de loi, il est plus que jamais indispensable en 2006 de reprendre ce dossier en adaptant la législation à l'exploitation actuelle et en refondant les textes de manière cohérente et simultanée avec la construction d'une politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture. Cette faiblesse du dispositif institutionnel ivoirien est une lacune à combler rapidement, et l'assistance technique d'un spécialiste en législation des pêches pourrait être sans aucun doute une aide utile à l'élaboration du document final. A l'heure actuelle, la gestion des ressources dans la ZEE ivoirienne n'existe pas.

6.2. Les accords de pêche

La Côte d'Ivoire se réserve naturellement le droit de conclure des accords de pêche avec des parties étrangères. L'article 7, Titre II de la loi 86-478, stipule en effet que «L'exercice de la pêche lucrative est réservé aux personnes physiques ou morales ivoiriennes ou étrangères sous réserve que ces dernières soient ressortissantes d'un pays avec lequel la Côte d'Ivoire a conclu une convention de pêche. Il est subordonné à l'autorisation délivrée dans des conditions déterminées par décret.».

Dans les faits, en dehors de l'accord avec la Communauté européenne, il existe deux accords de pêche conclus avec des intérêts japonais d'une part, et des intérêts de Guinée et Guinée Bissau d'autre part. Ces

accords existent toujours mais n'ont fait l'objet d'aucune exécution suivant les informations données par les Autorités du pays.

➤ **Accord de pêche entre la République de Côte d'Ivoire et la Fédération Japonaise des associations des coopératives de pêche au thon dans les eaux de la Côte d'Ivoire**

Cet accord, signé le 29 août 2002 autorise la délivrance d'un maximum de 30 licences de pêche saisonnières pour 3 mois, reconductibles mois par mois, pour des palangriers sous pavillon japonais, s'ils en font la demande. Les redevances sur licences sont d'un montant unitaire de 3000 USD pour les trois premiers mois non fragmentables, et de 1000 USD pour chaque mois supplémentaire sollicité. L'accord comporte les obligations usuelles de signalement des entrées et sorties de la ZEE, ainsi que les obligations de fournitures des statistiques de captures.

Il n'y pas eu d'exécution de cet accord, et les probabilités à venir sont faibles dans la mesure où la flottille japonaise cherche à exploiter les calibres supérieurs de l'espèce ciblée, le patudo. Si la représentativité de l'espèce dans les captures effectuées dans la ZEE de la Côte d'Ivoire est élevée, de 35 % à 39 % suivant les années, la fréquence des gros individus n'est peut-être pas suffisante pour la justification économique de la pêcherie, et ce d'autant plus que le stock de patudo présente des signes de surexploitation probable au point que l'espèce fait l'objet de mesures de protection spécifiques.

➤ **Accord de coopération en matière de pêche entre la République de Côte d'Ivoire et respectivement la République de Guinée Bissau et la République de Guinée**

L'accord de pêche signé avec la Guinée Bissau est très ancien puisqu'il a été signé le 8 novembre 1987 ; le protocole non daté a probablement été ratifié l'année suivante. Au vu de l'article 15 précisant que l'accord est conclu pour une durée de 5 ans et renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation de l'une des parties, l'absence d'une dénonciation officielle implique juridiquement qu'il est toujours en vigueur.

L'accord de pêche signé avec la Guinée est plus récent, puisqu'il a été signé le 24 Avril 1998, le protocole d'accord ayant lui été ratifié le 15 octobre 1999. Au vu de l'article 12 précisant que l'accord est conclu pour une durée de 2 ans et renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation de l'une des parties, l'absence d'une dénonciation officielle implique juridiquement qu'il est toujours en vigueur.

Ces accords avaient pour objectif d'accroître la production débarquée par la flotte nationale puisqu'ils comportent tous deux des ouvertures en matière de pêche pélagique et de pêche démersale. Le coût des licences prévu par cet accord (près de 150 € par TJB pour une licence annuelle en Guinée Bissau et 135 USD par TJB en Guinée) reste cependant probablement trop élevé et contribue au fait que cet accord n'est pas utilisé.



6.3. Les mesures de gestion des stocks de thonidés

Depuis les années 1980, le cadre juridique international régissant la pêche en haute mer et l'exploitation des grands migrateurs a constamment évolué pour arriver à une situation actuelle où tous les États sont tenus au respect d'obligations minimales. Parmi ces textes, on citera la CNUM et l'accord sur les stocks chevauchants, ainsi que l'accord international sur le respect des mesures de conservation en haute mer. La FAO a pour sa part promu des textes importants, qui bien que légalement non contraignants, constituent des références utilisées pour la gestion des stocks. On citera ainsi le Code pour une Pêche Responsable, et les Plans d'actions internationaux en découlant (en anglais *IPOA : International Plan of Action*) dédiés à une gestion internationale de problèmes pour la durabilité de l'exploitation. En 2004, quatre types d'IPOAs étaient en vigueur, l'IPOA sur la gestion des capacités de pêche, un IPOA sur la conservation des requins, un autre sur les prises accidentelles d'oiseaux de mer, et enfin, un IPOA visant à combattre et éradiquer la

pêche Illégale, Non-déclarée, Non-réglémentée (INN, soit en anglais IUU : *Illegal, Unreported and Unregulated*).

Ces instruments internationaux, auxquels la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire ont adhéré, constituent les fondements des mesures de gestion prises par l'ICCAT et les autres ORP thonières. On rappellera que ces mesures sont de nature contraignante car elles priment sur le droit national régissant les activités des flottilles de pêche du pavillon. Les mesures sont ainsi transcrites dans le droit communautaire par le biais de règlements du Conseil ou de la Commission, et obligatoires pour tous les Etats membres. Les deux principaux règlements spécifiques sont le règlement 973/2001 prévoyant des mesures techniques de conservation pour certains stocks de grands migrateurs¹⁴, et le règlement 1936/2001 établissant certaines mesures de contrôle applicables aux activités de pêche de certains stocks de poissons grands migrateurs. Les éléments relatifs à la limitation des captures des différentes espèces se retrouvent dans les règlements TAC et quota de fin d'année¹⁵.

Les mesures de gestion prises par l'ICCAT sont en nombre croissant depuis quelques années. Ceci est lié en particulier à des situations de pêcheries qui demandent à être mieux maîtrisées. Pour simplifier, les mesures prises par les ORP peuvent se classer dans deux grandes catégories : (i) les mesures destinées à juguler et éradiquer l'activité des navires de pêche pirates (les IUU) et maîtriser les capacités de pêche pour mieux gérer l'effort des flottes et (ii) les mesures techniques spécifiques aux stocks et portant sur les pratiques de pêche. On inclut dans cette catégorie les mesures de plafonnement des captures annuelles (les TAC ou totaux admissibles de captures), les mesures sur les tailles minimales des espèces, les mesures relatives aux dimensions des engins, et les mesures relatives à l'exercice de la pêche (zones interdites, période de fermeture).

6.3.1. Les mesures liées à la lutte anti-IUU et maîtrise des capacités de pêche

Le développement des capacités de pêche a posé un problème. D'une part parce que certains stocks (albacore, patudo, espadon) sont dans un état qui nécessite un contrôle des prélèvements, et donc des capacités, et d'autre part parce que l'activité de flottilles IUU s'y est développée de manière importante durant les dernières décennies, compromettant les efforts de la communauté internationale pour gérer les stocks. Cette flotte IUU pratique essentiellement les métiers de la palangre profonde. Elle a donc un impact sur les stocks de patudo et d'albacore. Au sens de l'ICCAT, un navire est IUU lorsqu'il bat le pavillon d'une partie non contractante et qu'il pratique la pêche de thonidés en contravention avec la réglementation.

➤ Les listes positives

L'une des mesures les plus efficaces a été l'instauration à partir de 2002 de listes publiques de navires autorisés à pêcher, connues sous le nom de listes positives. Ces listes s'avèrent plus efficaces que les listes noires de navires réputés IUU dans la mesure où ces navires sont aptes à changer d'identité rapidement. Les listes positives de navires ont été adoptées quasi-simultanément par l'ICCAT dans l'Atlantique, la CTOI dans l'océan indien, l'IATTC dans le Pacifique oriental. Les listes des navires autorisés sont ouvertes aux parties contractantes et coopérantes uniquement. Elles interdisent de fait la pratique de la pêche aux navires battant pavillon d'Etats qui n'ont pas de relations formalisées avec les ORP. Les listes positives ont eu pour principal effet de limiter l'intérêt des pavillons de complaisance en leur interdisant de pêcher, retenir à bord, transborder ou débarquer des thonidés ou espèces apparentées. L'avènement de ces listes est une contribution forte à la lutte anti-IUU.

¹⁴ Et leurs modifications successives

¹⁵ le dernier est le Règlement 51/2006 du Conseil du 22 décembre 2005, JOCE L16 p.1 du 20.1.2006

Les listes positives concernent les navires de plus de 24 m entre perpendiculaires, soit les grands navires capables de pêcher sur des étendues importantes. Les parties qui inscrivent les navires doivent détailler leurs origines, prévenant ainsi la régularisation de navires ayant eu un passé IUU. Dans l'Atlantique et l'océan indien, les listes positives sont des longues listes de navires susceptibles de pêcher, par opposition à des listes restreintes de navires réellement actifs dans les zones des conventions. À titre d'exemple, la liste positive de l'ICCAT comptait mi 2006 près de 1 600 navires de la CE.

Il faut néanmoins signaler que l'esprit des listes positives commence à être détourné. Ceci se vérifie par l'apparition de palangriers de 23,99 m et moins dont les capacités de travail ne sont pas loin de celles des palangriers de haute mer. Ces navires n'ont pas besoin d'autre autorisation que celle de l'Etat du pavillon pour exploiter les stocks de grands migrateurs dans les eaux internationales. À noter que l'apparition de senneurs de moins de 24 m est hautement improbable, ou alors ceux-ci auront des capacités de captures négligeables. L'ICCAT envisage de revoir la définition des navires de grande taille et de réajuster la portée de la liste positive aux navires de 15 m et plus (ce qui a été fait dans une certaine mesure dans l'océan indien).

➤ La documentation des échanges

Les mesures énoncées ci-dessus gênent considérablement l'activité des navires IUU mais ne la prévient pas du fait de la difficulté de contrôler les mouvements des navires, et en particulier les opérations de transbordement en mer. L'ICCAT et les autres ORP thonières ont ainsi mis en place des systèmes de suivi des échanges d'espèces sensibles. Ces programmes de documentation statistique requièrent que toute opération de négoce international soit accompagnée d'un document certifié permettant de remonter *in fine* au navire qui a réalisé les captures et à la zone de travail. À la fin 2004, les programmes de documentation statistiques concernaient le thon rouge de l'Atlantique, le patudo et l'espadon pour l'Atlantique.

Quelques années après la mise en place de ces mesures, il semble que le suivi des captures ait permis de limiter sensiblement le blanchiment des prises illicites. Il a également permis de disposer de bases de données alternatives sur les échanges internationaux, qui recoupées avec les bases de données nationales du commerce extérieur, ont dans certains cas révélé des pratiques illégales. Par ce biais, des pavillons ont pu être convaincus d'activité IUU et sanctionnés comme tels (identification de Taiwan par exemple).

L'effet de ces mesures semble avoir abouti à certains résultats dans l'Atlantique où l'ICCAT semble disposer d'éléments convergents pour conclure que les pratiques IUU ont sérieusement décliné pour presque disparaître.

➤ Le contrôle des transbordements

Les transbordements en mer sont jugés constituer l'une des principales étapes dans le blanchiment des captures par les navires IUU. Afin de mieux les contrôler, l'ICCAT a adopté la résolution 05-06 établissant un programme pour le transbordement des grands palangriers. En résumé, cette résolution impose aux parties contractantes de déclarer les navires de charge sur lesquels les captures peuvent être transbordées, et assujettit le transbordement à une autorisation préalable du navire de pêche battant son pavillon. Dans le cas d'un transbordement au port, le capitaine doit faire une notification préalable à l'Etat du port et informer ses autorités du pavillon. En outre, la résolution prévoit que des observateurs puissent être déployés sur les navires de charge receveurs pour contrôler la véracité des déclarations.

6.3.2. Mesures techniques

➤ Limites de capture et/ou de capacités de pêche

Pour le patudo et l'espadon, espèces potentiellement concernées par la pêche thonière dans le Golfe de Guinée, des quotas fixent le maximum de capture autorisées pour chaque entité de pêche. Pour le patudo, la CE bénéficie d'un quota variant entre 25 000 et 24 000 tonnes par an pour la période 2005-2008, pour un TAC total de 90 000 tonnes. Pour le stock sud d'espadon, la CE dispose d'un quota de presque 6 000 tonnes sur un TAC total variant autour de 16 000 tonnes par an. Pour les autres espèces majeures (listao et albacore), il n'existe pas de mesures de plafonnement des captures.

S'agissant des mesures visant à gérer l'effort de pêche, une résolution de l'ICCAT impose que l'effort de pêche déployé sur l'albacore ne dépasse pas l'effort observé en 1992. Le programme pluriannuel de conservation du patudo impose en outre que le nombre de navires autorisés à pêcher cette espèce ne dépasse pas les niveaux moyens de 1991 et 1992, avec un gel au niveau des effectifs déclarés en 2005 pour les parties qui ont reçu un quota de pêche pour cette espèce (incluant la C.E.).

Situation de la C.E. : d'après les rapports annuels transmis par la C.E. à l'ICCAT, la Communauté respecte ces mesures de limitation des captures et de l'effort. Ce respect est facilité par l'adoption de niveaux de référence anciens (début des années 1990), à une époque où les capacités communautaires déployées sur la pêche tropicale en atlantique étaient bien plus importantes que maintenant (il y avait par exemple près de 60 senneurs communautaires en 1991, il n'en restait que moins d'une vingtaine en 2005).

➤ Tailles minimales

La limite à 3,2 kg qui avait été imposée pour l'albacore et le patudo a été abandonnée en raison de l'inapplicabilité de la mesure. L'espadon reste soumis à une taille minimale de 125 cm avec une tolérance de 15%.

Situation de la C.E. : D'après les rapports de la C.E. à l'ICCAT, la Communauté respecte les mesures portant sur la taille minimale de l'espadon (1% de poissons sous la taille minimale en 2003, pour une marge de tolérance autorisée de 15%).

➤ Fermeture spatio-temporelle

Dans le cadre du programme pluriannuel de conservation du patudo, une zone a été totalement fermée à la pêche de surface (senne et canne principalement) pour le mois de novembre de chaque année. Les limites de cette zone correspondent à celles de la zone dite Picolo de la Figure 9.

Situation de la C.E. : Cette mesure étant nouvelle, la C.E. n'a pas encore fait de rapport sur son application à l'ICCAT. Le contrôle du respect de ce moratoire est facilité par le suivi VMS en temps réel des positions des navires par les FMC des États membres. Tous les logiciels de suivi des flottes par satellite permettent de programmer des alertes automatiques si les navires entrent dans la zone interdite.

➤ Autres mesures techniques

Pour les requins, il existe une interdiction de la pratique du *shark-finning*, avec un seuil maximum autorisé de 5% de poids d'aillères par rapport au poids de carcasses à bord. Ce type d'interdiction figure déjà dans le droit communautaire (Reg 1185/2003 du Conseil).

L'ICCAT a adopté en 2005 un projet de résolution sur les hameçons circulaires. Ce texte est destiné à encourager les parties à faire des essais de pêche avec des hameçons de ce type dans la mesure où il a été établi dans d'autres régions qu'ils permettent de minimiser les prises de tortues marines. La C.E. a procédé en 2005 au lancement d'un appel d'offres visant à organiser ces essais, et les expérimentations du prestataire retenu devraient débuter durant l'été 2006.

7. L'impact de la pêche sur l'environnement

7.1. La pêche chalutière

Il n'a pas été trouvé d'informations spécifiques sur les impacts environnementaux des chalutiers européens (jusqu'en 2003) ou nationaux opérant dans les eaux de Côte d'Ivoire. Comme dans la plupart des pêcheries de ce type, il est fort probable que ces impacts se caractérisent en termes de prises accessoires et rejets importants, et en captures accidentelles de tortues marines en zones côtières.

En ce qui concerne le chalutage profond de crustacés qui semble être la seule activité ayant suscité l'intérêt d'opérateurs européens en Côte d'Ivoire (hors thon), on peut anticiper, en raisonnant par analogie avec des constatations faites sur des pêcheries de même type en Angola ou au Sénégal, des prises accessoires importantes de juvéniles de merlus et autres espèces du talus continental. L'étude des résultats des campagnes de l'IEO dans ces couches bathymétriques permettrait de quantifier cet impact, mais il n'a pas été possible d'obtenir la communication des rapports de campagne malgré des demandes répétées.

7.2. La pêche thonière à la senne

L'une des particularités de la pêche de thonidés à la senne est l'emploi de DCP. Ces dispositifs ont la particularité de fixer dans l'espace les bancs de listaos recherchés par les senneurs, diminuant ainsi le temps de recherche du poisson et augmentant la probabilité de calée positive (90% de probabilité de capture sous DCP, contre 50% sur banc libre). La faune marine fixée par les DCP intègre également des albacores et patudos de petite taille, mais aussi diverses espèces de l'écosystème pélagique océanique dont :

- les daurades coryphènes (genre *Coryphæna*)
- les requins : requin soyeux (*Carcharinus falciformis*), requin océanique (*C. longimanus*) et requin marteau (genre *Sphyrna*).
- des poissons porte-épée : makaires bleu et blanc (*Tetrapturus audax* et *albidus*), voilier (g. *Istiophorus*)
- balistes pélagiques (genre *Balistes*)
- carangues: Rainbow runner (*Elagatis bipinnulata*), yellowtail (g. *Seriola*) et divers (g. *Caranx*)
- des barracudas (*Sphyræna barracuda*)
- d'autres espèces diverses dont des tortues marines

Compte-tenu de l'aide importante à la pêche que l'usage des DCP apporte aux armements, on a assisté sur ces dernières années à une augmentation très sensible des prises de thonidés réalisées sous DCP. La figure suivante indique que les captures de thonidés sous DCP dépassent les 50% dans les océans atlantique, indien et pacifique ouest.

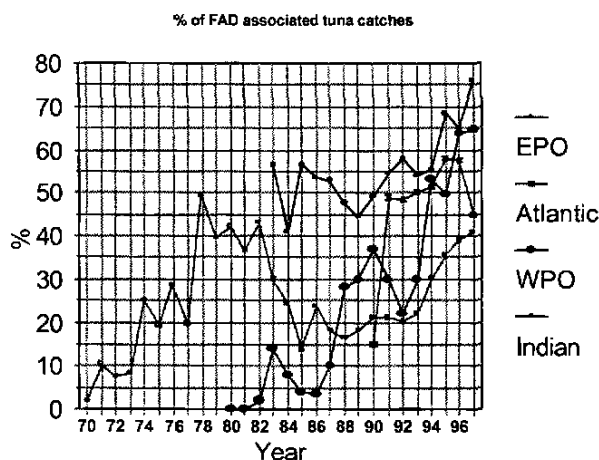


Figure 13 : Pourcentage estimé de thons capturés sous DCP ou épave dans chaque région. Source : Fonteneau et al., 1999

Comme indiqué en introduction, la pêche sous DCP à la senne capture d'autres espèces. La figure suivante présente les données sur les rejets des senneurs collectées au travers de plusieurs programmes d'observateurs.

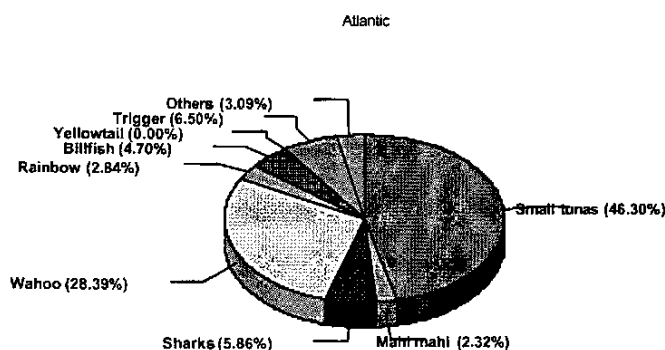


Figure 14 : Composition des rejets de senneurs dans l'atlantique. Source : Fonteneau et al. 1999

Le total des captures accessoires atteint environ 10% du poids des captures de thons réalisées sous les DCP. Cependant, les 18 000 tonnes par an que cela représente en valeur absolue peuvent être considérées comme ayant une incidence mineure si l'on prend en compte la superficie importante des écosystèmes océaniques tropicaux (Fonteneau et al., 1999). A des fins de comparaison, le total des rejets des pêches crevettières mondiales a été estimé à 9,5 millions de tonnes (Alverson, 1994). Cependant, l'impact potentiel sur certaines espèces sensibles comme les requins ou les tortues ne doivent pas être négligés et font l'objet de suivi de la part de l'ICCAT

7.2.1. La pêche thonière à la palangre

Il existe deux grandes catégories de pêcheries palangrières : les pêcheries profondes qui ciblent les thonidés majeurs (patudo, albacore), et les pêcheries palangrières de surface qui ciblent l'espadon. Chacune de ces deux pêcheries est connue pour capturer des espèces accessoires en quantités variables, parmi lesquelles on compte des requins, des tortues, d'autres espèces de poisson porte-épée.

De manière générale, les données précises relatives aux prises accessoires manquent, car l'obligation de les collecter est récente et les formats de journaux de bord ne sont pas toujours adaptés. Les instituts

scientifiques partenaires ont accumulé des informations par le biais de programmes d'observations en mer qu'il faut encore standardiser et améliorer. Les informations sont donc parcellaires et en faire une extrapolation à l'échelle des océans est un exercice risqué.

Les thonidés ciblés par les palangres sont en général des individus matures. Par contre, les espadons pêchés par cet engin sont parfois des juvéniles. Ce problème est connu de l'ICCAT qui décide une taille minimale assortie d'une marge de tolérance. Comme il l'a été constaté par le Comité Scientifique, cette taille minimale est difficile à respecter en raison de la non-sélectivité des engins. De l'avis de nombreux scientifiques, des fermetures temporaires de zones seraient préférables. Les USA ont appliqué ce type de mesure de manière unilatérale dans leurs eaux, mais aucune décision allant dans ce sens n'a été prise par les ORP à ce jour.

Les prises accessoires des palangriers dans l'Atlantique sont relativement mal connues. Pour les répertorier, deux communications soumises à l'ICCAT, l'une sur les prises accessoires de la palangre de surface, l'autre sur les prises accessoires de la palangre profonde type japonaise, ont été analysées¹⁶. À partir de ces deux contributions, la liste des espèces capturées par les deux engins est mise en évidence dans le tableau suivant. À noter que la liste des espèces prises par la palangre de surface est relativement restreinte car seules les espèces d'espadons, istiophoridés et requins ont été relevées.

Tableau 20 : Liste des espèces (hors thons) capturées par les palangres de surface et de fond. Source : ICCAT

Nom français	Nom latin	Palangre surface	Palangre fond
Espadon	<i>Xiphias gladius</i>	v	v
Voilier	<i>Istiophorus sp</i>	v	v
Makaire bleu	<i>Makaira nigricans</i>	v	v
Makaire blanc	<i>Tetrapturus albidus</i>	v	v
Makaire bécune	<i>Tetrapturus pfluegeri</i>		v
Requin bleu	<i>Prionace glauca</i>	v	v
Requin sombre	<i>Carcharhinus obscurus</i>	v	
Requin soyeux	<i>Carcharhinus falciformis</i>	v	
Requin de nuit/à petites dents?	<i>Carcharhinus signatus/isodon</i>	v	
Requin marteau	<i>Sphyrna sp</i>	v	v
Requin crocodile	<i>Pseudocarcharias kamoharui</i>		v
Requin renard	<i>Alopiidae</i>	v	v
Requin mako	<i>Isurus oxyrinchus</i>	v	v
Requin taupe	<i>Lamna nasus</i>		v
Lancettes	<i>Alepisaurus spp</i>		v
Opah (saumon des dieux)	<i>Lampris guttatus</i>		v
Lamproie	<i>Regalecus russellii</i>		v
Sabres	<i>Trachipteridae</i>		v
Castagnoles	<i>Taractes rubescens</i>		v
Divers Bramidae	<i>Bramidae</i>		v
Daurades coryphènes	<i>Coryphaena sp</i>		v
Cernier	<i>Polyprion moeone</i>		v
Escolier	<i>Gempylus serpens</i>		v
Escolier	<i>Lepidocybium flavobrunneum</i>		v
Thazard	<i>Acanthocybium solandri</i>		v
Poisson lune	<i>Masturus lanceolatus</i>		v
Poisson lune	<i>Mola mola</i>		v
Pastenague	<i>Dasyatis violacea</i>		v

¹⁶ Cramer (J) : Pelagic Longline bycatch. Col. Vol. Sci. Pap. ICCAT, 55(4): 1576-1586 (2003)

Matsumoto (T) et al. : Report of the observer program for the Japanese Tuna Longline Fishery in the Atlantic Ocean from Sept 2002 to Jan 2003. Col. Vol. Sci. Pap. ICCAT, 56(1): 254-281 (2004)

Les informations quantitatives données par ces deux études indiquent des proportions de requins importantes. Le graphique suivant, adapté de la communication sur le programme d'observateurs japonais dans l'atlantique (Matsumoto et al. 2004) compare les prises accessoires dans plusieurs zones. Dans les zones de pêche les plus septentrionales, l'espèce cible (le thon rouge) est capturée en même temps que des requins et autres espèces (dont le germon). Dans les latitudes plus méridionales (au large du Sénégal, Côte d'Ivoire ou de l'Angola), la recherche de l'espèce cible (le patudo) entraîne la capture de requins, espadon et diverses autres espèces. A noter qu'aucune capture d'oiseau de mer ou de tortue marine n'est signalée dans les deux communications.

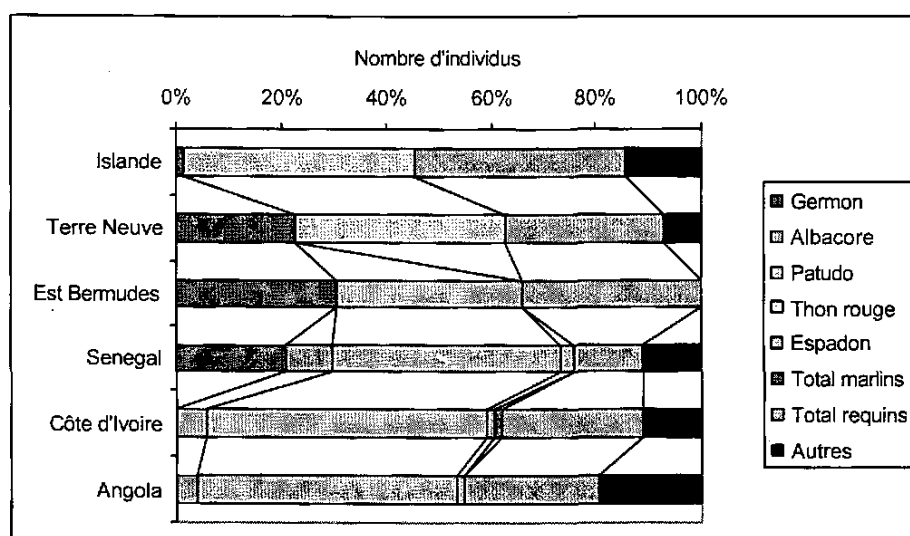


Figure 15: Composition relative en nombre des prises des palangriers japonais dans l'atlantique. D'après Matsumoto et al. 2004

Les captures déclarées de requins dans l'océan atlantique varient autour de 50 000 tonnes par an. 86% des prises sont composées de requins peau bleue, et 14% de requins mako. Il n'existe pas de données sur les prises des autres espèces, mais elles sont supposées marginales. Près de 70% des prises de peau-bleue sont déclarées par les navires espagnols, et 14% par les navires portugais, ce qui place la flotte européenne au premier rang des entités déclarant des captures de requins. Compte-tenu de la sous-déclaration patente des navires asiatiques, le Comité Scientifique de l'ICCAT a pour les besoins de l'évaluation fait une estimation des prises vraisemblables, et suggère que les prises réelles sont plus proches de 50 000 tonnes que de 40 000 tonnes, avec une ré-évaluation des prises de mako de près du double des captures déclarées.

7.3. Les principaux groupes d'espèces touchées

7.3.1. Les espèces-cibles

La pêche thonière telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui a un impact sur la durabilité des stocks. Les principaux problèmes identifiés sont les captures de juvéniles d'albacore et de patudo par les senneurs, les prises excessives de patudos adultes par les palangriers et des prises d'espadons de trop petite taille par ces mêmes flottilles. Les mesures correctives sont prises par l'ICCAT au travers de ses recommandations aux parties contractantes (voir paragraphes sur la gestion des thonidés). S'agissant des autres espèces capturées dans la ZEE de Côte d'Ivoire, on ne dispose d'aucun élément scientifique qui permette d'évaluer l'impact possible de la pêche sur les espèces cibles, ni d'ailleurs sur les captures accessoires d'autres espèces poissons qui doivent être importantes étant donné les engins peu sélectifs utilisés par la pêche industrielle.

7.3.2. Les requins

Les requins sont des espèces à faible taux de renouvellement spécifique qui les rendent vulnérables à des mortalités par pêche (croissance lente, faible fécondité). Face à l'augmentation des prises, liée aux changements d'espèces cibles et à l'expansion géographiques de pêcheries palangrières et aux obligations découlant de la convention de Montego Bay, la FAO a mis en place dans le cadre du Code de conduite un instrument international, l'IPOA *shark* destiné à encourager les pays à gérer les pêcheries de requins de manière responsable.

Deux espèces sont particulièrement concernées par la pêche palangrière dans l'océan atlantique, le requin peau-bleu et le requin mako. La pêche à la senne capture relativement peu de requins.

Pour la première fois, le Comité Scientifique de l'ICCAT a tenté d'évaluer le stock des deux principales espèces pêchées, le requin peau-bleu (*Prionace glauca*) et le mako (*Isurus oxyrinchus*). Les estimations rendues ont été jugées très préliminaires du fait du manque de données historique sur les captures et les rejets de ces espèces, et des incertitudes pesant sur la connaissance des paramètres biologiques. Pour le requin peau-bleu, le stock atlantique nord serait dans un état tout à fait satisfaisant, proche de l'état de stock vierge. Pour le mako, les analyses conduisent vers le diagnostic d'un état de surpêche dans l'atlantique nord, comme dans l'atlantique sud, mais à un degré moindre.

L'ICCAT a pris plusieurs mesures pour mieux contrôler ces stocks. Ainsi, plusieurs résolutions invitent les parties contractantes à fournir des informations détaillées sur les prises et le commerce des requins, et à s'engager à ne pas augmenter l'effort sur ces espèces tant que les effets de la pêche sur les populations naturelles sont mal connus. L'ICCAT interdit également la pratique du *finning* qui consiste à ne prélever que les ailerons et rejeter les carcasses. Aucune mesure technique visant à rendre la pêche plus sélective n'est pour l'instant prévue. Les scientifiques américains ont commencé à explorer quelques pistes comme l'usage d'appâts spécifiques qui n'attirent pas les requins tout en continuant d'attirer les espèces cibles, ou l'usage de dispositifs pour ôter les hameçons des bouches des requins pris afin de les relâcher vivants. Des recherches sont encore nécessaires.

7.3.3. Les tortues marines

Les tortues marines à écaille (la tortue verte (*Chelonia mydas*), la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*) et la tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*) sont fréquentes en Afrique Centrale et des sites de nidification ont été signalés en Côte d'Ivoire. Ces espèces ont des sites de nidification connus vers le sud du Golfe de Guinée (Gabon, Sao Tome). La tortue caouanne (*Caretta caretta*) ne nidifierait que dans la partie nord de l'Afrique de l'Ouest, mais des accouplements d'individus de cette espèce ont été observés dans les eaux de Sao Tomé.

Les tortues marines font l'objet de mesures internationales de protection parmi lesquelles on peut citer les conventions de Berne, CITES et convention de Bonn. Par ailleurs, les tortues marines font l'objet d'une stratégie globale de conservation (UICN) qui propose des recommandations pour une gestion intégrée et scientifiquement adéquate des tortues. Les tortues vertes, olivâtres et caouannes sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN comme en danger, les tortues luth et imbriquées sont sur la liste rouge comme en danger critique.

Dans les pays d'Afrique, les tortues marines sont soumises à la prédation de l'homme sur les femelles et les œufs lors de la nidification, et à des atteintes par les pollutions et activités liées aux forages pétroliers notamment. En ce qui concerne la pêche, la pêche palangrière de surface continue à être mise en cause comme responsable du déclin des populations de tortues caouannes (*Caretta caretta*) et de tortues luth (*Dermochelys coriacea*) (Spotila et al. Nature 405/1 juin 2000 Page 529). Les auteurs ont estimé que la palangre et le filet maillant tuent chaque année près de 1 500 tortues femelles dans l'océan pacifique, et ont établi un lien entre cette mortalité et le nombre de tortues fréquentant les principaux sites de nidification au Costa Rica.

Une autre étude (Lewinson *et al.* - 2004) a analysé les données de prises accessoires de 40 pays et de 13 programmes d'observateurs. L'étude a estimé que les prises accessoires des palangriers variaient de 0 à 14 tortues caouanes pour 1000 hameçons, et de 0 à 2,4 tortues luth par 1000 hameçons. Les taux de captures seraient plus élevés en Méditerranée et en Atlantique que dans le Pacifique. Pour l'Atlantique, les auteurs estiment, à partir d'extrapolations, que ce sont entre 150 000 à 200 000 de tortues caouanes, et 30 000 à 60 000 tortues luth qui seraient victimes de la pêche, suggérant que l'impact de cette pêcherie sur les populations est très important. La pêcherie de surface capturerait en outre près de 10 fois plus de tortues marines que la pêcherie profonde ciblant le patudo (Crowder et Myers 2001). Les résultats de ces études sont à prendre avec précaution car en extrapolant quelques données locales à l'échelle des océans, les chiffres obtenus tiennent plus du sensationnel que de la science. Ils mettent cependant en avant des risques potentiels. Il faut noter également que la vulnérabilité des tortues marines aux palangres n'est pas la même suivant les espèces. Les tortues luth ne se nourrissent que de méduses et ne mordent pas aux hameçons des palangres. Les prises accidentelles ont lieu quand les individus se prennent dans les lignes. Les tortues à écaille quant à elle mordent aux hameçons, attirées par les appâts.

Au plan mondial, il apparaît que seules les autorités américaines ont pris à l'heure actuelle des dispositions fortes pour diminuer la mortalité par pêche des tortues marines causée par les palangres. Une grande partie de la zone de pêche du pacifique nord a été fermée aux navires américains en attendant que des solutions techniques soient trouvées. Après trois années de recherche (et de fermeture de la pêcherie), de nouvelles palangres ont été rendues obligatoires (type d'hameçon, appât, couleur des fils) et la pêcherie réouverte avec des mesures de suivi très strictes. Conscient de la nécessité d'une approche mondiale, le Comité Directeur de la FAO (le COFI) a énoncé en mars 2005 une série de directives visant à réduire la mortalité des tortues marines dans les opérations de pêche. L'ICCAT s'est engagée à soutenir les efforts de la FAO et a adopté à cet effet deux résolutions, l'une (03-11) invitant les parties à mettre en œuvre des mesures techniques visant à réduire les captures accidentelles de tortues, l'autre (05-08) demandant plus spécifiquement aux parties de faire des campagnes expérimentales en utilisant des hameçons circulaires qui ont déjà fait leurs preuves dans d'autres régions.

S'agissant de la senne, les programmes d'observateurs menés dans les trois océans ont signalé des occurrences de capture de tortues marines lors de pêches autour des DCP. Ce sont en fait les filets dont se servent les pêcheurs pour fabriquer les DCP qui seraient à l'origine de l'emmêlement des tortues. Des solutions simples (raccourcissement des filets) ont été trouvées et mises en place de manière unilatérale.

Les tortues marines sont également potentiellement victimes des méthodes de pêche côtières, parmi lesquelles le chalut et le filet maillant.

7.3.4. Les mammifères marins

Les eaux du Golfe de Guinée sont le lieu de passage de nombreuses espèces de dauphins. Les cétacés s'approchent également des côtes et entre 1 500 et 3 000 baleines à bosse (*Megaptera novaeangliae*) viennent s'accoupler entre juillet et août dans les eaux des pays du sud du Golfe de Guinée.

Les mammifères marins font l'objet d'attentions particulières de la part de la Communauté internationale. On citera les conventions CITES, de Berne et de Bonn, et le plan global d'action pour la conservation, la gestion et l'utilisation des mammifères marins (MMAP) des Nations Unies.

L'esprit des conventions internationales est principalement d'interdire ou de limiter la pêche dirigée de ces espèces. Des mortalités accidentelles sont cependant susceptibles de se produire à l'occasion de pêches dirigées vers d'autres espèces, notamment les espèces de thonidés et apparentées.

Les pêcheries thonières à la senne du pacifique oriental ont capturé des quantités importantes de dauphins (principalement *Stenella attenuata*, *S. longirostris* mais également d'autres espèces). Sans que l'on puisse réellement l'expliquer, ce phénomène de prises accessoires est limité à cette région de pêche, et aucune

prise accidentelle de dauphin n'est à signaler dans les autres pêcheries thonières tropicales (océan atlantique, indien, pacifique ouest).

Il existe également des interactions entre les pêches palangrières et les mammifères marins. Ce phénomène a été étudié en détail dans l'océan indien car les attaques de mammifères marins (la fausse orque *Pseudorca crassidens*, le globicephale tropical *Globicephala macrorhynchus*, l'orque *Orcinus orca*, et le dauphin de Risso *Grampus griseus*) sur les espadons et thons pris par les palangres ont causé des pertes sensibles pour les navires de pêche. Dans les ZEE du Canada et des Etats Unis, des études ont indiqué que le dauphin de Risso, deux espèces de globicephales (*Globicephala macrorhynchus* et *G. melas*) et la baleine à bec (*Hyperoodon ampullatus*) étaient en interactions avec les pêcheries palangrières (Crowder et Myers, 2002). Parmi ces espèces, seules quelques prises occasionnelles et relativement rares de dauphins de Risso ont été signalées. Pour les autres espèces, leurs poids leur permet de se dégager des palangres si elles sont prises, mais on ignore quelles peuvent être les conséquences des blessures occasionnées. On ne dispose d'aucune information relative à ces interactions potentielles dans l'Atlantique tropical.

7.3.5. Les oiseaux de mer

Les flottes de pêche ciblant le thon à la palangre enregistrent des prises accessoires d'oiseaux de mer. Suivant les données partielles dont l'ICCAT dispose, ce sont essentiellement les palangriers et les fileyeurs évoluant dans les latitudes en dehors de la zone inter-tropicale atlantique qui en capturent. D'après les indications communiquées par le Comité Captures Accessoires de l'ICCAT, les quantités seraient faibles, mais inconnues. Une recommandation de l'ICCAT invite les parties contractantes à fournir les données dont elles disposent, et à répondre le cas échéant à l'IPOA oiseaux de mer. Dans le Pacifique Nord, les captures accessoires d'albatros par les palangriers sont un réel problème qui a fait l'objet de recherches sur les méthodes de filage des palangres, ou l'utilisation de répulsifs sonores pour réduire ces mortalités.

7.3.6. Les habitats benthiques

En ce qui concerne la pêche dans les eaux côtières, il s'agit de fonds vaseux avec une turbidité en générale forte, des fonds meubles riches en matière organique, des eaux saumâtres (embouchures de rivières, zones lagunaires) et une présence fréquente de mangrove. Les facteurs de risques concernant l'habitat sont attribuables pour la pêche industrielle aux effets de chalutage sur le fonds. Puisque les fonds exploités sont des fonds meubles détritiques, il est possible de présumer un impact relativement faible. Cependant, aucune information sur le degré réel de cet impact n'est disponible.

Le chalutage dans les eaux profondes présente un risque d'atteinte aux colonies de coraux profonds. Le *Southampton Oceanography Institute* (UK) signale la présence possible de coraux type *Lophelia pertusa* dans la zone ivoirienne. Cette espèce de corail, que l'on retrouve aussi dans les eaux profondes européennes à partir de 200 m a fait récemment l'objet d'une mesure de protection spéciale par le biais du Règlement 602/2004 qui ferme aux chalutiers une zone située au nord-ouest de l'Ecosse en raison de son abondance remarquable. Ces coraux pourraient être impactés par des pêcheries chalutières profondes.

Les engins de pêche thonière (sennes et palangres) ne touchent pas le fond. Ils n'ont donc aucun impact sur les habitats benthiques.

8. Les secteurs connexes à la pêche en Côte d'Ivoire

8.1. Bilan de la situation 2006

Il y a deux ports en Côte d'Ivoire, Abidjan et San Pedro port secondaire de dimension beaucoup plus modeste. Le second est essentiellement un port de chargement de grumes issues de l'exploitation forestière, avec un faible espace portuaire dédié à la pêche artisanale. La crise actuelle a considérablement réduit son activité, qui initialement était de toutes façons sans commune mesure avec celle d'Abidjan.

Le Port Autonome d'Abidjan (PAA) est la structure portuaire majeure du pays. Première plate-forme multimodale de la Côte Ouest Africaine, il offre, outre l'application effective du transit Routier Inter –Etat (TRIE) du Transit Inter Ferroviaire (TIF)¹⁷, une importante capacité d'accueil. L'enceinte réservée pour le port de pêche offre à ses utilisateurs plus de 1 000 mètres de quai, 21 000 m² de terre-pleins pour la réparation des filets de pêche, une halle de tri et de criée de 7 200 m², des services bord à quai en matière d'eau potable, électricité, gas-oil et entrepôts frigorifiques, et l'implantation industrielle de deux conserveries sur les trois existantes.

Aucun opérateur du secteur des pêches n'a mentionné d'insuffisance en termes de disponibilité de postes à quai ou d'allocation d'espace portuaire dédié à la pêche : il est donc raisonnable de penser que la majeure partie d'entre eux est satisfaite des structures et infrastructures actuelles.

Conformément aux normes ISPS (*International Security Ports and Ships*), la mission a noté la fin de la construction de la deuxième enceinte au port d'Abidjan, l'existence opérationnelle de brigades cynophiles et la limitation à une entrée portuaire du port de pêche. Cependant, cette normalisation ne semble pas avoir réglé tous les problèmes de sécurité au port de pêche d'Abidjan qui conserve des problèmes d'insécurité la nuit et des vols récurrents de cargaison. Par contre, le problème des « tracasseries administratives » qui avaient été en 2004 un point délicat dans les relations entre la Communauté et les autorités ivoiriennes semble avoir été résolu.

Hormis le secteur de la conserve, il n'a pas été évoqué à la mission de changements significatifs dans les différentes professions portuaires : dockers, consignataires qui forment un noyau d'entreprises performantes au service des flottes. Par contre il lui a été signalé :

- une baisse persistante de l'activité des chantiers navals locaux, CARENA, dont les perspectives à court terme seraient plutôt sombres. A noter que ce chantier n'est traditionnellement pas utilisé par les armements européens qui préfèrent faire leurs révisions majeures dans des chantiers qu'ils connaissent. Cependant, la présence de ce chantier est perçue comme une sécurité en cas d'incident mineur et donc un élément contribuant à l'attractivité du port
- la baisse des touchers du port d'Abidjan par la flotte européenne de thonier senneurs en 2004 et 2005 avec une diminution corrélative de l'activité des consignataires. Cette baisse serait due à la délocalisation de la flotte thonière européenne sur l'Océan Indien et le Pacifique, aux événements de 2004, et à la fermeture de la conserverie SCODI en février 2005. Les ports de Tema au Ghana et Dakar au Sénégal semblent avoir été les principaux bénéficiaires de la désaffection relative pour le port d'Abidjan.

Au niveau de la transformation du thon, les sociétés PECHE ET FROID France et SAUPIQUET se sont retirés fin 2005/début 2006 de la Côte d'Ivoire, cédant chacune leur unité ivoirienne au consortium libanais OMKA pour un montant global de 10,5 M€. Ce retrait relèverait davantage de la concurrence des

¹⁷ Liaisons effectives qui étaient vitales en termes de transit pour les pays sans littoral du Sahel (Burkina Faso, Mali, et Niger), et qui sont interrompues aujourd'hui du fait de la crise, totalement pour le transit ferroviaire et en grande partie pour le trafic routier.

pays producteurs asiatiques et d'une parité euro/dollars qui pénalise les industriels de la zone Euro. Deux sociétés de droit français viennent d'être créées - PECHE ET FROID INTERNATIONAL et SCODI INTERNATIONAL – afin d'assurer le suivi commercial.

Arrêtée depuis le mois de février 2005, la SOCIETE DES CONSERVERIES DE COTE D'IVOIRE – SCODI –, filiale de la société SAUPIQUET, elle même détenue par le groupe BOLTON, a redémarré récemment sa production, en mars-avril 2006, après une révision et une remise en état nécessaires de l'outil de production. Le groupe BOLTON devait garantir, à la nouvelle SCODI, le débouché, pour moitié environ, de la production de la conserverie. SCODI devrait traiter, en 2006, environ 15 000 tonnes de thon brut. Les interlocuteurs rencontrés n'ont pas voulu confirmer les accords Bolton/Scodi, ni les volumes prévisionnels de production. Ils ont par contre souligné l'élargissement du panel d'acheteurs par rapport à la stratégie commerciale précédente.

Le transfert de la filiale ivoirienne de PECHE ET FROID France, PECHE ET FROID COTE D'IVOIRE – PFCI – est prévu, tout début du mois de janvier 2006, sans interruption aucune de la production. Le rachat est assorti de la cession, par PF FRANCE, de sa clientèle France/Grande distribution. PFCI ne pourra toutefois plus exploiter la marque Pompon rouge, marque propre de PF FRANCE. De même, PF France conserve sa clientèle française. PF Madagascar, filiale de PF France, conserve de même son portefeuille clientèle. Quelques 25 000 tonnes de thons bruts devraient être traitées par la nouvelle société dans le courant de l'année 2006.

Rappelons que PFCI et SCODI ont transformé avec CASTELLI COTE D'IVOIRE - filiale du groupe italien du même nom - 70 000 tonnes brutes de thons en 2003, 61 000 tonnes en 2004 dont 24 000 tonnes pour SCODI et 22 000 tonnes pour PFCI soit plus des 2/3 de la production ivoirienne de boîtes de thon.

La réussite de cette restructuration repose sur l'adoption par décret du régime de point franc pour les conserveries ivoiriennes. En adoptant un tel régime, la Côte d'Ivoire pourrait récupérer son retard sur ses concurrents africains, notamment le Sénégal, le Ghana, les îles Seychelles ou encore Madagascar, dont les conserveries bénéficient d'ores et déjà des avantages fiscaux de ce régime. De même, cela permettrait de mieux résister à la concurrence des pays non ACP – Thaïlande, Philippines, Indonésie. En effet, les avantages d'un tel régime se traduisent essentiellement par une exonération fiscale et douanière, des facilités financières, des tarifs préférentiels en matière de facteur de production. A titre des obligations, la loi prévoit une redevance, à la charge des sociétés soumises au régime, destinée, notamment, au fonctionnement du Comité d'administration du régime franc.

Le 7 novembre 2005, le Ministre de la Production Animale et des Ressources Halieutiques, M. Kobénan Kouassi ADJOUANI, faisait état, devant les Députés, des difficultés rencontrées par les conserveries de thon du pays qui composent l'essentiel de l'activité de transformation des produits halieutiques du pays. Il défendait de même, devant les parlementaires, un projet d'institution d'un régime franc au profit des sociétés du secteur. Le 24 novembre 2005, les députés ivoiriens votaient la Loi de finances, portant institution d'un régime franc - on se dirige vraisemblablement vers la formule dite points francs - de transformation des produits halieutiques en Côte d'Ivoire. Celle-ci a été promulguée le 2 décembre sous le numéro 2005-556. Le nouveau Gouvernement du 1^{er} Ministre, M. Charles Henri KONAN BANNY, marqué par la succession de M. Alphonse DOUATI – ancien Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage – n'aura pas d'incidence sur le projet : les décrets d'application sont en cours d'élaboration et leur application pourrait être rétroactive au 1^{er} janvier 2006. Cependant à la date de passage de la mission, le décret d'application était toujours en cours de signature, deux ministres seulement sur quatre ayant déjà signé. Alors qu'apparemment le secteur de la conserve de thon est considéré comme stratégique, puisque le plus haut représentant de l'Etat, le Président de la République de la Côte d'Ivoire a inauguré officiellement le 30 mai 2006 la reprise des activités des conserveries SCODI et du renouveau de Pêche et Froid.

8.2. Indicateurs d'activité portuaire liée au thon

Les données relatives aux escales des flottes de senneurs et aux mouvements de cargaisons de thonidés étaient suivies jusqu'en 2004 inclus au travers d'un observatoire thonier dont l'IRD était le principal animateur avec le CRO. Consécutivement aux événements, l'IRD s'est retiré physiquement de cet observatoire thonier qui est maintenant géré par le CRO, avec un soutien méthodologique de l'IRD mais à distance.

L'activité portuaire se décompose en général en deux grandes catégories : le transbordement qui est une opération au cours de laquelle le poisson est déchargé pour être rechargé ensuite sur un cargo frigorifique qui acheminera la marchandise vers sa destination finale. Ce chargement peut se faire soit directement bord à bord, soit nécessiter un premier déchargement vers un entrepôt frigorifique et un rechargement ultérieur vers le navire cargo dans l'hypothèse où ce dernier n'est pas prêt à recevoir de cargaison. L'autre catégorie d'opération portuaire est le débarquement avec livraison directe à l'usine de transformation des quantités en cale, avec passage temporaire possible en chambre froide de stockage. Dans ces deux cas, les opérations font intervenir des dockers et le temps d'escale est mis à profit pour refaire les pleins de consommable, les réparations légères et les relèves d'équipage, en général par l'intermédiaire de sociétés locales de consignation qui font intervenir des sous-traitants nationaux spécialisés. Les opérations de transbordement et débarquement sont par conséquent génératrices de transferts économiques des armements vers les sociétés ivoiriennes concernées. Le débarquement sur place offre en outre l'avantage de fournir de la matière première aux usines de transformation, avec les bénéfices économiques et sociaux qui en découlent (création de valeur ajoutée, emploi).

Comme le montre le tableau suivant, le port d'Abidjan est une place portuaire importante par laquelle a transité 104 000 tonnes de thons en 2004. Malgré un recul sensible depuis le début des années 2000, Abidjan reste la premier port thonier (pour le thon destiné à la conserve) devant Dakar et Tema tous les deux proches de 60 000 tonnes de trafic thonier.

Tableau 21 : Détail des importations de thons dans le port d'Abidjan. Source : CRO

	Thon importé	Thon débarqué		Thon transbordé	
2000	121 000	81 000	67%	40 000	33%
2001	111 000	69 000	62%	42 000	38%
2002	123 000	80 000	65%	43 000	35%
2003	131 000	73 000	56%	58 000	44%
2004	104 000	58 000	56%	46 000	44%

Une partie majoritaire des importations de thons au travers du port de pêche est débarquée et transformée sur place par les trois conserveries existantes (56% en 2004). Les tonnages traités sur place ont cependant tendance à diminuer sous l'influence d'une diminution du nombre de thoniers, d'une moindre demande des conserveries locales, et aussi de la crise politique qui détourne les thoniers vers Tema et Dakar dès fin 2004.

Dans le détail des pavillons, les données de l'Observatoire thonier indiquent qu'en 2004, les senneurs français et espagnols sont à l'origine de 64% des tonnages importés. Ces navires ont apporté à Abidjan plus de 66 000 tonnes de thons destinés à la conserve, soit bien plus que les tonnages qu'ils ont capturés dans la ZEE de Côte d'Ivoire (4 900 tonnes en 2004). En 2003, les armements communautaires avaient livré 95 000 tonnes de thons à Abidjan, soit 72% des apports totaux. C'était également bien plus que les captures des senneurs communautaires dans la ZEE (10 200 tonnes en 2003).

Tableau 22 : Détail des importations de thons par pavillon en 2004. Source : Observatoire thonier IRD/CRO

Année 2004	Total	Débarqué	Transbordé
France	36 133 35%	28 519 50%	7 614 16%
Espagne	29 895 29%	6 967 12%	22 928 50%
Ghana	13 368 13%	10 777 19%	2 591 6%
Antilles Néerl.	6 922 7%	587 1%	6 335 14%
Guatemala	4 736 5%	0 0%	4 736 10%
Maroc	739 1%	0 0%	739 2%
Guinée Conakry	4 840 5%	4 840 8%	0 0%
Cargos Océan indien	7 206 7%	5 831 10%	1 375 3%
TOTAL 2004	103 839	57 521	46 318

Les senneurs français et espagnols ont des stratégies de filière différentes : les senneurs français débarquent l'essentiel de leur cargaison à Abidjan et sont à l'origine de 50% du poids de matières premières traitées par les conserveries locales en 2004. Les navires espagnols privilégient le transbordement et la réexpédition vers d'autres conserveries, probablement situées sur le territoire communautaire (76% des apports espagnols ont été transbordés). La France et l'Espagne restent ensemble à l'origine de 62% des tonnages traités par les conserveries ivoiriennes.

Les données pour l'année 2003 présentent un profil comparable, avec l'essentiel des apports français transformés à Abidjan (43 000 tonnes sur 50 000) et la majorité des apports espagnols transbordés (34 000 tonnes sur 45 000 tonnes).

3^{ème} partie : Evaluation de l'accord de pêche

1. Le protocole d'accord

1.1. L'accord cadre

Le protocole d'accord en cours s'inscrit sous l'accord cadre signé en 1990¹⁸ entre la Communauté européenne et la République de Côte d'Ivoire. Le texte de l'accord renvoie à des dispositions générales en termes de coopération halieutique entre les deux entités. Il consacre en outre la constitution d'une commission mixte chargée du suivi de l'accord (art. 10), et fixe la durée des protocoles à trois années reconductibles sauf en cas de dénonciation (art. 13).

L'accord cadre consacre en outre l'exclusivité de l'accès à la ZEE de la Côte d'Ivoire aux possibilités de pêche intégrées au protocole en cours. En effet, il prévoit dans son article 4 que les activités de pêche dans la zone de pêche de la Côte d'Ivoire ne peuvent être exercées que par les navires de la Communauté détenant une licence délivrée sur demande de la Communauté par les autorités de la Côte-d'Ivoire. Il n'est donc pas juridiquement possible pour un navire européen de négocier une licence libre.

Les relations en matière de pêche ont été interrompues depuis cette date, et le protocole en cours et le cinquième dans l'histoire des relations entre les deux parties.

1.2. Les capacités négociées

Le protocole d'accord en cours concerne l'accès de navires senneurs (34 unités), de palangriers (11 unités) et de canneurs (3 unités) qui sont des navires spécialisés sur la pêche des thonidés et autres grands migrateurs, et de chalutiers de fond dans la limite de 1300 GT par mois en moyenne annuelle. En supposant un jauge moyenne de 270 GT par navire (correspondant à un navire hauturier congélateur de 30 - 35 m), les possibilités chalutières correspondent à l'introduction possible d'environ 5 navires par mois en moyenne annuelle. Le rythme d'introduction mensuel des chalutiers n'est pas plafonné, et sous un cas extrême (qui n'est jamais arrivé), l'accès simultané de 60 chalutiers sur un mois de l'année seulement est juridiquement acceptable.

Le protocole d'accord en cours est un accord mixte au sens de la nomenclature usuelle des accords (par opposition à un accord thonier).

Tableau 23 : Capacités de pêche négociées sous le protocole en cours et répartition par Etat membre

Type de navire	Pavillon	Capacités négociées
Senneurs	France	17 navires
	Espagne	17 navires
Palangriers de surface	Espagne	6 navires
	Portugal	5 navires
Canneurs	France	3 navires
Chalutiers de fond	Espagne	1 300 GT par mois en moyenne annuelle

Le type de chalutage autorisé n'est pas défini précisément. Il peut, d'après le protocole, concerner les crustacés d'eau profonde, les céphalopodes et les poissons démersaux.

¹⁸ JOCE L 379 du 30.12.90, p. 1

Par rapport au protocole précédent, on relève une diminution générale des possibilités de pêche thonière quelque soit le segment, avec un passage de 71 unités thonières possibles à 48. L'évolution des capacités chalutières négociées ne peut être évaluée de manière précise en raison de du changement nécessaire d'unité de jauge considéré¹⁹, mais grossièrement on peut les juger sensiblement identiques ou en hausse modérée.

Tableau 24 : Comparaison des principales caractéristiques des protocoles 2000-2003 et 2004-2007.

	2000-2003 (plus prorog. 2004)	2004-2007	Comparaison
Durée	4	3	
Capacités autorisées	Senneurs : 39 Palangriers : 20 Canneurs : 12 Chalutiers : 600 TJB / mois	Senneurs : 34 Palangriers : 11 Canneurs : 3 Chalutiers : 1300 GT / mois	Diminution des capacités pour les senneurs (-5), palangriers (-9) et canneurs (-9) Capacités chalutières sensiblement identiques
Tonnage de référence	8 500 t	9 000 t	plus 500 tonnes (+6%)
Paiement additionnel	75 € par tonne	75 € par tonne	Inchangé
Coût pour la CE	957 500 dont 71% actions ciblées	1 065 000 dont 100% actions ciblées	Compensation augmentée de 11% (+ 107 500 €).
Coût armateur	2 750 € pour les senneurs 1 000 € pour les palangriers 375 € pour les canneurs + 25 € par tonne si les prises dépassent 110 tonnes pour les senneurs, 40 tonnes pour les palangriers et 15 tonnes pour les canneurs. 168 € par TJB pour les chalutiers	2 750 € pour les senneurs 1 000 € pour les palangriers 375 € pour les canneurs + 25 € par tonne si les prises dépassent 110 tonnes pour les senneurs, 40 tonnes pour les palangriers et 15 tonnes pour les canneurs. 100 € par GT pour les chalutiers	Coûts identiques pour les navires thoniers (senneurs, palangriers et canneurs) Pas directement comparable, mais sensiblement identique

1.3. Le coût ex ante de l'accord

En contrepartie de l'accès aux eaux, la Communauté verse à la Côte d'Ivoire une contrepartie financière de 1 065 000 € par an, avec l'intégralité de la somme réservée au financement des actions ciblées. Cette contrepartie est variable. Suivant la rédaction du protocole, si les captures de la pêche thonière dépassent 9 000 tonnes par an (dit tonnage de référence), la contrepartie est augmentée d'un paiement de 75 € par tonne au dessus de ce tonnage de référence. Les captures des chalutiers de fond n'entrent pas dans le calcul du décompte final de la contrepartie car l'accès de ces navires est payé de manière forfaitaire.

Sur la base des règles de calcul des contreparties des accords thoniers, on peut établir que la contrepartie liée à l'introduction des navires thoniers seuls (senneurs, palangriers et canneurs) peut être valorisée à 675 000 € par an (9 000 tonnes de référence payées 75 € par tonne). Le solde, soit 390 000 € par an, peut être estimé représenter le coût de l'accès payé par la Communauté pour les navires chalutiers.

La contribution des armateurs au coût de l'accord est variable et proportionnelle aux captures pour les trois segments thoniers, et forfaitaire et proportionnelle à la jauge pour les chalutiers. Dans le détail, le coût annuel des licences s'établit comme suit. A noter que les licences des navires thoniers ne peuvent être qu'annuelles, alors que les chalutiers ont le choix entre des licences pour des durées de 3 / 6 ou 12 mois.

- Thoniers senneurs : avance forfaitaire de 2750 € plus 25 € par tonne au-delà de captures annuelles de 110 tonnes

¹⁹ Gross Tons (GT) vs Gross Registered Tons (GRT) convention de 1969. L'abréviation de GT en français est l'UMS (unité de mesure standard)

- Thoniers canneurs : avance forfaitaire de 375 € plus 25 € par tonne au-delà de captures annuelles de 15 tonnes
- Palangriers des surface : avance forfaitaire de 1 000 € plus 25 € par tonne au-delà de captures annuelles de 40 tonnes
- Chalutiers : coût forfaitaire de 100 € par GT pour une licence annuelle

Sous l'hypothèse d'une pleine utilisation, mais hors captures en excès des seuils forfaitaires, la participation des armements européens au coût de l'accord revient à 235 625 € par an comme le montre le calcul suivant :

34 senneurs @ 2 750 €	93 500 €	40%
3 canneurs @ 375 €	1 125 €	0%
11 palangriers @ 1 000 €	11 000 €	5%
1 300 GT chalutiers @ 100 €	130 000 €	55%
Total contribution armateurs	235 625 €	

Au total, le coût ex-ante de l'accord peut donc être estimé à environ 1 300 000 €, avec 82% de ce montant à la charge de la puissance publique.

Par rapport aux coûts des licences thonières dans l'océan atlantique, le prix minimum de la licence Côte d'Ivoire se situe dans la moyenne des coûts dans les autres ZEE. La comparaison doit tenir compte du coût unitaire de la tonne de thonidé pêché qui est de 25 € par tonne pour les accords négociés avant 2005, et qui est relevée à 35 € par tonne pour les accords renégociés récemment (exemples du Gabon et du Cap Vert dans l'Atlantique, Comores et Madagascar dans l'océan indien).

Tableau 25 : Coût des possibilités de pêche thonières pour les différents accord Atlantique (situation juin 2006)

	Senneurs		Palangriers		Canneurs		Base unitaire (€ par tonne de thonidé pêchée)
	Coût licence (€)	Tonnage (tonnes)	Coût licence (€)	Tonnage (tonnes)	Coût licence (€)	Tonnage (tonnes)	
Maroc	n.a		n.a		n.a		
Mauritanie	1 250	50	2 500	100	2 500	100	25
Sénégal	3 000	120	2 000	42	Proportionnel		Variable
Cap Vert	3 950	110	2 900	80		500	
Guinée	2 500	100	1 000	40		400	
Guinée Bissau	2 250	90	625	25		375	
Cote d'Ivoire	2 750	110	1 000	40		375	15
Sao Tome	3 750	150	1 375	55		625	25
Gabon	4 550	130	2 030	58	--		35

En ce qui concerne le coût des possibilités de pêche pour les chalutiers en Côte d'Ivoire, il est difficile de faire une comparaison directe avec le coût pour d'autres accords en raison de différences dans les espèces cibles autorisées mais aussi de potentiel halieutique des ZEE considérées. Cependant, si l'on considère les coûts des licences pour des possibilités de pêche céphalopodières, poissons ou crustacés sous quatre accords (Sénégal, Mauritanie, Rep. de Guinée et Guinée Bissau), on relève que le coût unique négocié pour la Côte d'Ivoire (100 € par GT), et donc valable en principe pour la pêche de tout type d'espèce cible, se compare favorablement avec le coût négocié sous les autres accords considérés.

Tableau 26 : Coût des licences chalutières sous différents accords en juin 2006 (N.B. la valeur en GT a été approchée en divisant la valeur en TJB par 1,6).

	Cote d'Ivoire	Sénégal		Mauritanie		Rep. de Guinée		Guinée Bissau	
	par GT	par TJB	eq. GT	par TJB	eq. GT	par TJB	eq. GT	par TJB	eq. GT
Chalutiers céphalopodes	100	265	166	453	283	219	137	219	137
Chalutiers poissons	100	163	102	211	132	197	123	197	123
Chalutiers crustacés	100	218	136	361	226	279	174	279	174

1.4. Le coût ex post de l'accord

Concernant la partie payée par la puissance publique, elle est restée identique à celle prévue ex ante compte tenu du fait qu'il n'y a pas eu de dépassement du tonnage de référence.

La contribution des armateurs a été sensiblement différente de celle attendue en début de protocole du fait d'un tirage de licence inférieur aux nombres maxima pour chaque catégorie, compensé dans une certaine mesure par des captures de navires senneurs au-delà des seuils de référence individuels pour le prix de la licence, déclenchant des paiements additionnels. Suivant les données de la DG FISH, Le total des frais de licence versé a été proche de 145 000 € pour la première année du protocole, et de 93 000 € la seconde année (à comparer aux 235 000 € qui pouvaient être attendu sous une configuration de pleine utilisation). Le tableau suivant (qui omet les segments chalutiers et canneurs du fait de leur non participation à l'accord) détaille ces frais e licence par segment et par type (nominal, c'est-à-dire correspondant à l'avance, et additionnel correspondant au paiement des captures en excès du tonnage de référence navire)

Tableau 27 : Frais de licences effectivement payés par les armateurs européens. Source : CE

	2004	2005
Total frais de licences	144 875	93 217
Senne total	143 875	92 217
Nominal	75 625	56 146
France	33 000	24 750
Espagne	42 625	31 396
Additionnel	68 250	36 071
France	42 350	29 646
Espagne	25 900	6 425
Palangre total	1000	1000
Nominal	1000	1000
Espagne	1000	
Portugal		1000
Additionnel	0	0

Le segment senneur est évidemment le principal contributeur en termes de frais de licences payés aux Autorités ivoiriennes, avec la singularité d'avoir des paiements additionnels d'un ordre de grandeur proche des paiements nominaux (supérieurs pour la France, inférieurs pour l'Espagne).

1.5. L'utilisation de l'accord

1.5.1. Nombre de navires

Le tableau suivant présente les nombres de licences tirées et les taux d'utilisation correspondants pour les navires de pêche thonière sous le protocole en cours et le protocole précédent.

Tableau 28 : Résumé de l'utilisation des possibilités de pêche dans la ZEE de Côte d'Ivoire par les navires thoniers (nombre de navires et % par rapport au nombre maximum possible). Source : CE.

	Protocole 2000-2004				Protocole 2004-2007	
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Senneurs						
France	16	15	14	12	9	7
%	89%	83%	78%	67%	53%	41%
Espagne	19	19	17	17	14	11
%	90%	90%	81%	81%	82%	65%
Total	35	34	31	29	23	18
%	90%	87%	79%	74%	68%	53%
Palangriers						
Espagne	11	2	2	2	1	0
%	73%	13%	13%	13%	17%	0%
Portugal	0	0	0	0	0	1
%	0	0	0	0	0%	20%
Total	11	2	2	2	1	1
%	55%	10%	10%	10%	9%	9%
Canneurs						
Total	0	0	0	0	0	0
%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Le taux d'utilisation de l'accord par les navires thoniers est globalement faible.

S'agissant des senneurs, l'utilisation de l'accord ne se situe qu'à 68% et 53% pour les deux premières années, avec une tendance à la baisse marquée depuis plusieurs années. Ce niveau d'utilisation décevant est en relation directe avec la diminution de l'effectif des senneurs communautaires dans l'océan atlantique, conséquence d'un redéploiement des opérations de pêche dans d'autres océans (Indien surtout, Pacifique également). Il est cependant intéressant de noter que tous les senneurs actifs dans l'océan atlantique prennent des licences pour la pêche en ZEE de Côte d'Ivoire, témoignant de l'intérêt stratégique de cette zone.

Pour les palangriers, le taux d'utilisation de l'accord est pratiquement nul (1 navire sur les 11 possibles) et témoigne d'un intérêt limité de ce type de navire pour la ZEE de Côte d'Ivoire. En outre, les navires qui ont pris des licences ne déclarent aucune capture dans la ZEE indiquant soit une présence mais des pêches nulles, soit une possibilité de pêche non exploitée. Si l'on examine les stratégies de pêche actuelles de ces navires, ils ciblent en premier lieu l'espadon plus abondant dans les latitudes élevées qu'au niveau de l'équateur, en se servant des plates formes des Canaries (hémisphère nord) et Durban (hémisphère sud) comme base logistique.

Les canneurs n'ont pas utilisé l'accord malgré les possibilités négociées pour trois navires. Ces navires sont en fait restés sur leurs zones de pêche traditionnelles (triangle Sénégal - Mauritanie - Cap Vert avec base logistique à Dakar) et n'ont pas éprouvé le besoin de se redéploier sur une zone alternative probablement

du fait de conditions de travail satisfaisantes (rendements corrects, sécurité juridique dans une zone couverte par des accords de pêche communautaires).

Pour les navires chalutiers, l'utilisation des possibilités de pêche négociées a été nulle. Sous le protocole d'accord précédent, ces possibilités avaient été utilisées par un maximum de 9 navires en 2002-2003 pour des licences de 1 à 3 mois et pour exploiter la crevette profonde si l'on en juge par les déclarations de captures fournies à l'époque. Depuis, aucun chalutier, qu'il batte pavillon espagnol ou portugais, n'a tiré de licence. Les associations professionnelles regroupant les navires crevettiers ont été sollicitées pour connaître les raisons de ce manque d'intérêt, mais elles n'ont pas souhaité collaborer. On peut cependant mettre en avant des eaux relativement pauvres et une absence de continuum possible avec des ZEE adjacentes pour expliquer cette utilisation nulle.

1.5.2. Les captures dans la ZEE

Les captures dans la ZEE de la Côte d'Ivoire ne rentrent pas dans la mesure de l'utilisation de l'accord à proprement parler, mais elles constituent une mesure intéressante de l'activité dans la zone de pêche de Côte d'Ivoire, et entrent également dans l'assiette du calcul de la compensation financière (tonnages de référence).

Les données sur ces 5 dernières années indiquent des fluctuations des captures d'amplitudes marquées d'une année sur l'autre, conséquence logique des déplacements importants d'une ressource migratoire. Le tonnage de référence a été dépassé une fois en 2003 sous le protocole d'accord précédent, mais les captures sont restées au-dessous de ce tonnage sur les deux dernières années du protocole.

Tableau 29 : Captures des navires thoniers communautaires dans la ZEE de Côte d'Ivoire, et comparaison avec le tonnage de référence négocié. Source : CE

	2001	2002	2003	2004	2005
Senne	5 275	1 701	10 296	4 962	2 727
Palangre	0	37	1	0	0
Canne	0	0	0	0	0
Total	5 275	1 738	10 297	4 962	2 727
Tonnage de référence	8 500	8 500	8 500	9 000	9 000
% tonnage de référence	62%	20%	121%	55%	30%

Les principaux contributeurs aux tonnages pêchés sont les senneurs, ce qui est logique dans la mesure où ces navires sont capables de pêcher entre 5 et 10 000 tonnes de thonidés par an et par navire. La capacité contributive des palangriers est beaucoup plus faible, car un navire hauturier pourra réaliser dans les 300-400 tonnes dans son année. Il en est de même pour les canneurs dont la capture annuelle varie autour de 500 tonnes de thons.

Quand aux chalutiers, leurs captures ont été nulles sous le protocole en cours. Quoi qu'il en soit, ces captures n'entrent en aucune façon dans l'assiette de calcul de la compensation financière. L'accès des chalutiers est négocié comme pour les autres accords communautaires sur la base d'un forfait assis sur la jauge des navires considérés.

➤ Observations sur la notion d'espèce cibles

Le protocole indique que l'assiette du paiement de la compensation financière est la capture par les navires de pêche thonière, ce qui suffit normalement à inclure toutes les espèces qui peuvent être pêchées par ces navires, y compris les poissons porte épée et les requins océaniques capturés par les palangriers.

Il serait cependant utile de clarifier les espèces concernées par la partie thonière de l'accord et entrant dans les assiettes de calcul de la compensation et des frais de licences. Une solution serait d'adopter comme référence la liste des espèces migratrices citée dans l'article 64 de la Convention sur le Droit de la Mer, cette liste ayant le double mérite d'intégrer toutes les espèces pêchées par les navires palangriers et sennieurs et de constituer une base légale incontestable.

Concernant les chalutiers, les espèces cibles autorisées n'ont pas été définies. La seule mention qui s'en rapproche est la taille de maille autorisée suivant les familles ciblées (crustacés profonds, céphalopodes, ou poissons), sans toutefois que le protocole n'ait défini à partir de quel moment on peut considérer que telle ou telle famille est ciblée. Si des possibilités de pêche chalutières sont reprises sous un prochain protocole, il conviendra d'être plus précis sur les espèces cibles autorisées et sur la manière de les déterminer, à l'image de ce qui est établi sous le protocole d'accord avec la Mauritanie par exemple.

2. Analyse socio-économique des retombées de l'accord

2.1. L'emploi

2.1.1. Emplois directs

Les marins employés à bord des navires de pêche communautaire intègrent des ressortissants communautaires et des ressortissants de pays ACP. Tout comme les marins sénégalais, les marins ivoiriens constituent une main d'œuvre appréciée qui est volontiers embarquée à bord des thoniers sennieurs. Ces marins ivoiriens sont même parfois employés sur des navires communautaires travaillant dans l'océan indien.

Le protocole fixait un certain nombre de règles concernant l'emploi de ressortissants ivoiriens à bord des navires communautaires. Ainsi, chaque chalutier devait embarquer entre 1 et 3 marins suivant la jauge du navire. Pour les navires thoniers (sennieurs, canneurs et palangriers), l'obligation était collective à raison de 30 marins sur les sennieurs, 4 sur les canneurs et 4 sur les palangriers. Pour les canneurs et les palangriers, l'obligation était plafonnée à 1 marin par navire. Par ailleurs, le protocole ordonnait que les conditions d'embauche soient compatibles avec les normes de l'OIT.

Il n'a pas été possible de vérifier si ces obligations ont été effectivement respectées par manque d'interlocuteur informé en Côte d'Ivoire. Cependant, les discussions menées autour d'éventuels problèmes liés à l'application de l'accord n'ont pas conduit à évoquer de problème particulier de non-embarquement ni de non-paiement d'une contribution spécifique prévue par le protocole en cas de non-embarquement, ce qui, mis en perspective avec la notoriété des marins ivoiriens, conduit à penser que les clauses ont été effectivement appliquées.

Le tableau suivant indique le nombre moyen de marins à bord des navires communautaires (intégrant la rotation par tiers pour relève d'équipage), et l'emploi à bord global en multipliant ces nombres par l'effectif moyen 2004-2005 de navires ayant pris des licences.

Tableau 30 : Estimation du nombre d'emplois embarqués à bord des navires concernés par l'accord

Equipage	Equipage total	Ressortissants CE	Ressortissants ACP
Effectif par navire			
Senneurs	32	10	22
Palangriers hauturiers	16	6	10
Canneurs	22	6	16
Chalutiers	17	6	11
Effectif pour la flotte sous accord (moyenne)			
Senneurs (20)	640	200	440
Palangriers hauturiers (1)	16	6	10
Canneurs (0)	0	0	0
Chalutiers (0)	0	0	0
TOTAL	656	206	450

Cette estimation conduit à estimer que ce sont environ 650 emplois qui sont concernés par cet accord, dont 200 de ressortissants communautaires et 450 de ressortissants ACP. Parmi ces derniers, il est fort probable que les ressortissants ivoiriens représentent entre 1/3 et la moitié des effectifs, soit entre 150 et 200 marins. La flotte des senneurs a été le principal pourvoyeur d'emploi à bord. Dans la mesure où une proportion sensible des captures des senneurs est réalisée dans la ZEE de Côte d'Ivoire (autour de 5%), on peut estimer que cet accord apporte une contribution significative au maintien de l'emploi embarqué.

L'emploi des ressortissants communautaires concerne au premier chef des marins originaires de Bretagne en France, et du Pays Basque et de Galice en Espagne, soit des zones dépendantes de la pêche.

2.1.2. L'emploi dans les filières connexes.

Il est difficile d'estimer l'emploi indirect communautaire généré par l'activité des navires sous accord. Si l'on retient l'estimateur classique de 1,1 emploi à terre pour 1 emploi embarqué, le nombre d'emplois soutenus dans les filières connexes de la Communauté serait de l'ordre de 220, principalement dans les secteurs de la commercialisation et de la transformation, et surtout en Espagne où le thon continue d'être transformé dans des entreprises installées sur le sol national.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, une étude détaillée conduite à la fin du protocole précédent avait estimé que l'accord avec la Côte d'Ivoire contribuait à maintenir directement 1 300 emplois sur les 14 000 emplois générés par les activités autour du port de pêche d'Abidjan. Plus de la moitié de ces emplois sont dans le secteur de la conserve où l'emploi féminin domine très largement.

2.2. Retombées économiques directes

2.2.1. Présentation générale de la méthode

On cherche à estimer pour cette étude les principaux soldes intermédiaires de gestion à partir de la structure des coûts des navires. La méthode de calcul de ces soldes intermédiaires est détaillée dans la figure ci-dessous. Le premier solde, la valeur ajoutée brute, est la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et les consommations intermédiaires. La valeur ajoutée représente la richesse brute générée pour rémunérer le travail et le capital. Le second solde intermédiaire de gestion est l'excédent brut d'exploitation. Ce solde fait la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et tous les coûts supportés pour générer ce chiffre d'affaire dont les coûts du travail et les taxes incluant le coût de l'accès (la licence) et les taxes d'utilisation portuaire. L'excédent brut d'exploitation représente le montant destiné à financer et rémunérer le capital investi (amortissement, emprunts).

Les charges d'amortissement et les charges financières ne peuvent raisonnablement être estimées en raison de l'hétérogénéité des flottes concernées (taille des navires, âge, méthodes de financement, méthodes d'amortissement). L'étude s'arrêtera donc à l'estimation de la valeur ajoutée brute et de l'excédent brut d'exploitation, et ne cherchera pas à estimer les résultats des exercices.

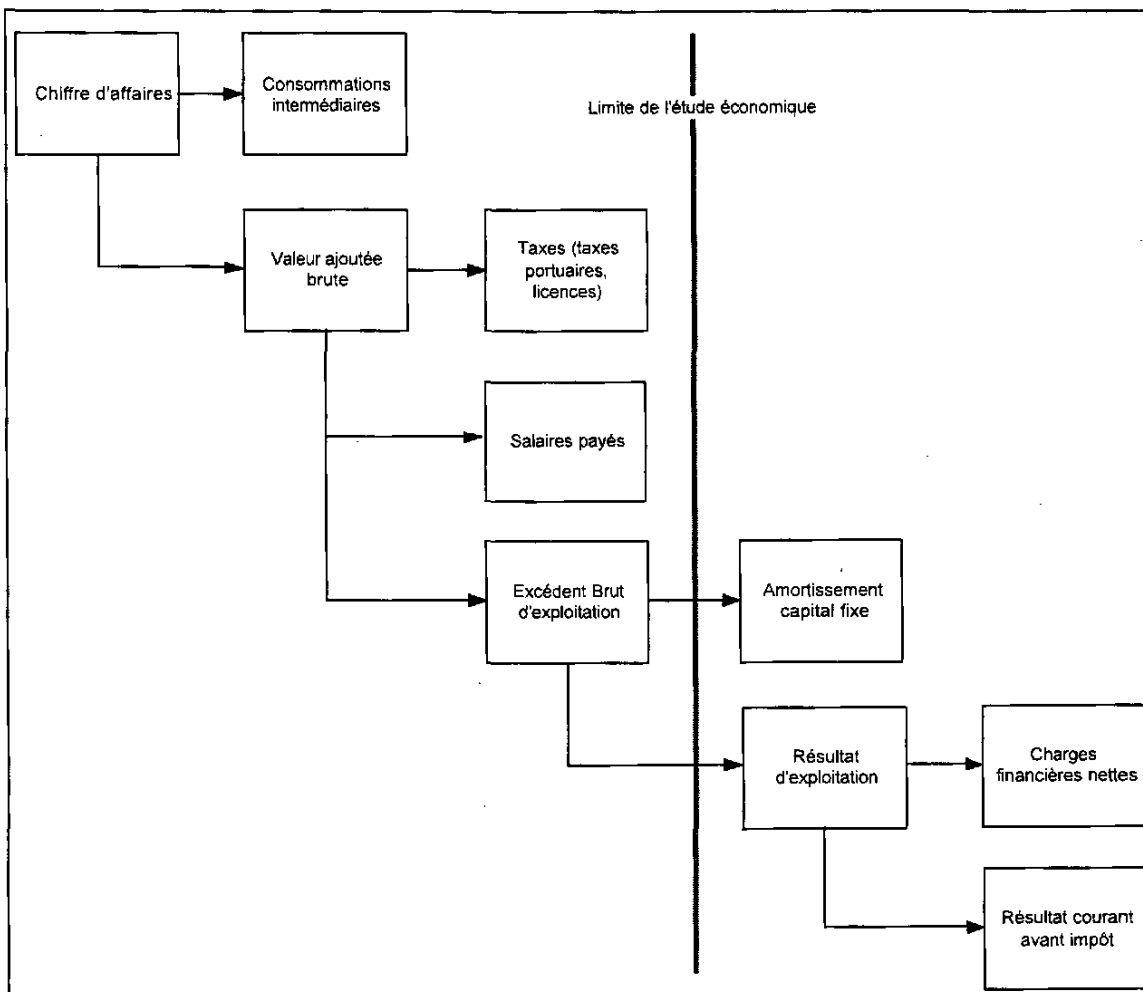


Figure 16 : Les principaux soldes intermédiaires de gestion considérés. Seule les agrégats situés dans la partie à gauche de la ligne verticale sont estimés

Les informations sur les comptes d'exploitations des navires européens ont été obtenues :

- A partir de sources professionnelles pour les navires senners. Le compte d'exploitation type utilisé pour les senners est identique à celui utilisé dans l'étude stratégique de la filière thon (convention spécifique n°12 contrat cadre FISH 2003/02) et a été visé par les professionnels membres du Comité de Pilotage de l'étude
- A partir de sources scientifiques pour le segment des palangriers hauturiers espagnols. Le suivi de ce segment est assuré par les chercheurs membres de l'action concertée «*Economic Performance of Selected European Fishing Fleets*», édition 2004.

Les comptes donnent les principaux postes de dépenses en pourcentage du chiffre d'affaires. Ces comptes ont été réactualisés pour tenir compte de l'augmentation sensible du coût des carburants sur l'année 2005.

2.2.2. Données de base

➤ Tonnages et prix des espèces cibles

Les prix des espèces cibles ont été collectés à partir de différentes sources d'informations, dont les associations professionnelles pour le secteur thonier sennéurs et le programme Globefish pour les espèces cibles des palangriers. Pour 2005, des estimations ont été faites à partir des premières indications sur les résultats des navires en exercice et qui indique des rendements par marée en progression modeste (400 tonnes en 2005 contre 360 en 2004, soit +11%). La prise totale des sennéurs communautaires a été proche de 102 000 tonnes dans l'Atlantique en 2004 avec un effectif de 23 navires. Pour 2005, et pour 18 navires on l'estimera à 88 000 tonnes, compte-tenu de cette progression des rendements.

En ce qui concerne les prix des espèces cibles, les premiers résultats de la campagne atlantique française font état d'une augmentation de 15% des prix moyens des espèces cibles.

En ce qui concerne les espèces cibles des palangriers, il n'a pas été possible d'obtenir de nouvelles actualisation du prix des espèces cibles en 2005, et que l'on a choisi en conséquence de conserver les estimations faites pour 2004.

Tableau 31 : Hypothèses de prix moyens des espèces cibles utilisées pour les calculs économiques (en €/tonne)

	2004	2005
Thon Senne		
Albacore	860	989
Listao	540	621
Patudo	680	782
Espèces Palangre		
Espadon	5 430	5 430
Requins	890	890
Albacore	4 750	4 750
Germon	4 750	4 750
Patudo	4 750	4 750
Divers	4 750	4 750

➤ Taux de présence

Le taux de présence des navires européens dans la zone de pêche de la Côte d'Ivoire est estimé comme le ratio des captures déclarées dans cette zone comparées aux captures totales de ces navires dans l'océan indien. Les captures dans la zone ivoirienne sont données par les déclarations de captures telles que demandées par le protocole d'accord. Les captures totales dans l'océan atlantique sont issues des déclarations des Etats membres à l'ICCAT pour 2004, et estimées (voir supra) pour 2005.

Pour 2004, la capture totale des sennéurs était de 102 133 tonnes dont 4 962 tonnes dans la ZEE de Côte d'Ivoire, soit un taux de présence de 4.9%. Pour la campagne 2005, la capture totale des sennéurs européens est estimée à 88 000 tonnes (chiffres définitifs non disponibles à la date de rédaction de ce rapport) avec une capture dans la ZEE de 2 727 tonnes, soit un taux de présence de 3.1%.

Pour le segment palangrier, le navire qui a pris une licence n'a pas déclaré de captures. Le taux de présence est par conséquent nul.

2.2.3. Résultats

➤ Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires des flottes européennes dans la ZEE correspond au chiffre d'affaires du segment sennneur, soit :

- 3,3 M€ la première année du protocole
- 2,1 M€ la seconde année
- **soit 2,7 M€ en moyenne** sur ces deux années.

➤ Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute est la différence entre le chiffre d'affaires et les consommations intermédiaires (carburants, frais fixes et frais variables). En termes économiques, cette valeur représente l'excédent de valeur créée sur la valeur détruite dans le cadre du processus de production. Cette valeur ajoutée qui inclut notamment les taxes, impôts et salaires se partage ensuite entre la Communauté, la Côte d'Ivoire et des intervenants de pays tiers.

Suivant les estimations du modèle économique, la valeur ajoutée brute générée par la capture de thonidés dans la ZEE de Côte d'Ivoire a été proche de 1,6 M€ en 2004 et de 1 M€ en 2005, **soit 1,3 M€ en moyenne** sur ces deux années.

➤ Valeur ajoutée au bénéfice de la CE

La valeur ajoutée au bénéfice de la CE est estimée en retranchant de la valeur ajoutée brute globales les sommes versées à la Côte d'Ivoire sous forme de salaires des marins, de frais de licences et de frais portuaires et strictement liées à l'exercice de la pêche dans la ZEE. On supposera par hypothèse que toute la valeur ajoutée qui n'est pas au bénéfice de la Côte d'Ivoire l'est au bénéfice de la CE.

D'après les hypothèses retenues, cette valeur ajoutée nette au bénéfice de la CE peut être estimée à 1 M€ pour la première année et environ 600 000 € pour la seconde, **soit 800 000 € en moyenne**.

2.3. Retombées économiques indirectes

➤ Côte d'Ivoire

Cet accord pose un problème particulier pour la mesure de la répartition de la valeur ajoutée car du fait de sa position centrale, le port d'Abidjan capte bien plus de tonnages de thons qu'il n'en est pêché dans la ZEE du pays, avec corrélativement, des bénéfices pour l'économie nationale sans réel rapport avec la pêche dans la zone économique et donc la dimension de l'accord de pêche, mais plutôt proportionnel à l'activité de toutes les flottes de sennneurs dans l'ensemble de l'océan atlantique.

L'étude menée en 2004 sur la contribution de l'activité thonière du port d'Abidjan sur l'économie nationale avait estimé la valeur ajoutée directe générée au bénéfice de la Côte d'Ivoire à 15,6 M€, et la valeur ajoutée indirecte à 7,3 M€, soit près de 23 M€ au total. Sur ce montant, les dépenses locales des sennneurs européens généraient une valeur ajoutée de 4,2 M€, et le secteur de la conserve une valeur ajoutée de 14,2 M€.

En tenant compte du fait que les volumes transitant par le port ont diminué d'environ 25% depuis cette date, le montant des retombées économiques au bénéfice de la Côte d'Ivoire peuvent être approché au prorata à environ 17 M€.

➤ Communauté européenne

Les secteurs connexes à la pêche de la Communauté bénéficient de retombées de l'activité des navires dans l'océan indien. Ce sont les secteurs amont à la pêche (fourniture de biens et services aux navires, soit essentiellement les services d'assurances, de voyagistes, de télécommunications, les autres dépenses étant majoritairement réalisées auprès de pays tiers), et le secteur aval de la commercialisation et de la transformation du thon.

Il n'y a à notre connaissance que très peu de travaux réalisés sur les effets multiplicateurs de la valeur ajoutée générée dans les secteurs amonts et avals par les flottes de pêche. L'estimateur utilisé dans l'étude d'évaluation des accords de pêche conclus par la Communauté européenne en 1999 avait été fixé à 2 € de valeur ajoutée indirecte pour 1 € de valeur ajoutée directe, sans réelle démonstration et dans le cas où les captures des navires sous accord sont placées sur le marché européen. Les navires thoniers senners vendent la majeure partie de leurs captures aux conserveries des pays ACP (Côte d'Ivoire, Sénégal, Ghana, Seychelles) voire à d'autres pays tiers (Thaïlande) pour transformation avant mise sur le marché communautaire. Une partie des captures est cependant rapatriée dans les Etats membres pour y être transformée, et principalement en Espagne qui constitue le seul pays de la Communauté disposant d'un appareil de transformation conséquent. Le secteur de la conserve en France et en Italie s'appuie déjà depuis plusieurs années sur la transformation de longes de thon, c'est-à-dire de matière déjà pré-transformée et d'origines très diverses, mais surtout issue des pays d'Amérique Latine. Les prises des palangriers sont vendues sur le marché européen.

Une partie de la valeur ajoutée induite dans le secteur aval par les thoniers communautaires est par conséquent au bénéfice de pays ACP. Faute d'éléments plus précis, on reprendra le résultat des estimations qui avaient été réalisées dans le cas de l'évaluation d'autres accords de l'océan indien (Seychelles et Comores notamment), avec une valeur ajoutée générée dans les secteurs connexes européens équivalente à 35% de la valeur ajoutée créée par les navires au bénéfice de la CE.

3. Evaluation ex-post du protocole en cours

La méthodologie d'évaluation est basée sur le résultat de l'étude réalisée par Oceanic Développement en 2003 sur la recherche de critères et d'indicateurs utilisables pour l'évaluation des accords de pêche. Cette étude a proposé plusieurs séries de questions d'évaluation et critères de jugements destinés à vérifier si l'accord de pêche répond bien aux objectifs qui lui sont fixés. Suivant les résultats de cette étude, les objectifs sont :

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux de la Côte d'Ivoire
- Bonne gouvernance dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration de la Côte d'Ivoire dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** de la politique des accords de pêche peuvent être fixés au nombre de six. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaires (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP).

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité (domaine PPR)

- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée en Côte d'Ivoire (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par la Côte d'Ivoire (IDP)

3.1. Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche

Les questions d'évaluation suivantes permettent de comparer les objectifs de la politique avec les résultats (réponse aux objectifs spécifiques) et les conséquences (réponse aux objectifs généraux). Ces questions d'évaluation visent à établir dans quelle mesure l'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire parvient à atteindre ses principaux objectifs.

3.1.1. Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?

L'accord contribue à la présence du segment thonier sennear dans les pêches lointaines. En donnant un accès possible à tous les navires européens de ce type qui opèrent dans l'océan atlantique, l'accord permet aux navires de poursuivre la ressource suivant ses migrations au travers des ZEE et des eaux internationales. La ZEE de la Côte d'Ivoire fait partie des zones productives en thonidés et suivant les années, les sennears européens y réalisent entre 2% et 9% de leurs prises totales dans l'océan atlantique.

En outre, le port d'Abidjan restant une place privilégiée d'escale pour les sennears, malgré les événements récents, l'accord donne la possibilité aux navires de pêcher en route vers le port et optimise ainsi le temps à la mer.

Sur la période en cours, l'accord n'a pas contribué à la présence des palangriers et des canneurs dans les pêches lointaines. Ces navires ont en fait continué à utiliser des zones de pêche qui leur sont plus familières et qui sont de manière générale couvertes par un accord de pêche communautaire. Sur le protocole d'accord de pêche précédent (2000-2003), les palangriers européens avaient utilisé davantage les possibilités de pêche offertes, sans toutefois les exploiter au maximum. Ceci témoigne d'un intérêt pour la zone, qui ne s'est manifestement pas renouvelé pour la période couverte par le protocole en cours, les navires préférant exploiter des zones plus septentrionales ou australes. Quand aux canneurs, ils sont restés exploiter leurs zones traditionnelles au large du Sénégal et de la Mauritanie, malgré l'intérêt potentiel de la zone pour ce type de pêche si l'on en juge par la pêcherie thonière à la canne importante qui s'est développée dans le pays voisin, le Ghana.

Enfin, concernant les chalutiers, l'accord n'a pas contribué à leur présence dans les pêches lointaines. Aucune licence n'a été prise, ceci pouvant s'expliquer par une pauvreté relative des eaux dans la zone et l'absence de continuum possible avec des ZEE adjacentes.

3.1.2. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de la CE ?

L'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire a contribué à soutenir les quelques 650 emplois de marins sur les sennears communautaires, dont 200 emplois de ressortissants communautaires. La dépendance de ces emplois vis-à-vis de l'accord avec la Côte d'Ivoire peut être considérée comme réelle dans la mesure où les sennears réalisent une part comprise entre 2 et 9% suivant les années de leurs captures dans la ZEE ivoirienne.

Les emplois soutenus bénéficient au premier chef aux ressortissants de zones dépendantes de la pêche en Europe (Pays Basque et Galice en Espagne, Bretagne Sud en France), ce qui accroît l'efficacité de l'accord vis-à-vis de cet objectif.

3.1.3. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la stabilisation du marché européen ?

Les espèces pêchées par les navires européens sous accord approvisionnent les conserveries de pays ACP et d'Espagne. Ces captures contribuent à sécuriser l'approvisionnement en matière première de ces usines, dont la production est essentiellement destinée au marché européen. Les importations de conserves de thons de Côte d'Ivoire représentaient en 2004 près de 15% de l'approvisionnement communautaire en ce produit. L'accord peut par conséquent être estimé contribuer à la stabilité du marché européen de la conserve de thon.

Concernant les autres espèces ciblées par les segments palangriers et chalutiers, l'accord n'a pas eu d'effet sur la stabilisation de ces marchés.

3.1.4. Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche en Côte d'Ivoire ?

L'accord a eu des effets positifs sur les entreprises privées gravitant autour du pôle thonier d'Abidjan en sécurisant l'accès des navires européens qui apportent à chaque escale des quantités de thons à transborder / débarquer pour transformation locale, et des prestations de services sur les navires. Ceci a eu pour effet d'assurer le maintien de ces entreprises dans un contexte politique et économique des plus perturbé.

L'accord n'a pas eu d'effets sur les autres composantes de la filière pêche ivoirienne. On ne relève pas en effet d'effets d'entraînements sur les flottes locales avec par exemple la création de sociétés mixtes ou le démarrage d'un segment pêche thonière en Côte d'Ivoire. Cet effet d'entraînement aurait pu être déclenché par le travail en Côte d'Ivoire d'unités types canneurs ou chalutiers grâce à l'emploi de marins notamment pour le transfert d'expérience. Les seuls navires qui ont réellement utilisé l'accord, les senneurs, sont en effet d'une intensité capitaliste trop importante pour pouvoir être adoptés par des intérêts ivoiriens.

3.1.5. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsables ?

La contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre de pratiques de pêche responsables apparaît décevante.

Les appuis financiers prévus pour la recherche scientifique, la collecte de statistiques et le contrôle et surveillance semblent ne pas avoir été utilisé de manière optimale, mais plutôt pour financer des actions disparates sans cohérence d'ensemble. Deux faits expliquent cette situation. D'une part la situation politique du pays qui n'est pas propice à un travail de fond des Autorités nationales sur l'avenir de sa filière, et d'autre part une absence de politique des pêches et de cadre juridique adapté qui font que les actions de développement de la filière ne peuvent être inscrites dans un objectif global de développement de la filière, dans les grands principes du code de conduite pour une pêche responsable.

Les aspects qui manquent encore le plus aujourd'hui à la Côte d'Ivoire sont une politique des pêches, et un dispositif institutionnel qui permettent d'assurer la surveillance des pêcheries ivoiriennes (organisation des différents services de l'Etat, cadre juridique adapté). Le soutien communautaire au volet recherche halieutique et collecte de statistiques a certes permis l'organisation de campagnes d'évaluation directes et d'opérations d'échantillonnage, mais il n'existe pas encore de point de la situation des stocks et de

considérations sur le potentiel qui peut être prélevé en restant dans les limites de viabilité biologique. Sans ces éléments, la Côte d'Ivoire ne peut mettre en œuvre de pratiques de pêche responsables.

3.2. Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche

L'examen du critère de pertinence requiert de comparer les besoins auxquels doit répondre l'accord de pêche avec les objectifs fixés.

3.2.1. L'accord de pêche satisfait-il les besoins des groupes cibles de la Communauté ?

L'accord satisfait les besoins des industriels de la pêche à la senne pêchant dans l'atlantique. Il apparaît ne pas correspondre aux besoins immédiats des autres segments de flotte thonière concernés qui ont pu continuer à travailler sur d'autres zones de pêche. L'existence de ces possibilités de pêche constituait cependant un filet de sécurité qui aurait pu servir en cas de dégradation des conditions de pêche ailleurs (non renouvellement d'accords par exemple).

Pour le segment chalutier, l'utilisation nulle depuis quelques années et la pauvreté relative de la zone ivoirienne font que les possibilités de pêche négociées apparaissent peu pertinentes.

3.2.2. L'accord de pêche satisfait-il les besoins de la Côte d'Ivoire ?

L'accord de pêche permet aux autorités ivoiriennes de tirer profit d'une ressource hauturière que le pays n'a pas les moyens d'exploiter actuellement. En outre, l'accord de pêche permet dans une certaine mesure de renforcer l'attractivité du port d'Abidjan, ce qui permet aux entreprises locales de travailler et s'approvisionner auprès des senneurs européens. L'accès des canneurs et palangriers aurait également permis de valoriser ces ressources hauturières.

Pour le chalutage, l'introduction de chalutiers européens capables de pêcher dans des couches profondes aurait permis aux opérateurs du pays d'établir si des pêches de ce type peuvent être rentables, dans la mesure où elles sont encore inconnues, les chalutiers nationaux se bornant aux eaux côtières. Cependant, cette opération comportait des risques environnementaux sensibles (voir infra) qui auraient justifié des mesures renforcées de suivi.

3.3. Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche

L'examen de la viabilité consiste à comparer les impacts de l'intervention avec les besoins qui l'ont justifiée, de façon à vérifier si les conséquences positives sont susceptibles d'avoir des effets durables sur les populations cibles.

3.3.1. L'accord de pêche contribue-t-il la viabilité des filières européennes ?

En répondant aux besoins des flottes européennes, l'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire contribue à soutenir la viabilité des filières thonières de la Communauté qui dépendent de la pêche à la senne dans l'océan atlantique.

En l'absence d'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire, les navires concernés n'auraient d'autres solutions que de chercher des moyens alternatifs d'accès (accords privés, constitution de sociétés mixtes) qui n'offrent pas la même sécurité juridique ni la même visibilité dans le temps qu'un accord de pêche institutionnel, ces deux paramètres contribuant à la viabilité des entreprises.

3.3.2. L'accord de pêche contribue-t-il la viabilité du secteur de la pêche en Côte d'Ivoire ?

L'accord de pêche contribue à la viabilité des entreprises du pôle thonier d'Abidjan en leur fournissant une certaine sécurité juridique et des perspectives à moyen termes.

Pour les autres composantes de la filière ivoirienne, l'accord a eu peu d'effet sur leur viabilité, en notant cependant que des fonds de la contrepartie ont été utilisés pour améliorer les conditions de débarquement des flottes artisanales.

3.3.3. L'accord de pêche assure-t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources dans les eaux ivoiriennes ?

Les activités de la flotte thonière européenne respectent les règles de gestion énoncées par l'ICCAT. Par ailleurs, la diminution marquée de la flotte européenne dans cet océan fait que celle-ci a de moins en moins d'impact sur les stocks. La ZEE de la Côte d'Ivoire ne présentant aucune particularité biologique par comparaison avec d'autres zones de pêche thonière de l'atlantique (comme la présence accrue de juvéniles ou de reproducteurs), l'exercice de la pêche par les navires thoniers européens sous cet accord ne présente pas d'indications pouvant suggérer qu'il nuit à la viabilité des ressources thonières dans la ZEE.

Pour le segment chalutier, le problème est différent. Le potentiel halieutique des eaux de la Côte d'Ivoire n'est pas connu en l'absence d'expertise scientifique suffisamment poussée. D'après le protocole d'accord, l'accès des chalutiers européens aurait pu se faire sur n'importe quel type de ressources, pourvu que le navire pêche à plus de 6 milles des côtes, avec des impacts environnementaux probablement importants (rejets, prises accidentelles) que les informations actuelles ne permettent pas d'identifier avec suffisamment de précision pour anticiper des dispositions mitigatives. L'introduction de ces navires comportait donc des risques élevés, exacerbés par l'absence de mesures techniques de gestion de la partie ivoirienne (tailles minimales, zones d'exclusion, fermeture temporelle, espèces interdites etc...).

3.4. Conclusions d'étape et recommandations pour le futur

3.4.1. Principales conclusions de l'évaluation ex-post

L'évaluation ex-post du protocole d'accord en matière d'efficacité indique que l'accord avec la Côte d'Ivoire parvient à remplir ses objectifs. Il permet de soutenir l'activité de 24 (2004) à 19 (2005) navires de pêche communautaires, des senneurs pour l'essentiel. L'accès à cette zone de pêche est jugé essentiel pour permettre à ces navires de poursuivre une ressource qui migre au travers des eaux tropicales de l'océan atlantique et se retrouve dans la ZEE de Côte d'Ivoire en saison. Pour les segments palangriers et canneurs, l'accord n'a pas été efficace même si le potentiel de la zone peut être jugé intéressant. L'activité des senneurs sous l'accord Côte d'Ivoire permet de soutenir les emplois embarqués à bord des navires communautaires et qui intègrent environ 200 ressortissants communautaires et 450 ressortissants de pays ACP. Les quantités pêchées par les senneurs approvisionnent les usines de transformation des pays ACP et de l'Espagne et contribuent dans une certaine mesure à stabiliser le marché européen de la conserve de thons. Pour la partie ivoirienne, l'accord a été efficace en permettant aux entreprises du pôle thonier d'Abidjan de se développer, mais n'a pas été efficace dans son objectif de mettre en œuvre des pratiques

de pêche responsables en Côte d'Ivoire, principalement du fait d'une absence d'un plan de développement d'ensemble de la filière mais également du climat adverse entretenu par la crise politique que traverse le pays.

En matière de pertinence, le protocole d'accord répond aux besoins des armateurs européens des segments thoniers concernés et des filières à terre qui en dépendent. L'accord répond également aux besoins de la Côte d'Ivoire en matière de ressources sectorielles. Il permet de valoriser les ressources hauturières de la ZEE que le pays n'a pas les moyens d'exploiter. La présence des navires européens senneurs correspond en outre aux besoins des entreprises du pôle thonier d'Abidjan dont une grande partie de l'activité repose sur la génération de valeur ajoutée à partir de l'activité de flottes de pêche étrangères.

Enfin, le protocole d'accord est estimé contribuer à la viabilité des filières européennes en proposant aux navires et aux filières communautaires qui en dépendent un environnement juridique stable et une visibilité à moyen terme. L'accord de pêche a également des impacts sur la viabilité du secteur des pêches ivoirien au niveau des filières connexes à la pêche à Abidjan. L'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire n'a pas d'impact négatif sur la viabilité de la ressource thonière. L'introduction de chalutiers européens aurait pu porter atteinte à la viabilité des ressources côtières.

Globalement, on peut conclure que l'accord de pêche entre la Côte d'Ivoire et la Communauté parvient à remplir ses objectifs. Il apparaît donc de l'intérêt mutuel que les relations se poursuivent en matière de pêche. Le prochain accord devra renforcer l'aspect dialogue sectoriel avec un partenariat dont les actions seront guidées par une politique sectorielle qu'il devient de plus en plus urgent de définir. Parmi les priorités, on citera un besoin de refonte du corpus législatif encadrant la pratique de la pêche, et l'organisation des différents services de l'Etat pour que celui-ci puisse assurer avec un minimum d'efficacité ses fonctions régaliennes.

3.4.2. Les grandes lignes pour le futur

Concernant le cadre général du futur protocole d'accord, les recommandations intégreront le passage d'un modèle habituel d'accord de pêche vers un modèle d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche (APP) suivant la proposition de la Commission (document COM (2002) 637 final) et les conclusions du Conseil en la matière (document 11485/04 du Conseil de l'UE) qui considère que les APP doivent fixer les droits et obligations des deux parties en définissant :

- Les possibilités de pêche accessibles aux opérateurs européens, incluant les modalités pratiques de leurs activités dans la ZEE du pays
- Les actions visant à contribuer adéquatement au financement, à l'équipement et au développement scientifique, technique, financier et institutionnel du secteur des pêches de l'Etat côtier, y compris en matière de contrôle et suivi régulier
- L'environnement des affaires que les autorités de l'Etat côtier entendent développer pour l'ensemble du secteur et de ses activités connexes

Ces documents fondamentaux de la politique des accords de pêche de la Communauté fixent un certain nombre d'orientations politiques, notamment en matière de contribution financière. Ces orientations ont été réaffirmées par le Commissaire européen en charge de la pêche lors d'une présentation du futur de la politique extérieure au Parlement Européen en septembre 2005.

Au titre des avancées récentes de la politique extérieure de la Communauté, notamment en matière d'accord thonier, il sera également utile de considérer :

- La nouvelle répartition des coûts entre puissance publique et armateurs qui fixe à 65 € la tonne le coût supporté par la Communauté et 35 € par les armateurs sur un tarif de base de 100 € par tonne inchangé ;

- Les récentes évolutions notées lors des négociations du renouvellement des accords Atlantiques entre la Communauté européenne d'une part, et le Cap Vert et le Gabon d'autre part. Cette évolution introduit un incitatif financier pour les armements européens à débarquer le produit de la pêche sur place sous la forme d'une réduction sur le prix de la licence. Dans la mesure où cet incitatif a été introduit dans certains accords, il convient de le généraliser pour éviter des problèmes de distorsion de concurrence.

3.5. Recommandations pour le renouvellement de l'accord

Les paragraphes suivants présentent les recommandations concernant les grandes caractéristiques du futur accord de partenariat. Ces recommandations s'inspirent des résultats de l'évaluation ex-post et cherchent à minimiser les impacts économiques, sociaux et environnementaux tout en conservant la substance des objectifs de la politique extérieure de la Communauté en matière de pêche.

3.5.1. L'accord cadre

L'évolution de l'accord de pêche vers un accord de partenariat demande en principe qu'un nouvel accord cadre soit négocié pour tenir compte de la nouvelle approche de la Communauté. Ce nouvel accord cadre devra maintenir la clause d'exclusivité.

Il est de l'intérêt des deux parties de modifier les dispositions actuelles en matière de durée des protocoles et de porter à 5 ou 6 années la durée de vie d'un protocole, au lieu de 3 ans actuellement, quitte à introduire des clauses de révision à mi-parcours. Ce délai étendu sera plus favorable à l'établissement d'un dialogue sectoriel dans des conditions sereines en espaçant les périodes toujours critiques de rénégociation.

3.5.2. Les capacités de pêche

Le nombre de senneurs présents dans l'océan atlantique a considérablement diminué et ne représenterait plus qu'une quinzaine d'unités actives fin 2005-début 2006. Il est ainsi probable qu'un nombre équivalent de navires sera candidat à une licence ivoirienne si l'accord est renouvelé, tout au moins dans un premier temps. Cependant, compte-tenu des mesures prises par la CTOI dans l'océan indien (*numerus clausus*) et de la convergence mesurée entre les rendements des navires pêchant dans l'océan indien et ceux pêchant dans l'atlantique, il n'est pas à exclure que des senneurs européens reviennent vers l'atlantique et aient besoin d'un accès aux eaux ivoiriennes. En conséquence, il est recommandé de négocier un accès pour environ 25 navires (au lieu de 34 actuellement) en tenant compte ainsi *i)* de la diminution réelle de la flotte des senneurs depuis 2002, et *ii)* des probabilités de retour de certains senneurs vers l'océan atlantique.

En ce qui concerne les canneurs et les palangriers, il est recommandé de maintenir les possibilités de pêche actuelle afin que les navires concernés puissent trouver des zones de pêche en cas de besoin. Ces navires s'inscrivant sous le volet thonier de l'accord, le paiement de la contrepartie les concernant est assis sur le tonnage de référence et qui est réalisé à titre principal par les senneurs. Le maintien de ces possibilités de pêche aura donc au final peu d'influence sur le coût de l'accord supporté par la puissance publique.

Enfin, concernant les chalutiers, il est proposé de ne pas renouveler les possibilités de pêche négociées jusqu'alors du fait *i)* du manque d'intérêt manifeste pour la zone de la part des armateurs, *ii)* de l'impossibilité d'encadrer leurs activités (base juridique ivoirienne insuffisante et système de contrôle déficient), et *iii)* de l'absence de connaissances scientifiques sur un surplus exploitable et les impacts environnementaux de ce type de pêche. Si toutefois l'accès devait être maintenu, il convient de définir avec précision les espèces cibles autorisées (poissons, céphalopodes, crustacés) et les conditions d'exercice à l'image des fiches techniques segment que l'on trouve dans l'accord de pêche avec la Mauritanie.

3.5.3. Mesures spécifiques du protocole

Les paragraphes suivants détaillent quelques dispositions du protocole en cours qui, d'après l'évaluation, mériteraient quelques aménagements (déjà signalés pour la plupart au cours de l'évaluation).

➤ Espèces de thonidés cibles

La dénomination des espèces cibles devra être plus précise et s'appuyer sur la liste d'espèces prévue sous l'article 64 de la Convention de Montego Bay. Ceci aura en particulier l'avantage de clarifier le statut des captures de requins océaniques le cas échéant comme pleinement partie de l'assiette du paiement de la compensation et des frais de licence.

➤ Possibilités chalutières

Le cas échéant, le protocole devra être beaucoup plus précis sur les possibilités de pêche chalutière en définissant en particulier les espèces cibles autorisées et les contraintes sur les modalités de pêche pour compenser l'absence de cadre juridique national.

➤ Embarquements de marins et d'observateurs

Les clauses y afférentes peuvent être maintenues. Le fait de requérir dorénavant l'embarquement de marins ACP sur les navires communautaires sous accord ne portera pas préjudice aux marins de nationalité ivoirienne car ils constituent une main d'œuvre de qualité reconnue par les armements communautaires. Il est par contre souhaitable d'abandonner le système de compensation financière pour marin non embarqué, car il est source potentielle de problèmes.

➤ Déclarations de captures

Aucune remarque particulière n'a été formulée par les autorités ivoiriennes sur les déclarations de captures des navires européens lors de la mission. Par contre, on relève que le sujet de la non-transmission des données de la part des senneurs espagnols sous accord est régulièrement évoqué par la partie ivoirienne à l'occasion des Commissions Mixtes de suivi de l'accord. Il appartiendra à la Communauté de veiller à ce que ces obligations de base soient correctement remplies, en rappelant notamment aux Etats membres concernés leurs devoirs en matière de respect des dispositions du protocole d'accord en la matière.

➤ VMS

Au stade où en sont les choses, il apparaît que le suivi des navires par satellite n'est encore qu'au stade de projet pilote en Côte d'Ivoire, mais on peut compter qu'il rentre dans une phase opérationnelle dans les mois ou années à venir. Quand les dispositions législatives ad-hoc, garantissant en particulier un régime non-discriminatoire, auront été adoptées par les autorités du pays, la Communauté devra établir un protocole d'échanges de données VMS, comme cela a été fait sous plusieurs accords de pêche.

➤ Comité scientifique conjoint

Le Comité scientifique conjoint mentionné à l'article 8 du protocole n'a pas été créé et ne s'est donc pas réuni une fois par an comme prévu. En l'absence d'exploitation des zones côtières par des chalutiers européens et considérant que scientifiques européens et ivoiriens spécialisés sur le thon se rencontrent

fréquemment à l'ICCAT, l'absence d'un tel Comité scientifique n'a pas été particulièrement dommageable en ce qui concerne le suivi de la ressource. Par contre, il aurait pu constituer une plate-forme d'échange d'expérience intéressante pour des scientifiques ivoiriens à la recherche de partenariats scientifiques de haut niveau. On recommande par conséquent que le principe de ce Comité soit maintenu dans le prochain protocole d'accord.

3.5.4. Les domaines prioritaire du partenariat

Le prochain accord fournira un cadre adapté à un dialogue sectoriel et un partenariat. Parmi les domaines prioritaires de ce partenariat, il sera important d'y inclure *inter alia* :

- **Une composante appui institutionnel** focalisée sur la préparation d'un document de politique des pêches qui s'insère dans la politique générale de développement du pays (DSRP notamment) et intègre les principes de la pêche responsable. Cet exercice demande une concertation élargie aux autres services de l'Etat (Ministère du Plan en particulier) et aux parties prenantes de la société civile. Il doit être traité en première priorité du dialogue sectoriel Côte d'Ivoire - Communauté.
- **Une composante appui juridique.** Le cadre législatif régissant l'exercice de la pêche en Côte d'Ivoire est obsolète et incomplet. Il ne donne à l'administration aucun outil pour gérer les pêches, et de la même manière, aucun outil aux inspecteurs des pêche pour contrôler et réprimer au besoin. Cette nouvelle base juridique, qui devra nécessairement intégrer les lignes directrices de la politique des pêches nationales, est également inscrire dans les premières priorités.
- **Une composante plan national opérationnel de contrôle des pêches.** Les autorités de Côte d'Ivoire ne sont pas organisées pour mener des actions opérationnelles de contrôle des pêches. Il conviendrait de revoir le partage des responsabilités entre les différents corps concernés et de s'entendre sur les modalités de mise à disposition des moyens navals et aériens, et les sources de financement des actions. Il y a donc toute une organisation à revoir pour le contrôle, qu'elle soit institutionnelle ou juridique.
- **Une composante appui scientifique.** La contrepartie de l'accord précédent a permis le financement d'actions importantes (campagnes à la mer, collecte de statistiques) qu'il convient de maintenir car elles sont à la base du processus d'étude de l'état de la ressource exploitée. Le prochain protocole d'accord pourra chercher à approfondir le processus d'analyse des données afin d'aboutir à la formulation d'avis scientifiques à l'usage de l'Administration en charge de la gestion du secteur. Cette approche devra s'intégrer dans l'approche plus large que proposera la Commission au travers de son futur plan d'action pour améliorer l'évaluation des stocks dans les eaux non communautaires.

4. Etude d'impact / ex ante d'options de renouvellement du protocole

L'évaluation a conclu positivement sur l'opportunité de poursuivre les relations de pêche entre les deux partenaires, et a formulé des recommandations sur les meilleures manières de minimiser les impacts défavorables de l'accord. Le futur protocole d'accord sera cependant celui qui sera issu de la négociation. Cette section finale du rapport examine différentes options pour le renouvellement et les impacts possibles. Ces options sont au nombre de deux :

1. Pas d'accord de pêche
2. Scénario de statu quo

4.1. Scénario de non-accord

4.1.1. Impacts économiques

➤ Secteur privé européen

En l'absence d'accord de pêche, les navires thoniers européens n'auront d'autres solutions que de négocier des accords privés avec la Côte d'Ivoire. Compte-tenu de la longue histoire en matière de coopération entre la Côte d'Ivoire et la France et l'Espagne, il est très probable que les licences senners pourront effectivement être obtenues à des conditions tarifaires acceptables, la Côte d'Ivoire ayant autant besoin que la partie européenne d'un accès pour les senners. L'effet sera par conséquent relativement neutre à court terme mais gênera le développement des activités de la partie européenne en raison du manque de visibilité et de sécurité juridique du cadre des licences libres. Pour les palangriers, une tarification de base proche de celles appliquée au palangriers japonais découragera probablement les armements de prendre des licences libres. Ce type de navire, habitué à évoluer en haute mer et moins dépendant que les senners d'une base logistique adaptée, pourra continuer à exercer sans cet accord, mais pourra être gêné dans ses stratégies s'il décide de cibler les thonidés tropicaux plutôt que les poissons porte-épée.

Pour le segment chalutier, le manque d'intérêt des armements pour cet accord indique que le non renouvellement de l'accord sera sans effet économique notable.

➤ Communauté européenne

En cas de non-accord, la Communauté fera l'économie d'une partie modeste (env. 1M€ par an) du budget réservé à la politique extérieure en matière de pêche. Les retombées économiques de l'activité des navires senners dans l'océan atlantique resteront sensiblement identiques dans les grandes masses.

➤ Côte d'Ivoire

L'absence d'accord avec la Communauté signifiera une baisse sensible des recettes liées au secteur de la pêche. En cette période de disette budgétaire et de bouleversement des priorités du fait de la crise politique que traverse le pays, il est très probable que les institutions en charge de la pêche ne retrouveront pas le même niveau de financement, et ce dans un contexte où les bailleurs se sont retirés du pays. Le secteur n'aura donc pas les financements nécessaires à la réalisation des priorités. L'Etat pourra certes chercher à compenser cette baisse par une augmentation du nombre de licences vendues à des intérêts de pays tiers, mais cette ressource budgétaire alternative n'offre pas les mêmes garanties en matière de pluriannualité des recettes et de fiabilité des sources. Par ailleurs, la demande risque d'être inférieure à ce qui serait nécessaire pour compenser la perte de la contrepartie européenne.

Le secteur privé ivoirien risque de subir des impacts économiques importants en cas de non-accord. Les entreprises implantées autour du pôle thonier d'Abidjan auront à subir une baisse de fréquentation du port par les senners européens, avec des conséquences directes pour les entreprises de service (consignation, manutention) et des conséquences indirectes pour les conserveries qui devront acheminer plus de matière première avec leurs propres moyens, occasionnant probablement des surcoûts.

4.1.2. Impacts sociaux

Des impacts négatifs de nature sociale d'une situation de non accord se feront principalement ressentir sur le secteur privé ivoirien dont l'activité est liée au travail des senners européens dans l'océan indien. Cette

activité permet de soutenir environ 14 000 emplois. La suppression d'une partie de ces emplois risque d'aggraver la situation sociale de la population d'Abidjan.

On n'anticipe pas d'impacts sociaux défavorables pour la partie européenne.

4.1.3. Impacts environnementaux

Les mesures de gestion prises par l'ICCAT sont faites pour minimiser autant que possible les impacts environnementaux des flottes de pêche thonières sur les espèces cibles et espèces accessoires. L'accord de pêche fournit un cadre contraignant qui permet à la Communauté de conserver un pouvoir d'encadrement sur ses flottes. La Communauté est l'un des moteurs politiques de l'ICCAT et y conserve une influence positive grâce au comportement jugé responsable de ses navires de pêche par la communauté internationale.

En cas de non-accord avec la Côte d'Ivoire, la Communauté perdra ce pouvoir d'encadrement et ne pourra plus intervenir sur l'activité des navires qui opéreront sous un régime de licence privées. En cas de problème vis-à-vis de pratiques de pêche responsables, les retombées seront négatives et les efforts de la Communauté à l'ICCAT pour la promotion d'une pêche responsable par toutes les entités de pêche de l'océan atlantique risquent d'être annulés. Par ailleurs, sans accord, la Communauté n'aura aucune légitimité pour aider la Côte d'Ivoire à mettre en place des pratiques de pêche responsables.

D'un point de vue plus immédiat, les autorités ivoiriennes chercheront à compenser la perte de la recette de l'accord de pêche par la conclusion d'un nombre plus important d'accords privés avec des armements d'origine étrangère, dans le domaine thonier mais aussi dans le domaine du chalutage côtier. Compte-tenu de la déficience du système de suivi et contrôle national, il est probable que la partie ivoirienne ne pourra surveiller ces flottes et empêcher le cas échéant des comportements contraires aux règles de préservation de l'écosystème.

4.2. Scénario de statu quo

Si le même type de protocole d'accord est conservé, les impacts économiques, sociaux et environnementaux seront sensiblement les mêmes que ceux détaillés dans cette évaluation ex-post.

4.2.1. Impacts économiques et sociaux

Il n'y aura pas d'impacts économiques et sociaux négatifs majeurs en cas de reconduction de l'accord sous le même modèle. Cependant, le maintien de possibilités de pêche chalutière dans un contexte où l'on est pas en mesure de prévoir ses conséquences environnementales risque, si elles sont effectivement exploitées, de susciter l'inquiétude de la société civile au travers des ONG.

La reconduction de l'accord sous la même configuration risque, compte-tenu de la faible utilisation relevée dans l'évaluation ex-post, de rendre l'investissement communautaire peu efficient vis-à-vis de son objectif de soutien au secteur des pêches lointaines européennes.

4.2.2. Impacts environnementaux

Concernant la pêche thonière, la répartition des stocks d'espèces cibles sur tout l'océan indien et l'absence de caractère remarquable de la zone de pêche ivoirienne vis-à-vis de la biologie de ces espèces font qu'un scénario de statu quo n'aura pas d'influences sur le régime de conservation des espèces. Les navires communautaires sont en règle vis-à-vis des mesures de gestion de l'ICCAT.

Le risque principal au niveau environnemental réside dans l'introduction possible de chalutiers de fonds. Il n'existe pas suffisamment d'informations pour évaluer ex ante leurs incidences sur l'environnement en termes de potentiel exploitable ou de prises accessoires notamment. Le maintien des chalutiers dans les possibilités de pêche apparaît par conséquent comporter des risques environnementaux que l'on peut qualifier de sensibles. Il conviendra par conséquent de prévoir le cas échéant un suivi scientifique assez stricte de l'activité de ces navires, notamment au moyen d'observateurs embarqués. Par ailleurs, il faudra veiller à ce que leurs conditions d'activité soient définies précisément par le protocole dans la mesure où la législation des pêches ivoirienne ne fournit pratiquement aucun instrument juridique d'encadrement.

4.3. Planification du suivi et de l'évaluation à venir

Les dispositions à prévoir pour le suivi de l'accord de partenariat et de ses indicateurs prédéfinis de performance doivent intégrer une collecte régulière des données nécessaires. Des indicateurs de suivi ont été proposés dans l'étude relative à la recherche de critères et d'indicateurs nécessaires à l'évaluation des accords de pêche (Commission européenne, janvier 2004). Ces indicateurs pourront être utilisés pour évaluer périodiquement la mise en œuvre de l'accord de partenariat entre la Communauté et la Côte d'Ivoire. La définition précise de ces indicateurs dépend des priorités fixées par la négociation, et notamment du résultat des premières commissions mixtes qui décideront de la programmation pluriannuelle des actions comme le prévoit le cadre d'un accord de partenariat.

- La responsabilité d'une partie de ces données incombe à la Communauté. Il s'agit des informations sur l'activité des navires communautaires (licences, prises, débarquements, économie des entreprises concernées, paramètres d'impact sur l'environnement). Ces informations peuvent être collectées sur une base trimestrielle et traitées au fur et à mesure. Il est impératif que ces dispositions soient respectées. La régularité et la qualité des déclarations de captures des navires thoniers devra notamment faire l'objet d'un suivi particulièrement étroit.
- La partie ivoirienne devra quant à elle collecter et transmettre à intervalles réguliers les informations relevant de sa compétence, c'est à dire les données relatives à son secteur de la pêche et à sa place dans l'économie nationale (état des stocks, débarquements, contrôle et surveillance, emploi, navires nationaux et étrangers, indicateurs macro-économiques). Ces informations pourront être transmises à la Commission sous forme de rapports annuels consolidés.

A l'occasion de Comités de Suivi de l'APP qu'il conviendra de réunir au moins une fois par an, voire plus si des problèmes sérieux apparaissent, les deux parties devront faire état de l'état d'avancement de l'accord et de leur perception de la situation afin que les problèmes puissent être réglés le cas échéant.

Si la durée du prochain protocole est de cinq années (2007-2012), une évaluation ex-post détaillée devra être conduite au plus tard 12 mois avant la date d'expiration du protocole, soit en juillet 2011. Une évaluation à mi-parcours (2009) de l'état d'avancement du cadre de partenariat pourra également se révéler riche d'enseignements.

CONCLUSION GENERALE

La Côte d'Ivoire traverse actuellement une crise institutionnelle grave dont on espère qu'elle puisse être résolue dans un proche avenir avec la tenue d'élections et la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. La fin de la crise permettra aux autorités de reprendre la lutte contre la pauvreté, et de rassembler à nouveau le soutien des bailleurs de fond qui ont arrêté de soutenir le pays du fait de l'état de guerre.

Dans cet ensemble, le secteur de la pêche continue à survivre mais sans réelles perspectives d'avenir. Il manque au pays une politique claire de développement du secteur qui prenne en compte les stratégies globales des Autorités pour lutter contre la pauvreté, et les principes de la pêche responsable afin de préserver les écosystèmes. D'autres chantiers importants sont également à commencer rapidement comme la refonte du corpus juridique encadrant la pratique de la pêche, et l'organisation des différentes institutions nationales impliquées dans la gestion du secteur, et en particulier dans les aspects relatifs au contrôle des pêches.

L'accord de pêche entre la Communauté et la Côte d'Ivoire n'a pas posé de problèmes particuliers. Les possibilités de pêche négociées n'ont été utilisées que par des navires du segment thonier, senneurs principalement, les navires du segment chalutier n'ayant pas utilisé les possibilités offertes. La coopération entre les entreprises européennes de pêche au thon et les entreprises ivoiriennes du pôle thonier d'Abidjan date de plusieurs dizaines d'années, et ce port est naturellement resté une base privilégiée d'escale même si la crise a provoqué une relative désaffection dont on ne saura que dans un futur proche si elle est passagère ou durable. Malgré tout, dans ce contexte, la Côte d'Ivoire capte une partie importante des retombées économiques et sociales liées à l'activité des senneurs dans l'Atlantique, et dont la mesure va bien au-delà de la pêche dans la seule ZEE du pays.

L'évaluation ex-post de l'accord a permis de vérifier que l'accord parvient à atteindre ses principaux objectifs, en dehors de l'objectif de promotion d'une pêche responsable en Côte d'Ivoire qui reste encore à développer. L'efficacité de l'accord s'est également révélée décevante principalement du fait de la sous-utilisation par les navires européens des possibilités de pêche que la Communauté avait négocié en 2004. La raison majeure de cette sous-utilisation est le passage de plusieurs thoniers senneurs européens vers les eaux de l'océan indien en 2005, et le maintien par les canneurs et palangriers de leurs zones de pêche traditionnelles plus au nord de la zone équatoriale.

Pour le futur, il est de l'intérêt des deux parties de poursuivre leurs relations en matière de pêche au travers d'un cadre d'accord de partenariat qui permettra un dialogue sectoriel. Une évaluation ex-ante sous plusieurs scénarii permet de conclure qu'une situation de non-accord placerait les deux parties en situation de perdants, et qu'une hypothèse de renouvellement formerait la meilleure alternative. Le dialogue sectoriel entre la Communauté et la Côte d'Ivoire devra privilégier la préparation de la nouvelle politique de la pêche qui restera l'élément central des réformes à suivre (refonte du cadre juridique, organisation institutionnelle).

Concernant l'investissement privé en Côte d'Ivoire dans le secteur de la pêche, il ne peut être espéré de réelle relance avant que la crise politique soit définitivement terminée. Les événements de 2005 font qu'il faudra malheureusement du temps avant que les investisseurs européens reprennent confiance en l'avenir du pays et en ses institutions.

*